

Principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation en 2014, 2015 et 2016

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 30 mai 2017, par rapport à la publication de l'année précédente (30 mai 2016), ainsi qu'à la dernière publication des comptes trimestriels (première estimation du 1^{er} trimestre 2017, parue le 28 avril 2017). Cette note se concentre sur les révisions intervenues sur les taux de croissance des agrégats, qui sont liées à l'arrivée d'un certain nombre de sources statistiques non disponibles auparavant.

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de quatre estimations successives. En premier lieu, une toute première estimation d'une partie des comptes de l'année n est fournie à l'occasion de la sortie des comptes trimestriels du quatrième trimestre : première estimation de la croissance et de l'équilibre entre ressources (PIB, importations) et emplois finals (consommation, investissement, exportations, variations de stocks) fin janvier de l'année $n+1$; puis première estimation des comptes d'agents à la fin mars de l'année $n+1$. Ces estimations sont affinées lors de la publication de la première estimation du 1^{er} trimestre de l'année $n+1$, fin avril. Ces premières évaluations issues des comptes trimestriels sont corrigées des jours ouvrables (CJO). En second lieu, à la mi-mai de l'année $n+1$, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année $n-1$ (compte semi-définitif) et l'année $n-2$ (compte définitif).

- Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitif de l'année $n-2$ et semi-définitif de l'année $n-1$; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n . Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence - d'un point de vue économique - des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.*
- Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) dans leur version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.*
- Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.*

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2016, les comptes annuels définitif 2014 et semi-définitif 2015 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2014 et provisoire 2015 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2016 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels intervenues depuis fin janvier.

Révisions apportées à la fiche de PIB

A. Fiche de PIB en volume	Anciennes séries			Nouvelles séries			
	2014	2015	2016 (CJO)	2014	2015	2016	2016 (CJO)
Produit intérieur brut	0,6	1,3	1,1	0,9	1,1	1,2	1,1
Importations	4,7	6,6	3,5	4,8	5,7	4,2	4,2
Dépenses de consommation des ménages	0,7	1,5	1,8	0,7	1,4	2,3	2,1
Dépenses de consommation des administrations publiques	1,2	1,4	1,4	1,3	1,1	1,3	1,2
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	-0,3	1,0	2,7	0,0	1,0	2,8	2,7
<i>dont : ménages</i>	-3,5	-0,8	2,1	-3,0	-2,1	2,4	2,4
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	1,6	2,8	3,9	1,7	3,1	3,6	3,4
<i>administrations publiques (APU)</i>	-5,7	-3,8	-0,7	-5,3	-3,0	-0,1	-0,2
Exportations	3,3	6,1	1,2	3,3	4,3	1,8	1,8
Stocks (contribution au PIB, en points)	0,5	0,1	-0,1	0,7	0,3	-0,1	-0,1

en %

B. Fiche de PIB en valeur	Anciennes séries			Nouvelles séries			
	2014	2015	2016 (CJO)	2014	2015	2016	2016 (CJO)
Produit intérieur brut	1,2	1,9	1,9	1,5	2,2	1,6	1,5
Importations	2,6	3,5	1,1	2,8	3,2	1,7	1,7
Dépenses de consommation des ménages	0,8	1,3	1,9	0,8	1,7	2,2	2,1
Dépenses de consommation des administrations publiques	1,6	1,2	1,4	1,6	1,0	1,1	1,1
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	-0,2	0,7	3,6	0,5	0,9	3,4	3,3
<i>dont : ménages</i>	-2,0	-0,6	3,2	-0,7	-1,4	3,2	3,2
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	1,4	2,6	4,8	1,9	3,1	4,3	4,1
<i>administrations publiques (APU)</i>	-5,8	-5,1	0,0	-5,5	-4,3	-0,1	-0,2
Exportations	2,4	5,7	0,2	2,6	4,9	0,2	0,2
Stocks (contribution au PIB, en points)	0,5	0,1	0,1	0,6	0,4	-0,2	-0,1

en %

C. Fiche de PIB en prix	Anciennes séries			Nouvelles séries			
	2014	2015	2016 (CJO)	2014	2015	2016	2016 (CJO)
Produit intérieur brut	0,5	0,6	0,8	0,6	1,1	0,4	0,4
Importations	-2,0	-3,0	-2,3	-1,9	-2,5	-2,4	-2,5
Dépenses de consommation des ménages	0,1	-0,2	0,0	0,1	0,3	-0,1	-0,1
Dépenses de consommation des administrations publiques	0,4	-0,2	-0,1	0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Formation brute de capital fixe (FBCF) totale	0,2	-0,3	0,8	0,5	-0,1	0,5	0,6
<i>dont : ménages</i>	1,6	0,2	1,0	2,3	0,6	0,8	0,8
<i>entreprises non financières (ENF)</i>	-0,2	-0,2	0,8	0,2	0,0	0,6	0,6
<i>administrations publiques (APU)</i>	-0,1	-1,4	0,8	-0,2	-1,4	0,0	0,0
Exportations	-0,9	-0,4	-1,0	-0,7	0,6	-1,7	-1,7
Stocks (contribution au PIB, en points)	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0

A. Principales révisions intervenues sur le compte définitif 2014 par rapport au compte semi-définitif 2014

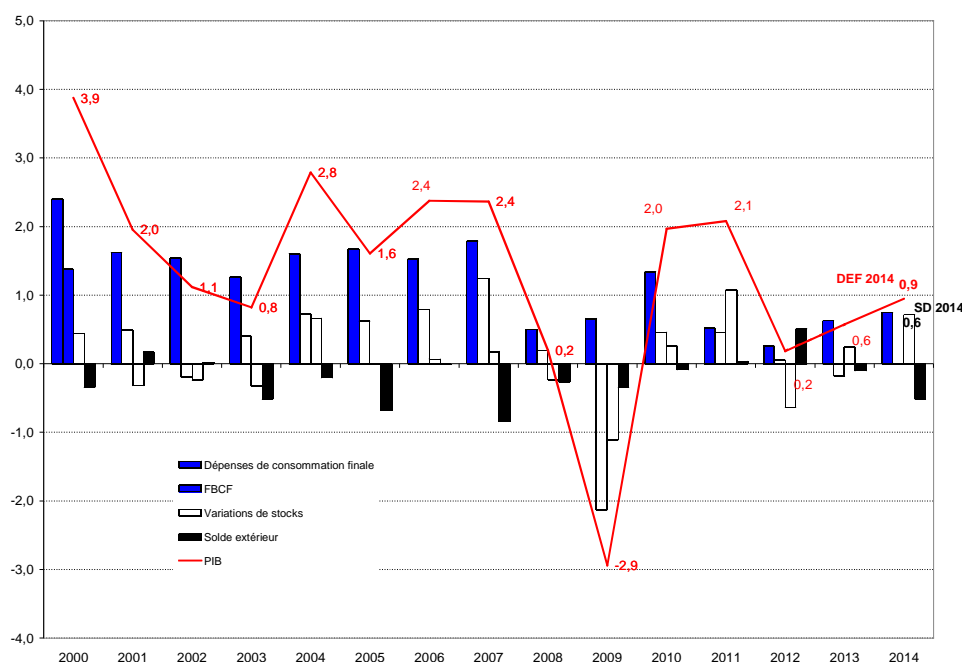
Tableau A.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2014

Fiche de PIB en volume	Niveau 2013 (Md€)	Niveau 2014 (Md€)		2014, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 115	2 129	2 135	0,3	0,6	0,9	0,7	0,3
Importations	645	676	676	1,7	4,7	4,8	3,1	0,1
Dépenses de consommation	1 683	1 697	1 699	0,7	0,8	0,9	0,2	0,1
- dont ménages	1 132	1 140	1 140	0,2	0,7	0,7	0,5	0,1
- dont APU	508	514	514	2,0	1,2	1,3	-0,6	0,2
- dont ISBLSM	43	44	44	1,1	1,8	2,6	1,5	0,8
FBCF totale	467	465	467	-1,0	-0,3	0,0	1,0	0,4
- dont ménages	110	107	107	-3,1	-3,5	-3,0	0,1	0,6
- dont ENF	253	257	257	-0,9	1,6	1,7	2,6	0,2
- dont APU	84	79	80	1,0	-5,7	-5,3	-6,4	0,4
- dont autres	19	22	23	0,6	16,7	18,4	17,9	1,7
Exportations	605	625	625	2,2	3,3	3,3	1,1	0,0
Variations de stocks	5	16,6	20,3	0,0				
Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 150	2 162	2 166	0,4	0,6	0,8	0,39	0,16
Consommation des ménages	1 132	1 140	1 140	0,1	0,3	0,4	0,28	0,03
Consommation des APU	508	514	514	0,5	0,3	0,3	-0,15	0,04
FBCF totale	467	465	467	-0,2	-0,1	0,0	0,23	0,08
Variations de stocks	5	17	20	-0,2	0,5	0,7	0,89	0,18
Commerce extérieur	-40	-50	-51	0,1	-0,5	-0,5	-0,62	-0,03

Tableau A.2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2014

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2013 (Md€)	Niveau 2014 (Md€)		2014, en évolution (%)				
	Définitif	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Définitif	Révision par rapport au provisoire	Révision par rapport au semi-définitif
PIB	2 115	2 140	2 147,609	1,1	1,17	1,53	0,4	0,36
Importations	645	662	663	0,1	2,6	2,8	2,7	0,2
Dépenses de consommation	1 683	1 701	1 702	1,4	1,0	1,1	-0,2	0,1
- dont ménages	1 132	1 141	1 141	0,8	0,8	0,8	0,0	0,1
- dont APU	508	516	516	2,4	1,6	1,6	-0,8	0,0
- dont ISBLSM	43	44	45	3,3	2,1	2,9	-0,4	0,8
FBCF totale	467	466	469	-0,6	-0,2	0,5	1,1	0,7
- dont ménages	110	108	110	-2,9	-2,0	-0,7	2,2	1,3
- dont ENF	253	256	257	-0,4	1,4	1,9	2,3	0,5
- dont APU	84	79	80	1,4	-5,8	-5,5	-6,9	0,3
- dont autres	19	22	22	0,6	15,5	16,1	15,5	0,6
Exportations	605	619	621	1,8	2,4	2,6	0,8	0,2
Variations de stocks	5	15,8	19,1					
Contributions								
Demande intérieure hors stocks	2 150	2 167	2 171	0,9	0,8	1,0	0,1	0,2
Consommation des ménages	1 132	1 141	1 141	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0
Consommation des APU	508	516	516	0,6	0,4	0,4	-0,2	0,0
FBCF totale	467	465,9	469,1	-0,1	0,0	0,1	0,3	0,1
Variations de stocks	5	15,8	19,1	-0,3	0,5	0,7	1,0	0,2
Commerce extérieur	-40	-43	-42	0,5	-0,1	-0,1	-0,6	0,0

Graphique A.1 : croissance en volume du PIB depuis 2000



A.1. L'APPROCHE DEMANDE DU PIB A ÉTÉ AJUSTÉE AFIN DE TENIR COMPTE DES NOUVELLES ESTIMATIONS DISPONIBLES DE FBCF ET DE VARIATIONS DE STOCKS

Dans le compte définitif 2014, publié en base 2010, le PIB en valeur progresse de + 1,53 % contre + 1,17 % au compte semi-définitif 2014, soit une révision de +0,36 point. Cette révision tient avant tout à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte d'une nouvelle version d'Esane et à la modification de la construction du compte de l'aéronautique.

Lors du compte semi-définitif 2014, si l'approche revenu / secteur du PIB reposait déjà, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Esane, l'approche demande ne s'était pas calée au niveau fin des branches sur la production et la consommation intermédiaire des ENF telles qu'issues d'Esane. Dans de très nombreux cas en effet, des indicateurs conjoncturels (chiffres d'affaires ou indices de production industrielle combinés à des indices de prix à la production) avaient été privilégiés par rapport aux données fournies par Esane. Aussi la prise en compte au niveau le plus fin de la production et des consommations intermédiaires des branches de la statistique Esane dans le compte définitif a-t-elle modifié les équilibres ressources emplois (ERE) de l'approche demande.

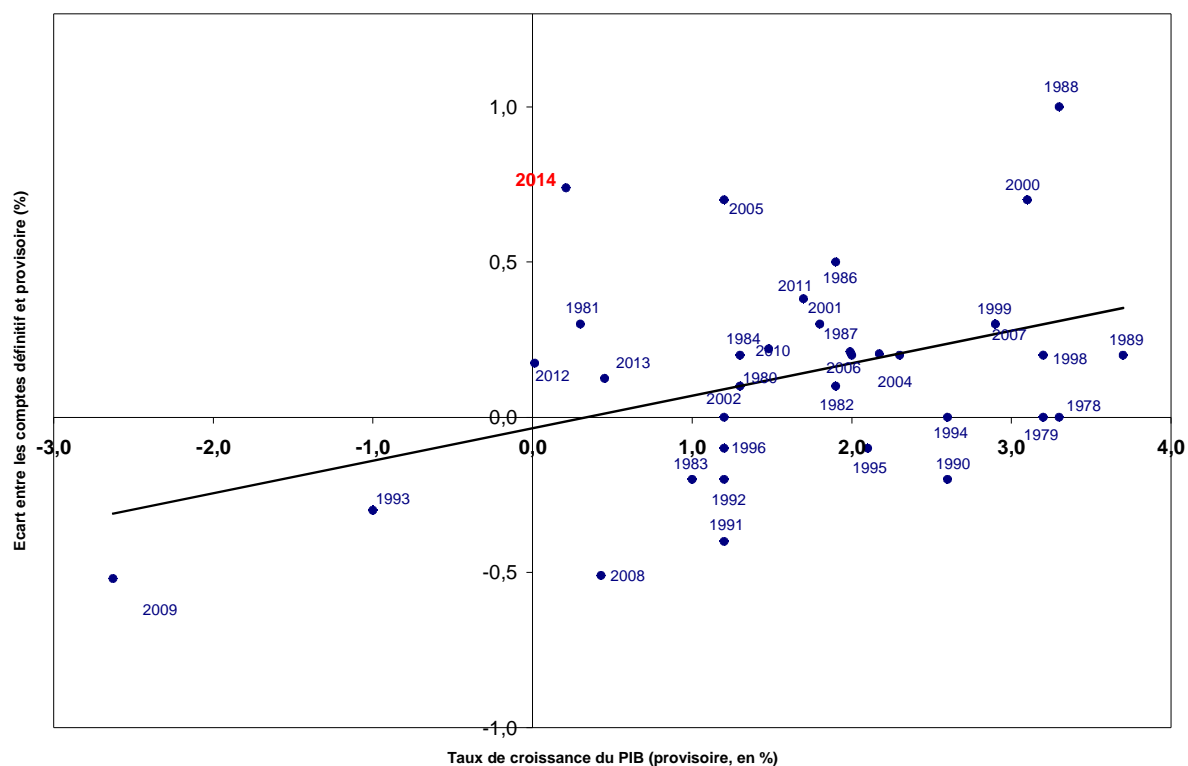
Par ailleurs, en compte semi-définitif, l'évolution de la valeur ajoutée de la branche aéronautique était très dégradée, à -26,3 % en valeur et -23,5 % en volume : l'analyse détaillée des liasses fiscales des sociétés concernées ainsi que des données d'exports et imports a conduit à réviser fortement à la hausse cette évolution, qui s'établit désormais à +4,9 % en valeur et +0,7 % en volume.

Ex ante, l'approche demande du PIB se trouvait spontanément plus basse que l'approche revenu, de près de 12 Md€. L'analyse approfondie de la branche aéronautique a permis d'augmenter les stocks de +2 Md€. Puis dans un second temps, des modifications ont été apportées aux estimations spontanées de la consommation des ménages, à la FBCF des entreprises non financières (+1,8 Md€), à la FBCF des ménages (+0,8 Md€), aux variations de stocks (+1,6 Md€) et enfin au commerce extérieur (+2,4 Md€).

La croissance du PIB en volume atteint ainsi + 0,9 % dans le compte définitif 2014, ce qui constitue une révision de +0,3 point par rapport au compte semi-définitif (+ 0,6%), +0,7 point par rapport au compte provisoire et +0,5 point par rapport à la première estimation annuelle fournie par les comptes trimestriels en février 2015. Le déflateur du PIB est légèrement révisé d'une part suite à la modification marginale du partage volume / prix des variations de stocks (essentiellement agricoles) et de la FBCF de certains produits, et d'autre part suite à un nouveau partage volume prix sur l'aéronautique.

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire (+ 0,7 point) est sensiblement supérieure à l'ordre de grandeur des révisions passées (+/- 0,3 point en moyenne) (cf. graphique A.2).

Graphique A.2 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et définitif



A.2. EN VOLUME, LES CONTRIBUTIONS À LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION, DE LA FBCF, AINSI QUE DES VARIATIONS DE STOCKS SONT REVUES À LA HAUSSE

Le PIB s'établit à 2 147,6 Md€ en valeur en 2014 ; il progresse de + 32,4 Md€ par rapport à 2013, soit une révision à la hausse de +7,6 Md€ par rapport au compte semi-définitif (cf. tableau A.3).

En volume, la croissance du PIB est révisée à la hausse de +6,6 Md€, soit +0,3 point par rapport au compte semi-définitif. Côté demande, l'évolution des dépenses de consommation est relevée de +1,7 Md€, avec +0,6 Md€ pour les dépenses de consommation des ménages et respectivement +0,8 Md€ et +0,3 Md€ pour celles des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). L'évolution de la FBCF est revue de +1,7 Md€, la FBCF des entreprises non financières étant révisée à la hausse (+0,5 Md€), de même que celle des autres secteurs institutionnels (+0,6 Md€ pour les ménages, +0,3 Md€ pour les APU et +0,3 Md€ pour les autres secteurs institutionnels). L'évolution des variations de stocks en volume augmente par rapport au compte semi-définitif et sa contribution au PIB augmente de +0,2 point pour s'établir à +0,7 point. Enfin, la progression des importations en volume est relevée de +0,4 Md€, et celle des exportations est presque stable, si bien que la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB en volume est revue très légèrement en baisse (-0,03 point, arrondi inchangé à - 0,5 point).

Tableau A.3 : révisions entre les comptes définitif et semi-définitif 2014 dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2013 (Md€)	2014 Définitif - 2014 Semi-définitif					
		Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
	Définitif	valeur	volume	prix	valeur	volume	prix
PIB	2 115	0,4	0,3	0,1	7,6	6,6	1,1
Importations	645	0,2	0,1	0,1	1,3	0,4	0,8
Dépenses de consommation	1 683	0,1	0,1	0,0	1,0	1,7	-0,7
- dont ménages	1 132	0,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1
- dont APU	508	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,8	-0,7
- dont ISBLSM	43	0,8	0,8	0,0	0,3	0,3	0,0
FBCF totale	467	0,7	0,4	0,3	3,2	1,7	1,4
- dont ménages	110	1,3	0,6	0,7	1,4	0,6	0,8
- dont ENF	253	0,5	0,2	0,4	1,4	0,5	0,9
- dont APU	84	0,3	0,4	-0,1	0,3	0,3	-0,1
- dont autres	19	0,6	1,7	-1,2	0,1	0,3	-0,2
Exportations	605	0,2	0,0	0,3	1,4	-0,1	1,5
Variations de stocks	5				3,3	3,7	-0,4
Contributions à la révision de l'évolution du PIB 2014							
Demande intérieure hors stocks	2 171	0,2	0,2	0,0			
Consommation des ménages	1 141	0,0	0,0	0,0			
Consommation des APU	516	0,0	0,0	0,0			
FBCF totale	469	0,1	0,1	0,1			
Variations de stocks	19	0,2	0,2	0,0			
Commerce extérieur	-42	0,0	0,0	0,0			

A.2.1. LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EST REVUE EN HAUSSE.

Par rapport au compte semi-définitif, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2014 est révisée à la hausse en valeur (**+ 1,1 % contre +1,0 %**) et en volume (**+0,9 % contre +0,8% au semi-définitif**).

Les dépenses de consommation des ménages en valeur sont stables par rapport au compte semi-définitif.

En 2014, les dépenses de consommation des ménages augmentent de + 0,8% en valeur et restent stables par rapport au compte semi-définitif, et de même leur progression en volume reste stable (+0,7 %).

En valeur, les révisions par rapport au compte semi-définitif (+0,6 Md€) s'expliquent par :

- l'actualisation de sources (-1,3 Md€), en particulier suite à la correction d'une erreur sur les indices utilisés pour évaluer la consommation en véhicules automobiles (-0,8 Md€), et suite à la prise en compte de données révisées du panéliste GFK, notamment sur la fabrication d'équipements de communication (-0,4 Md€) ;

- de nouveaux arbitrages entre indicateurs suite à l'arrivée d'une nouvelle source au compte définitif (+0,1Md€) ;

- la prise en compte de nouvelles méthodes pour mesurer la consommation des ménages sur certains postes fins (+0,1 Md€). Il s'agit en particulier d'une part d'un changement de méthode pour l'estimation de consommation en gaz vapeur et air conditionné, en s'appuyant à la fois sur la source Pégase du Soes et sur l'enquête transparence des prix pour calculer un indice de volume (-0,2 Md€). Il s'agit également de l'intégration de l'enquête logement 2013, qui conduit à renforcer la dynamique des loyers par l'augmentation de l'effet qualité sur la période 2006-2013, et, par ricochet, sur les années 2014 et 2015 (+0,3 Md€).

- la prise en compte des informations exogènes disponibles dans les équilibres ressources emplois principalement non-marchands (-0,1 Md€ en valeur et en volume) ainsi que sur le solde territorial, qui est révisé à la hausse de +0,3 Md€ suite aux nouvelles données de la balance des paiements. Les principales révisions liées aux ERE principalement non marchands portent sur les dépenses en hébergement médico-social (-0,6 Md€), ainsi que la consommation en enseignement non-marchand (+0,2 Md€).

- des arbitrages (+1,8 Md€) : d'une part pour réconcilier la consommation des ménages avec la consommation commercialisable telle que mesurée par Esane (+1,0 Md€) ; d'autre part au sein du TES pour assurer la convergence des approches du PIB (+0,8 Md€) : les dépenses de restauration ont notamment été augmentées de +0,6 Md€ par rapport au compte semi-définitif, en cohérence avec l'évolution dynamique des consommations intermédiaires de produits alimentaires.

Ces révisions des dépenses en valeur se retranscrivent en volume.

Les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte semi-définitif et le compte définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés.

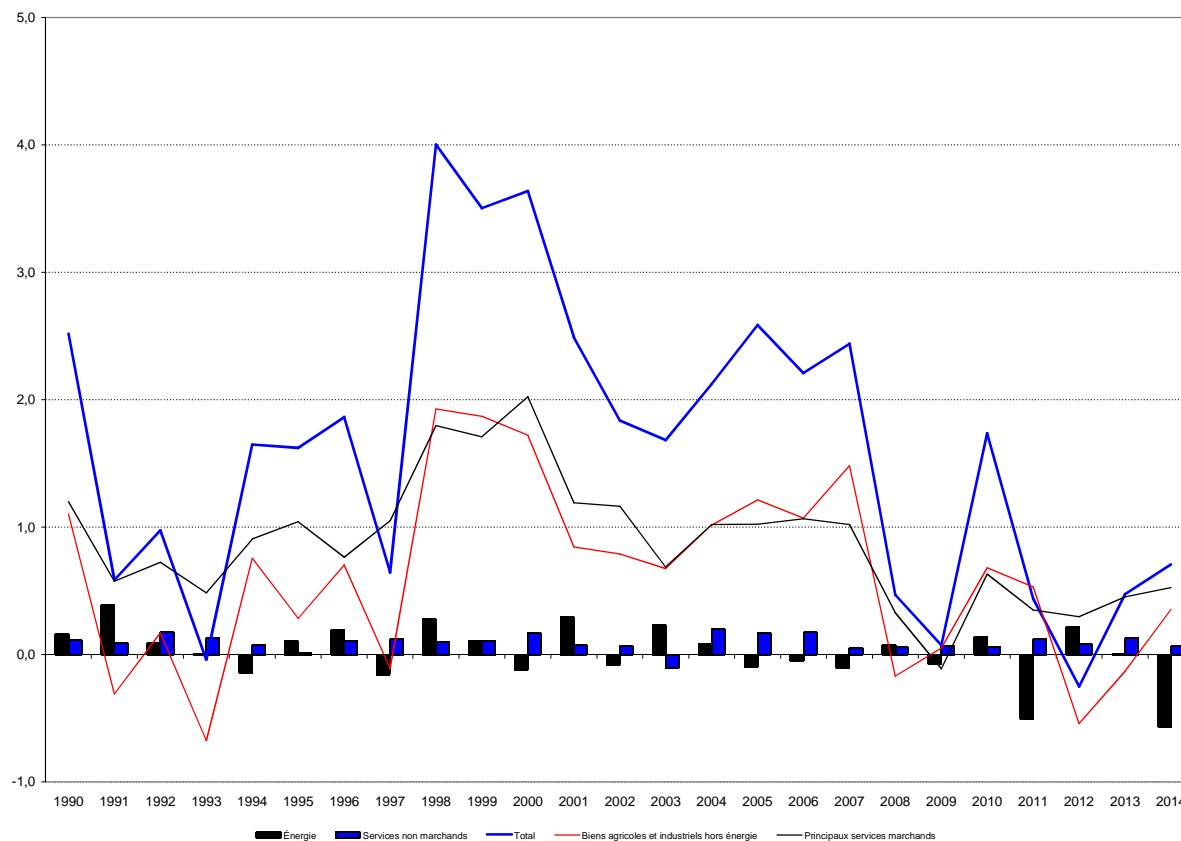
Les déflateurs des produits pour lesquels l'IPC n'est pas retenu, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés - Sifim -, loyers imputés) ou mesurés selon des concepts différents (assurance, crédit d'impôt), n'ont pas été sensiblement révisés.

Tableau A.4 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

	Consommation des ménages														
	2013	2014			2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VALEUR		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX	
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%	%	%	
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD		
Ensemble	1 132	1 141	0,6	7	8	0,7%	0,7%	8,6	9,3	0,8%	0,8%	0,1%	0,1%	0,0%	
Agriculture	33	32	0,3	0,8	1,2	2,6%	3,6%	-0,6	-0,2	-1,7%	-0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	
Energie, eau, déchets	54	51	-0,3	-4,9	-5,2	-9,0%	-9,5%	-3,1	-3,4	-5,7%	-6,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Industrie agro-alimentaire	173	173	0,3	-0,7	-0,4	-0,4%	-0,2%	0,2	0,6	0,1%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	
Cokéfaction et raffinage	49	46	0,5	-1,7	-1,1	-3,4%	-2,3%	-3,6	-3,1	-7,3%	-6,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Biens d'équipement	32	32	-0,5	2,7	2,1	8,3%	6,5%	0,3	-0,2	0,8%	-0,6%	-0,1%	0,0%	0,0%	
Matériels de transport	59	59	-1,1	0,1	-1,0	0,2%	-1,6%	1,1	0,1	1,9%	0,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Autres branches industrielles	145	146	0,2	1,7	1,9	1,2%	1,3%	1,0	1,2	0,7%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	
Construction	17	18	0,0	-0,1	-0,1	-0,7%	-0,6%	0,5	0,5	3,1%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Commerce	13	12	-0,2	-0,3	-0,5	-2,0%	-3,6%	0,1	-0,1	0,6%	-1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Transport	37	38	0,0	0,2	0,2	0,5%	0,5%	0,9	0,9	2,3%	2,4%	0,0%	0,0%	0,0%	
Hébergement-restauration	73	77	0,8	0,4	1,1	0,6%	1,6%	2,4	3,2	3,3%	4,4%	0,1%	0,1%	0,0%	
Information-communication	49	48	0,3	-0,2	0,2	-0,3%	0,4%	-1,2	-0,9	-2,5%	-1,8%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services financiers	60	59	0,0	1,2	1,2	2,1%	2,0%	-0,9	-0,9	-1,4%	-1,5%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services immobiliers	218	222	0,2	2,4	2,6	1,1%	1,2%	4,3	4,5	2,0%	2,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux entreprises	23	24	0,0	0,5	0,5	2,2%	2,3%	0,8	0,8	3,2%	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services non marchands	65	66	-0,6	1,3	0,7	2,0%	1,1%	1,9	1,3	3,0%	2,1%	0,0%	-0,1%	0,0%	
Services aux ménages	41	42	0,1	0,4	0,5	1,0%	1,1%	1,0	1,1	2,5%	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%	
Correction territoriale	-10	-6	0,3	3,5	3,8	-35,1%	-38,5%	3,5	3,8	-35,1%	-38,4%	0,0%	0,0%	0,0%	

Au total, les dépenses de consommation des ménages augmentent en volume, après avoir reculé en 2012 et légèrement augmenté en 2013. Les dépenses en biens agricoles et industriels hors énergie accélèrent (du fait notamment du secteur automobile dans lequel la consommation des ménages ne baisse que de -2,0 %, après deux années de forte contraction), malgré le prolongement de la baisse de la consommation en volume de produits pétroliers. Les dépenses énergétiques chutent, l'année 2014 étant l'année la plus douce jamais enregistrée en France. Enfin, en 2014, les dépenses en services marchands et non marchands sont dynamiques, comme en 2013 (cf. graphique A.3).

Graphique A.3 : dépenses de consommation, principales contributions à l'évolution en volume



Note de lecture : Le poste « énergie » comprend deux niveaux A10 de la Naf rev. 2 : l'énergie, l'eau et les déchets d'une part et la cokéfaction et le raffinage d'autre part.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est révisée en légère hausse.

En 2014, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de **1,6 % en valeur comme en compte semi-définitif (cf. tableau A.5), et de + 1,3 % en volume** (contre + 1,2 % auparavant).

En valeur, la prise en compte de nouvelles données transmises par la DGFIP (très peu révisées par rapport au compte semi-définitif) et la nouvelle estimation de la consommation de capital fixe pour les produits non marchands ont conduit à réviser **très légèrement à la hausse les dépenses de consommation des administrations publiques (+0,07 Md€)**.

La progression des dépenses individualisables s'établit ainsi à + 2,3 % en valeur (comme au compte semi-définitif) et à **+ 2,1% en volume (contre + 1,8% lors du compte semi-définitif)**.

En valeur, la baisse des dépenses d'éducation (-0,5 Md€) est compensée par une hausse de la consommation sur d'autres produits, en particulier par une hausse des dépenses d'accueil des jeunes enfants et prestations d'aide à domicile.

Le partage volume prix est modifié : en effet, d'une part, le partage volume-prix des activités pour la santé humaine marchande est révisé en cohérence avec les nouvelles informations de la DREES, et d'autre part les dépenses d'éducation en volume sont estimées selon une « méthode output » assise sur un indice de volume de la DEPP, qui a été légèrement modifié depuis le compte semi-définitif.

Les dépenses collectives sont très légèrement modifiées par rapport au compte semi-définitif, du fait de la révision de la production des logés gratuits : elles augmentent de + 0,3 % en valeur (comme au compte semi-définitif) **et diminuent de -0,1 % en volume (comme au compte semi-définitif)**.

Tableau A.5 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	Consommation des APU														
	2013	2014			2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%	%	%	
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF	DEF - SD			
Consommation individualisable	327	334	0,1	6,0	6,7	1,8%	2,1%	7,5	7,6	2,3%	2,3%	0,1%	0,0%	-0,1%	
dont produits marchands	114	117	0,2	3,6	4,0	3,2%	3,5%	3,3	3,5	2,9%	3,1%	0,1%	0,0%	0,0%	
dont santé	51	52	0,0	1,5	1,7	2,9%	3,4%	1,5	1,6	3,0%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont industrie pharmaceutique	25	26	0,1	1,7	1,9	7,0%	7,5%	0,8	0,9	3,3%	3,7%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont autres	38	39	0,1	0,4	0,5	1,0%	1,2%	0,9	1,0	2,4%	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont produits non marchands	213	217	-0,2	2,4	2,7	1,1%	1,3%	4,3	4,1	2,0%	1,9%	0,1%	0,0%	-0,1%	
dont santé	64	66	0,0	1,6	1,5	2,4%	2,3%	2,0	2,0	3,2%	3,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont éducation	93	95	-0,5	0,9	0,8	1,0%	0,9%	1,9	1,3	2,0%	1,4%	0,0%	-0,1%	-0,1%	
dont administration publique	19	19	0,1	-0,3	-0,2	-1,8%	-1,1%	-0,3	-0,2	-1,6%	-0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont autres	37	38	0,3	0,3	0,6	0,7%	1,7%	0,7	0,9	1,8%	2,5%	0,1%	0,1%	0,0%	
Consommation collective	181	181	0,0	-0,1	-0,1	-0,1%	-0,1%	0,5	0,5	0,3%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont administration publique	169	170	0,0	-0,4	-0,4	-0,2%	-0,2%	0,2	0,3	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
dont autres	12	12	0,0	0,3	0,3	2,4%	2,2%	0,2	0,2	2,0%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Consommation totale	508	516	0,1	5,9	6,6	1,2%	1,3%	8,0	8,1	1,6%	1,6%	0,2%	0,0%	-0,1%	

Les dépenses de consommation des ISBLSM sont révisées à la hausse en volume.

En 2014, les dépenses de consommation des ISBLSM progressent de + 2,9 % en valeur (contre + 2,1% au compte semi-définitif, cf. tableau A.6) et de + 2,6 % en volume (contre + 1,8 % au compte semi-définitif), tandis que les prix n'ont pas été modifiés.

Les révisions en volume des dépenses de consommation des ISBLSM s'expliquent principalement par la révision des dépenses d'hébergement des adultes et famille en difficulté, en raison de l'actualisation, par la DREES, des évolutions du nombre de places au sein des centres d'accueil. Par ailleurs, la révision à la hausse des masses salariales fournies par l'ACOSS conduit à réviser à la hausse les dépenses des organisations associatives.

Le partage volume prix n'est pas modifié : il est réalisé à partir d'une méthode dite « input » et l'indice retenu pour effectuer le partage volume/prix de la masse salariale est stable par rapport au compte semi-définitif 2014.

Tableau A.6 : révisions des dépenses de consommation des ISBLSM par produit

	Consommation des ISBLSM														
	2013	2014			2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VALEUR			VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%	%	%	
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF	DEF - SD			
Ensemble	43	45	0,3	1	1	1,8%	2,6%	0,9	1,3	2,1%	2,9%	0,8%	0,8%	0,0%	
Services non marchands	26	27	0,2	0,5	0,7	1,9%	2,6%	0,5	0,7	1,8%	2,6%	0,4%	0,5%	0,0%	
Services aux ménages	17	18	0,1	0,3	0,4	1,7%	2,5%	0,4	0,6	2,6%	3,3%	0,4%	0,3%	0,0%	

A.2.2. LA FBCF DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES AUGMENTE EN 2014.

En 2014, la FBCF totale est stable en volume en compte définitif, ce qui représente une révision de +0,4 point.(cf. tableau A.7).

La révision à la hausse est d'abord imputable à la FBCF des entreprises non financières qui progresse de +1,7 % en volume contre + 1,6 % au compte semi-définitif. Au compte définitif, depuis la base 2010, un montant cible de FBCF corporelle des entreprises non financières est mesuré à partir d'Esane. Les arbitrages nécessaires pour converger vers l'approche revenu ont conduit, depuis le compte définitif 2012, à fortement rehausser la FBCF issue spontanément des équilibres ressources emplois, et à progressivement s'écarter de cette cible, désormais inférieure de 4,2 Md€ à la FBCF estimée via l'approche demande¹.

La FBCF des ménages, quant à elle, chute de -3,0 % en volume (contre -3,5% au semi-définitif) et de -0,7 % en valeur (contre - 2,0 % au semi-définitif).

La FBCF des sociétés financières n'est presque pas révisée en valeur par rapport au compte semi-définitif, malgré la prise en compte de nouvelles informations sur les logiciels et les estimations à partir d'Esane de FBCF corporelle pour les auxiliaires financiers.

La FBCF des administrations publiques chute (-5,3% en volume) mais est révisée à la hausse de +0,4 Md€ en volume par rapport au semi-définitif. Ces modifications concernent essentiellement la

FBCF du CEA dont le traitement des données comptables a fait l'objet d'approfondissements entre le compte semi-définitif et le compte définitif.

Tableau A.7 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

	FBCF par secteurs institutionnels																
	2013		2014				2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VALEUR		VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRX			
	en Md€	Md€	révision	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%					
DEF	DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ménages	110	110	1,4	-3,9	-3,3	-3,5%	-3,0%	-2,2	-0,8	-2,0%	-0,7%	0,1%	0,3%	0,2%			
Entreprises non financières	253	257	1,4	3,9	4,4	1,6%	1,7%	3,4	4,8	1,4%	1,9%	0,1%	0,3%	0,2%			
Administrations publiques	84	80	0,3	-4,8	-4,5	-5,7%	-5,3%	-4,9	-4,7	-5,8%	-5,5%	0,1%	0,1%	0,0%			
Autres (IF notamment)	19	22	0,1	3,2	3,5	16,7%	18,4%	3,0	3,1	15,5%	16,1%	0,1%	0,0%	0,0%			
Ensemble	467	469	3,2	-1,6	0,2	-0,3%	0,0%	-0,8	2,4	-0,2%	0,5%	0,4%	0,7%	0,3%			

Dans le détail, ces révisions s'expliquent essentiellement par une modification des ressources par produit (production et marges commerciales) qui trouve sa contrepartie notamment en FBCF.

La FBCF en construction augmente ainsi par rapport au compte semi-définitif de +1,6 Md€, en valeur suite également à la prise en compte des informations issues des enquêtes ESA (sur la sous-traitance, le partage par secteur institutionnel). La FBCF en produits immobiliers (qui regroupe à la fois des activités de construction et tous les frais liés aux achats et locations immobiliers), après le rebond de 2010 et 2011 et une année 2012 atone, accentue en 2014 la chute amorcée en 2013 (graphique A.4).

La FBCF en information-communication est révisée à la hausse de +0,5 Md€ en valeur (+4,1 % en compte définitif en valeur contre +3,3 % en semi-définitif), ainsi que celle en matériel de transport, qui est révisée de +0,6 Md€, soit une évolution de +3,0 % contre +0,8 % en valeur au semi-définitif). La FBCF en services aux entreprises est également révisée à la hausse de +1,0 Md€, ce qui représente une évolution de +2,2 % (contre +1,1 % au semi-définitif).

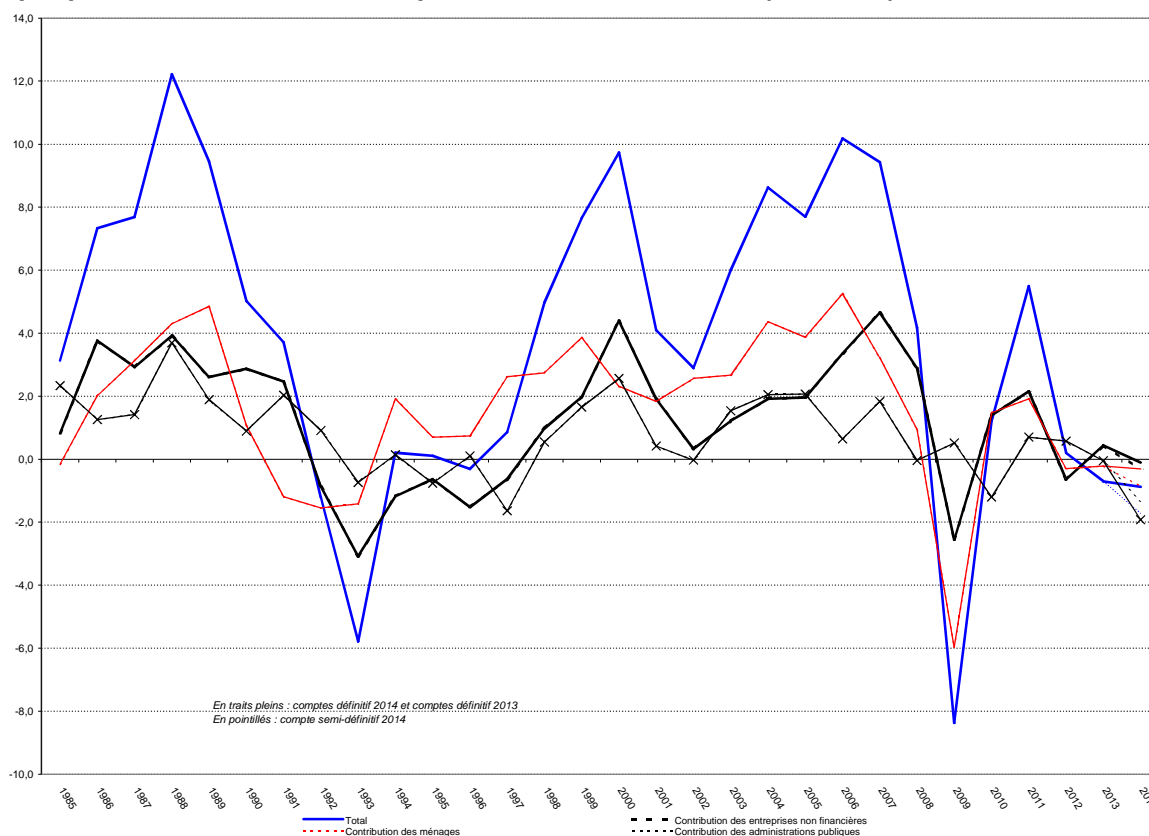
La FBCF en autres produits industriels est révisée quant à elle à la baisse par rapport au compte semi-définitif (1,7 % en valeur contre +2,2 % en semi-définitif).

Le partage volume / prix a été légèrement modifié : pour de nombreux produits, le partage volume / prix de la FBCF est un solde de l'ERE et résulte des prix retenus pour la production, pour le commerce extérieur et pour la consommation finale. L'amélioration de la cohérence interne des ERE a amené ainsi à revoir le partage volume / prix de la FBCF en construction et en matériel de transport (suite à un nouveau partage volume prix sur l'aéronautique notamment), ainsi que de la FBCF en services.

Tableau A.8 : principales révisions de la FBCF par produit

	FBCF totale													
	2013		2014				2014				Révision de la contribution			
	VAL	VALEUR	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRX	
	en Md€	Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%			
DEF	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF	SD	DEF	DEF - SD	
Ensemble	467	469	-1,6	0,2	-0,3%	0,0%	-0,8	2,4	-0,2%	0,5%	0,4%	0,7%	0,31%	
Agriculture	1	1	0,1	0,1	10,2%	10,2%	0,1	0,1	8,3%	8,3%	0,0%	0,0%	0,00%	
Energie, eau, déchets	0	0	0,0	0,0			0,0	0,0			0,0%	0,0%	0,00%	
Biens d'équipement	34	35	1,5	1,4	4,3%	3,9%	0,7	0,5	2,1%	1,4%	0,0%	0,0%	-0,02%	
Matériels de transport	29	29	-0,2	0,2	-0,7%	0,5%	0,2	0,9	0,8%	3,0%	0,1%	0,1%	0,06%	
Autres branches industrielles	33	34	0,6	0,5	1,7%	1,5%	0,7	0,6	2,2%	1,7%	0,0%	0,0%	-0,02%	
Construction	220	216	-6,1	-4,8	-2,8%	-2,2%	-5,4	-3,8	-2,5%	-1,7%	0,3%	0,3%	0,07%	
Information-communication	58	61	2,3	2,2	4,0%	3,7%	1,9	2,4	3,3%	4,1%	0,0%	0,1%	0,13%	
Services immobiliers	5	4	0,0	-0,2	-0,9%	-5,0%	-0,1	-0,2	-1,2%	-3,5%	0,0%	0,0%	0,02%	
Services aux entreprises	84	86	0,2	0,8	0,2%	1,0%	0,9	1,9	1,1%	2,2%	0,1%	0,2%	0,07%	
Services aux ménages	2	2	0,1	0,0	2,8%	2,3%	0,1	0,0	3,0%	2,3%	0,0%	0,0%	0,00%	

Graphique A.4 : investissement en produits liés à l'immobilier (en valeur)



A.2.3. LA CONTRIBUTION DES VARIATIONS DE STOCKS À LA CROISSANCE EST EN HAUSSE PAR RAPPORT AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF.

Les entreprises reconstituent fortement leurs stocks en 2014, plus au compte définitif qu'au compte semi-définitif : les variations de stocks augmentent, y compris placements, de + 13,9 Md€ par rapport à 2013 alors qu'elles augmentaient de + 10,6 Md€ en semi-définitif (tableau A.9). Au compte définitif, la contribution des variations de stock à la croissance en valeur est de + 0,7%, contre une contribution de +0,5 % en semi-définitif.

L'exploitation de la statistique d'Ésane permet, dès le compte semi-définitif, de fournir de premières estimations relativement fiables des variations de stocks des entreprises non financières. Les données de stocks issues d'Ésane doivent toutefois faire l'objet d'une correction statistique dite d'appréciation sur stocks pour que les stocks soient valorisés aux prix de marché estimés en moyenne annuelle, conformément aux concepts de comptabilité nationale : l'impact de cette correction statistique est important en 2014, du fait de la baisse des prix en fin d'année de certaines matières premières stockables (pétrole notamment). Elle a été faiblement révisée et conduit, en compte définitif, à rehausser les stocks issus d'Ésane d'environ 4,3 Md€. Les stocks ont été également fortement rehaussés du fait de la modification de la construction du compte de l'aéronautique.

Les révisions à la hausse des variations de stocks portent principalement sur le matériel de transport (+2,2 Md€) en particulier sur l'aéronautique, ainsi que sur la cokéfaction et le raffinage (+0,8 Md€).

En volume, la contribution des variations de stocks à la croissance est positive, à +0,7 % contre une contribution de +0,5 % au compte semi-définitif.

De manière générale, le partage volume / prix des variations de stocks (producteurs, utilisateurs et commerçants) est réalisé à partir des prix de la production et des consommations intermédiaires. Ces derniers ont bougé pour un certain nombre de produits entre le compte semi-définitif et le compte définitif. La révision du partage volume / prix s'explique essentiellement par les variations des stocks agricoles, dont les prix de production ne sont connus qu'avec retard.

Tableau A.9 : principales révisions des variations de stocks par produit

	Variations de stocks											
	2013	2014				2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD			
Ensemble	5	11,3	14,7	0,5%	0,7%	10,5	13,5	0,5%	0,7%	0,2%	0,2%	0,0%
Agriculture	0	2,5	3,4	0,1%	0,2%	2,1	2,0	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	0	0,6	-0,3	0,0%	0,0%	0,5	-0,3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	-1	3,3	2,9	0,2%	0,1%	3,0	2,9	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	0	1,0	1,8	0,0%	0,1%	0,9	1,7	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Biens d'équipement	2	-0,2	0,1	0,0%	0,0%	-0,3	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Matériels de transport	0	1,8	4,0	0,1%	0,2%	1,8	4,0	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%
Autres branches industrielles	4	2,0	2,8	0,1%	0,1%	2,1	3,0	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Construction	0	0,0	-0,2	0,0%	0,0%	0,0	-0,2	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Information-communication	0	0,4	0,3	0,0%	0,0%	0,4	0,3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	0	-0,1	0,1	0,0%	0,0%	-0,1	0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

A.2.4. LE SOLDE DE LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES EST STABLE PAR RAPPORT AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF

Cette révision résulte d'une part d'une révision à la baisse des données des douanes et de la Balance des Paiements et d'autre part, d'arbitrages opérés sur les exportations et les importations.

La Balance des Paiements dispose en effet désormais des résultats 2014 de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) auprès des entreprises qui n'ont pas opté pour la procédure de déclaration directe générale (« DDG »), ce qui la conduit à réviser à la baisse pour plus de -1 Md€ le solde des biens et services en 2014. Les données des douanes ont été également révisées à la baisse, d'environ -1,0 Md€, suite à la révision des déclarations de plusieurs gros déclarants.

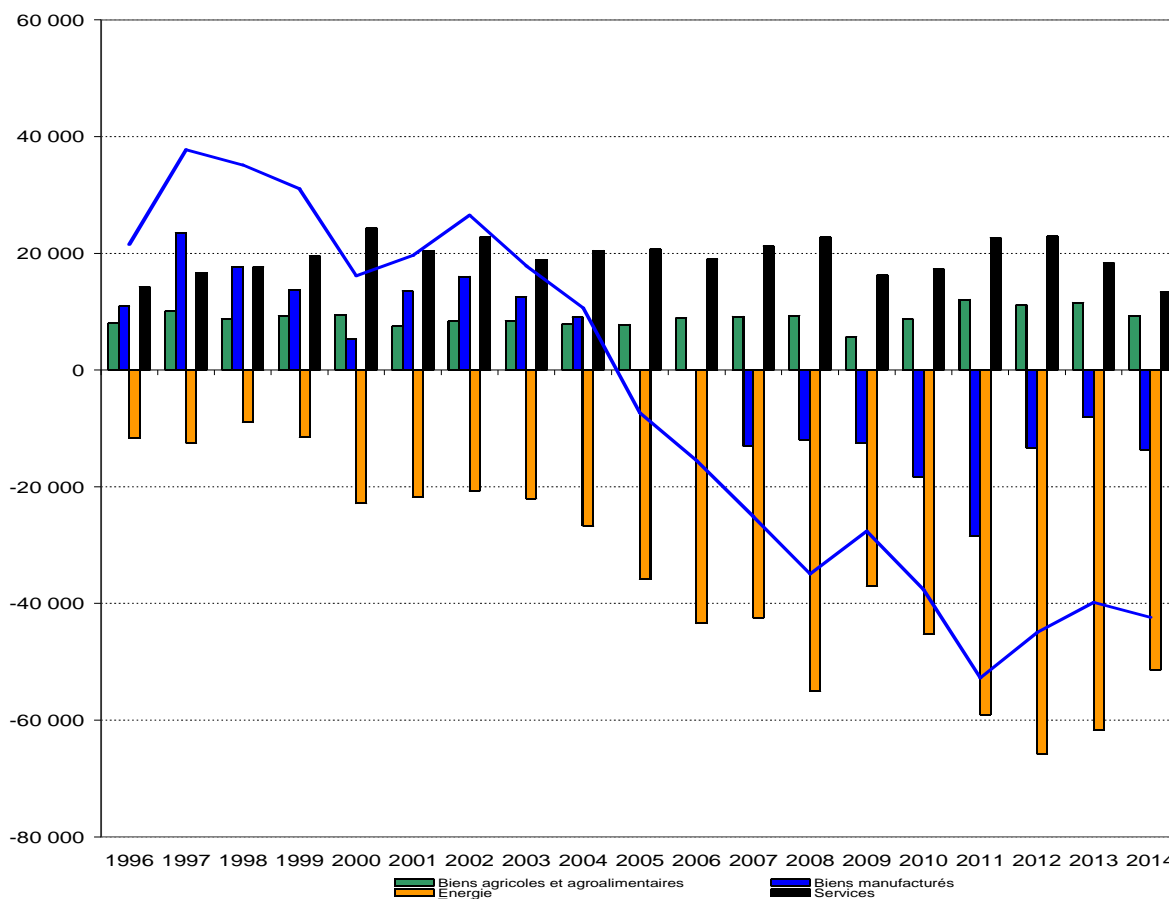
Par ailleurs, les exportations d'aéronautique ont été fortement arbitrées à la hausse (+1,2 Md€), en cohérence avec la modification de la construction du compte de l'aéronautique. Dans le cadre de la convergence avec l'approche revenu, et afin d'anticiper en partie les révisions à opérer pour la nouvelle base qui devrait être publiée en 2018, le solde commercial de certains services a en outre été rehaussé (près de +1,3 Md€).

En tenant compte de l'ensemble des données disponibles, le solde de la balance des biens et services n'est quasiment pas revu en valeur (-42,4 Md€ contre -42,5 Md€ lors du compte semi-définitif). Par rapport à 2013, et comme pour le compte semi-définitif, le déficit commercial est creusé par le solde de la balance des services, moins excédentaire qu'en 2013 et ce malgré la révision à la hausse (un peu moins de 3 Md€) du solde de la balance des services par rapport au semi-définitif (graphique A.5). En outre, le solde des échanges extérieurs de biens s'améliore légèrement, porté par l'allègement de la facture énergétique. Le déficit se creuse cependant nettement sur les biens manufacturés et l'excédent sur l'agriculture est en baisse.

Le partage volume / prix est fortement modifié, du fait de l'application d'une nouvelle méthode pour mesurer les prix de l'aéronautique : faute d'IPPI, une méthode exploitant les données détaillées des douanes et permettant d'obtenir un prix d'export corrélé au taux de change euros/dollar a été élaborée par les comptes nationaux et utilisée pour la première fois pour le compte définitif 2014 et pour le compte semi-définitif 2015.

Par rapport au compte semi-définitif, les exportations sont révisées de +1,4 Md€ en valeur et les importations de +1,3Md€ en valeur.

Graphique A.5 : Solde des biens et services (en valeur)



LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS EST EN HAUSSE PAR RAPPORT AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF.

En 2014, le taux de croissance des exportations en valeur est en hausse par rapport au compte semi-définitif (révision de +1,4 Md€, soit une évolution de +2,4 % en compte semi-définitif et +2,6 % en compte définitif). Cette stabilité masque toutefois plusieurs révisions en sens inverses.

D'une part, les exportations de services sont révisées à la hausse (+1,6 Md€), en raison notamment de l'exploitation de l'enquête ECEIS : ainsi, la révision à la baisse des exportations en assurance (-1,2 Md€) est plus que compensée par des révisions à la hausse, à titre d'exemple, des services de transports (+1,2 Md€), ainsi que du tourisme (+0,5 Md€). Dans le cadre de la convergence avec l'approche revenu, les exportations d'activité d'architecture et de location ont été rehaussées de près de 0,4 Md€.

A contrario, les exportations de biens sont révisées en baisse (-0,2Md€) par rapport au compte semi-définitif : cette révision à la baisse s'impute essentiellement sur les exportations en produits chimiques, en produits pharmaceutiques et en automobiles et est notamment due aux révisions apportées sur le négoce international (-2,1 Md€) suite au dépouillement de l'enquête ECEIS.

Mais en sens inverse, les exportations d'aéronautique ont été arbitrées à la hausse de +1,2Md€, pour tenir compte du fait que le champ des exportations transmis par les douanes n'est probablement pas exactement celui qui doit être suivi en comptabilité nationale.

En volume, la progression des exportations est stable par rapport au compte semi-définitif (à 3,3 %). Le partage volume / prix a en effet été profondément modifié sur l'aéronautique, puisqu'il s'appuie désormais sur un indice de volume construit établi sur les données d'exports d'avions des douanes. Par ailleurs, le partage volume / prix a également été revu pour d'autres produits du fait des exportations en services pour lesquelles des indices de prix n'existent pas toujours et dont le partage volume / prix se fait souvent par solde dans les équilibres ressources emplois (réparation et installation de machines et d'équipements, transport).

Tableau A.10 : principales révisions des exportations par produit

	Exportations												
	2013	2014					2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME					VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%			
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD				
Ensemble	605	20,2	20,0	3,3%	3,3%	14,3	15,7	2,4%	2,6%	0,0%	0,2%	0,3%	
Agriculture	17	0,0	-0,1	-0,1%	-0,6%	-1,8	-1,8	-10,4%	-10,8%	0,0%	0,0%	0,0%	
Energie, eau, déchets	10	1,6	1,4	15,2%	13,9%	0,6	0,6	5,8%	6,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Industrie agro-alimentaire	44	-0,6	-0,9	-1,3%	-2,0%	-0,1	-0,4	-0,2%	-0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	
Cokéfaction et raffinage	18	-0,3	-0,4	-1,9%	-2,0%	-1,6	-1,7	-9,2%	-9,3%	0,0%	0,0%	0,0%	
Biens d'équipement	81	1,3	1,2	1,6%	1,4%	1,1	0,8	1,3%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Matériels de transport	96	0,6	0,2	0,6%	0,2%	0,6	1,5	0,6%	1,5%	-0,1%	0,1%	0,2%	
Autres branches industrielles	176	6,0	5,6	3,4%	3,2%	4,2	3,6	2,4%	2,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Commerce	5	0,7	0,9	14,9%	19,5%	0,8	0,9	16,3%	19,4%	0,0%	0,0%	0,0%	
Transport	29	1,1	2,2	3,8%	7,5%	0,9	2,1	3,0%	7,2%	0,2%	0,2%	0,0%	
Information-communication	13	1,6	1,6	12,2%	12,1%	1,3	1,4	10,1%	11,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services financiers	12	1,2	-0,3	9,6%	-2,5%	1,0	-0,5	8,0%	-4,3%	-0,2%	-0,3%	0,0%	
Services aux entreprises	55	7,0	8,2	12,8%	14,8%	7,4	8,6	13,4%	15,7%	0,2%	0,2%	0,0%	
Services non marchands	1	-0,2	-0,1	-18,3%	-18,0%	-0,1	-0,1	-18,1%	-18,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux ménages	4	-0,4	-0,5	-8,9%	-11,8%	-0,3	-0,5	-8,2%	-11,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Correction territoriale	43	0,6	1,1	1,3%	2,5%	0,6	1,1	1,3%	2,6%	0,1%	0,1%	0,0%	

LES IMPORTATIONS SONT REVUES À LA HAUSSE EN 2014.

En 2014, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la hausse entre le compte semi-définitif et le compte définitif (respectivement + 2,6 % et 2,8 %, soit +1,3 Md€), cette révision étant à la fois imputable aux révisions des données de la Balance des Paiements, aux révisions des données des douanes et à des arbitrages retenus dans le cadre de la convergence avec l'approche revenus.

La progression des importations en services est revue globalement à la baisse, pour -1,2 Md€, en particulier les activités informatiques et de télécommunication (-0,5 Md€), ainsi que les services de transports (-0,8 Md€) : cette révision à la baisse provient notamment d'arbitrages d'un montant total de -0,9 Md€.

Les importations de biens sont en revanche revues en forte hausse, en particulier s'agissant des importations en produits pharmaceutiques, ou encore en moteurs hors aéronautiques. Enfin, la correction CAF/FAB est révisée à la hausse, de 0,1 Md€.

Les importations progressent également en volume en 2014, avec une évolution proche de celle du compte semi-définitif (+4,8 % contre +4,7 % dans le compte semi-définitif). Le prix des importations recule un peu moins fortement qu'au compte semi-définitif (- 1,9% contre - 2,0 % dans le compte semi-définitif) en raison notamment de la modification du partage volume prix de l'aéronautique. Le prix des importations est également modifié pour les services pour lesquels les prix d'importation ne sont pas observés, de manière à rendre les équilibres ressources emplois cohérents (télécommunication, transport, pharmacie).

Tableau A.11 : principales révisions des importations par produit

	Importations												
	2013	2014					2014				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME					VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%			
DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	SD	DEF	DEF - SD				
Ensemble	645	30,6	31,0	4,7%	4,8%	17,0	18,3	2,6%	2,8%	0,1%	0,2%	0,1%	
Agriculture	12	0,1	0,1	1,2%	1,1%	-0,2	-0,2	-1,3%	-1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	
Energie, eau, déchets	58	-4,0	-4,0	-6,9%	-6,9%	-9,1	-9,1	-15,6%	-15,6%	0,0%	0,0%	0,0%	
Industrie agro-alimentaire	38	0,6	0,7	1,6%	1,9%	0,1	0,2	0,3%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	
Cokéfaction et raffinage	31	0,3	0,5	0,9%	1,7%	-2,5	-2,3	-7,9%	-7,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Biens d'équipement	102	2,9	3,5	2,9%	3,4%	-0,1	0,4	-0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,0%	
Matériels de transport	68	4,2	4,0	6,2%	5,9%	4,7	4,6	6,9%	6,9%	0,0%	0,0%	0,0%	
Autres branches industrielles	192	7,8	8,8	4,1%	4,6%	4,9	6,4	2,6%	3,3%	0,2%	0,2%	0,1%	
Commerce	7	1,4	1,7	19,4%	23,8%	1,5	1,7	20,8%	23,6%	0,0%	0,0%	0,0%	
Transport	41	1,8	1,0	4,3%	2,4%	1,7	1,2	4,0%	2,9%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Information-communication	17	1,8	0,9	10,7%	5,4%	1,5	0,8	9,1%	4,6%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Services financiers	5	0,1	0,1	1,6%	1,8%	0,2	0,1	3,9%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux entreprises	53	9,2	8,6	17,3%	16,1%	9,6	9,0	18,0%	16,9%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Services non marchands	1	0,1	0,1	20,4%	20,8%	0,1	0,1	20,7%	20,7%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux ménages	3	0,6	0,3	17,9%	8,3%	0,6	0,3	18,8%	9,3%	0,0%	0,0%	0,0%	
Correction CAF/FAB	-16	-0,3	-0,1	2,0%	0,9%	-0,1	0,0	0,4%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Correction territoriale	33	4,1	4,9	12,5%	15,1%	4,1	4,9	12,5%	15,2%	0,1%	0,1%	0,0%	

A.3. LA DIMINUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EST ACCENTUÉE AU COMPTE DÉFINITIF 2014, TANDIS QUE LE TAUX DE MARGE DES SNF EST INCHANGÉ

Entre le compte semi-définitif et le compte définitif, la croissance de la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de +0,4 point, s'établissant à +1,4 % contre +1,0 % précédemment. Son évolution est ainsi revue de +7,4 Md€. Le taux de croissance du PIB est revu en conséquence au compte définitif, à +1,5 % (+1,2 % au semi-définitif). Compte tenu des révisions apportées aux flux de revenus avec le reste du monde (amélioration du solde des opérations de répartition), liées aux révisions de la balance des paiements, l'évolution du RNB en valeur est revue de +0,5 point, et s'établit à +1,6 % en 2014.

Ces révisions sont principalement portées par les entreprises non financières du fait à la fois de la prise en compte des dernières données d'Ésane et de la suppression de l'arbitrage passé au compte semi-définitif (voir la partie consacrée aux sociétés non financières). Ainsi, la valeur ajoutée des sociétés non financières croît de +1,3 % en 2014 contre +0,8 % au semi-définitif et celle des entrepreneurs individuels stagne à +0,1 % alors qu'elle baissait de 1,0 % lors de la campagne précédente. Au total, la VA des entreprises non financières issue de l'approche revenu progresse spontanément de +1,2 %. Le travail réalisé sur les équilibres ressources-emplois (ERE) conduit à conserver cette approche.

A l'inverse, la valeur ajoutée des sociétés financières est revue à la baisse : elle croît de +3,5 % en 2014 contre +4,2 % au compte semi-définitif. Cette révision sur le compte des sociétés financières est principalement portée par le secteur des assurances.

La croissance de la VA des administrations publiques (APU) n'est pas modifiée, à +1,6 % en 2014, tandis que celle des ISBLSM est augmentée à +2,2 % contre +1,3 % au semi-définitif. Cette révision vient pour l'essentiel de la branche activité des organisations associatives pour laquelle un arbitrage à la baisse avait été fait au semi-définitif pour se caler sur l'approche demande.

Tableau A.12 - Révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2014 DEF en niveau	Évolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2014_SD	2014_DEF	Révisions	
Sociétés non financières	1 089,4	0,8	1,3	0,5	5,7
Sociétés financières	95,5	4,2	3,5	-0,7	-0,6
Administrations publiques	360,7	1,6	1,6	0,0	0,0
Ménages	345,5	0,4	1,0	0,6	2,0
<i>dont EI</i>	<i>130,4</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>
<i>ménages purs</i>	<i>215,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>
ISBLSM	34,0	1,3	2,2	0,8	0,3
Total des secteurs institutionnels	1 925,0	1,0	1,4	0,4	7,4
Impôts nets de subventions sur les produits	222,5	2,3	2,4	0,1	0,2
Produit intérieur brut	2 147,6	1,2	1,5	0,4	7,6

A.3.1. LA VA SNF EST RÉVISÉE EN HAUSSE AU COMPTE DÉFINITIF 2014

Sur l'ensemble des SNFEI, l'évolution de la VA est revue à la hausse entre les comptes semi-définitif et définitif du fait notamment de l'utilisation d'une version actualisée d'Ésane. Elle s'établit à +1,2 % en 2014. L'évolution de la VA des SNF s'établit à +1,3 % (+0,8 % au compte semi-définitif) et celle des entrepreneurs individuels à +0,1 % (contre -1,0 % auparavant).

Les salaires et traitements bruts versés par les sociétés non financières sont également revus à la hausse de 3,5 Md€ (soit +0,5 point sur l'évolution). Les deux tiers de cette révision s'expliquent par la correction sur les cotisations sociales faite au titre du CICE. Rappelons qu'une partie du CICE dont bénéficient les entreprises est déclarée en moindres cotisations, l'autre partie venant réduire dans la liasse l'impôt sur les sociétés. Le montant total de CICE est donné par le compte des administrations publiques ; il est intégré en comptabilité nationale en tant que subvention. Il convient de corriger les liasses pour retrouver les bons montants de cotisations et d'impôt (D.391). Pour le compte semi-définitif 2014 aucune information sur le CICE n'était disponible dans les liasses fiscales pour 2014 des entreprises fournies par la division Ésane : les montants de 2013, actualisés de l'évolution du CICE (passage du taux de 4 % à 6 % principalement), ont donc été repris. Pour l'élaboration du compte

définitif, le bureau GF3C de la DGFIP a transmis le fichier MVC (mouvement sur créance) individuel pour les années 2013 et 2014 que l'on a apparié avec Ésane. Le montant total de la correction au titre du CICE est ainsi revu à la hausse de 2,2 Md€ pour les cotisations, et de 0,8 Md€ pour l'IS. Comme le montant des cotisations est également fixé par le compte des APU, la correction sur les cotisations se retrouve sur les salaires et traitements bruts versés par les SNF et donc sur la masse salariale.

En lien avec la révision de la valeur ajoutée et des salaires, l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières ressort plus dynamique au compte définitif. Il augmente en 2014 de +2,7 % contre +2,2 % lors de la campagne précédente. Ces révisions laissent cependant le taux de marge inchangé à 30,4 % (soit +0,4 point par rapport à 2013).

Tableau A.13 - Compte des SNF

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2014_SD	2014_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	1 089,4	0,8	1,3	0,5	5,7
Rémunération des salariés	723,3	1,3	1,7	0,5	3,5
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	543,8	0,8	1,4	0,6	3,3
Impôts nets sur la production	35,2	-7,6	-7,2	0,4	0,4
Excédent brut d'exploitation	330,8	2,2	2,7	0,6	1,8
Revenus nets de la propriété versés	75,7	4,2	3,6	-0,7	-0,5
Revenus de la propriété versés	267,4	2,9	-0,4	-3,3	-8,8
Intérêts versés	65,9	-0,6	1,4	1,9	1,3
Dividendes versés	196,2	4,8	-0,5	-5,3	-10,4
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	1,8	-46,6	-37,5	9,1	0,3
Revenus de la propriété reçus	191,8	2,4	-1,8	-4,3	-8,4
Intérêts reçus	35,9	-2,1	3,2	5,2	1,8
Dividendes reçus	148,2	2,7	-2,7	-5,4	-8,2
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	2,1	18,1	-38,2	-56,4	-1,9
Impôts sur le revenu et le patrimoine	40,1	-3,9	-2,4	1,6	0,7
Transferts courants versés (nets des reçus)	25,3	2,5	0,4	-2,2	-0,5
Épargne brute	189,9	2,7	3,8	1,2	2,1
Formation brute de capital fixe	248,2	1,6	2,1	0,5	1,2
Variations de stocks (Md€)	17,8	10,6	13,5	2,8	2,8
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	19,3	0,9	0,7	-0,2	-0,2
Capacité/besoin de financement (Md€)	-57,1	21,4	25,9	4,5	-2,0

Lors du compte semi-définitif 2014 nous avons pu utiliser pour la première fois les remontées statistiques issues de la déclaration de revenus des ménages (déclaration 2042) pour fixer les dividendes reçus par les ménages. Cette innovation a des conséquences importantes sur la manière de construire les contreparties par secteur institutionnel (QaQ) des revenus de la propriété, en particulier pour les SNF. En effet, en procédant de la sorte, le solde des dividendes des SNF est fixé et ne restent à déterminer que les flux versés et reçus.

Dans la liasse fiscale, les dividendes versés sont connus avec plus de précisions que ceux reçus, confondus dans un poste plus global avec d'autres revenus de la propriété. La construction du QaQ se fait donc en privilégiant la source Ésane sur les dividendes versés et en soldant sur les dividendes reçus. La même démarche est appliquée pour les intérêts (la source sur les ménages étant dans ce cas fournie par la Banque de France). Deux moyens sont alors mobilisés pour juger de la qualité du QaQ obtenu :

- le calcul de taux apparents de rendements par instruments et secteurs institutionnels,
- la comparaison entre la donnée Ésane et la donnée retenue dans le compte (voir tableau ci-dessous).

En conséquence, la principale source de révision pour le compte définitif vient de la balance des paiements puisque les données de la 2042 ne sont pas révisées. A cela s'ajoute la révision sur le secteur des institutions financières, principalement du fait du changement de champ sur les holdings. Au total, les révisions sur ces deux secteurs se compensent de sorte que le solde global des revenus de la propriété des SNF est très peu modifié (-0,5 Md€ sur le solde versés moins reçus).

Comparaison des intérêts et dividendes dans É sane et dans le compte des SNF

Intérêts bruts reçus

	2014PROV	2014SD	2014DEF
Evolution Esane	-	2,8	2,2
Evolution S11 finale	-0,9	0,1	1,9

Intérêts bruts versés

	2014PROV	2014SD	2014DEF
Evolution Esane	-	3,2	3,5
Evolution S11 finale	-11,5	2,2	3,5

Dividendes reçus

	2014PROV	2014SD	2014DEF
Evolution Esane	-	13,2	-1,4
Evolution S11 finale	4,7	4,2	-4,4

Dividendes versés

	2014PROV	2014SD	2014DEF
Evolution Esane	-	8,1	-1,1
Evolution S11 finale	6,7	9,5	-1,1

Si le solde bouge peu, les flux de dividendes versés et reçus sont eux fortement révisés, mais in fine beaucoup plus proches de la donnée É sane (laquelle a elle-même fortement révisé depuis le semi-définitif).

L'impôt sur le revenu et le patrimoine des sociétés non financières est rehaussé de 0,7 Md€ suite à une modification de la donnée source DGFIP quant à la répartition de cet impôt par secteur contrepartie (l'impôt payé par le reste du monde est lui abaissé). Cette révision est compensée par une baisse des transferts courants versés en lien avec les révisions du compte des assurances (voir après).

En conséquence l'épargne brute des sociétés non financières est revue à la hausse de 2,1 Md€. L'investissement et les variations de stocks sont également révisées à la hausse pour un montant total de 4,1Md€. Le besoin de financement des SNF est révisé à la baisse de 2,0 Md€ en 2014. Le taux d'investissement est inchangé à 22,8 %.

Tableau A.14 - Principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2014_SD	2014_DEF	Révisions
Taux de marge des SNF : EBE / VA	30,4	0,4	0,4	0,0
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,8	0,2	0,2	0,0
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	76,5	0,8	1,3	0,5

A.3.2. LA VALEUR AJOUTÉE DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES EST REVUE À LA BAISSE

La valeur ajoutée des sociétés financières est revue à la baisse (-0,7 point à +3,5 %), principalement du fait des assurances. Il est à noter que les sources, à l'exception de la petite partie du compte constituée des auxiliaires financiers, ne sont pas révisées au moment du définitif. Lors de la campagne précédente cependant, un grand nombre de changements méthodologiques avaient été introduits dans le passage au compte des assurances. Quelques modifications / améliorations complémentaires sont apportées à l'occasion de ce compte. Elles ne modifient que les évolutions à partir de 2013-2014.

LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

Les comptes de production et d'exploitation des banques sont très peu révisés au définitif. Le compte d'affectation des revenus primaires est lui révisé plus fortement bien que le solde (reçu moins versé), in fine, ne soit rabaissé que de 0,9 Md€ :

- les intérêts versés et reçus sont fortement revus mais d'un montant égal (-4,1 Md€) suite à reclassement d'intérêt infra-secteur en dividendes (eux même traités en retrait de capital après application du test de super dividende). Le solde des intérêts est inchangé.
- Les dividendes versés sont revus à la baisse (-1,6 Md€). Le montant inscrit au compte semi-définitif était déjà fortement arbitré à la baisse car la donnée fournie par le Sesof n'était pas crédible. La nouvelle donnée confirme l'utilité de l'arbitrage passé au SD.
- Les bénéfices réinvestis d'investissements directs reçus sont aussi revus à la baisse (0,8 Md€) du fait d'une révision de la Balance des Paiements.

Le reste du compte étant marginalement modifié la révision du solde des revenus de la propriété se retrouve sur la capacité de financement des intermédiaires financiers qui est de +6,2 Md€ en 2014.

LES ASSURANCES

Le compte définitif 2014 a permis d'affiner la méthodologie mise en place lors de la campagne précédente. Alors que les données sources ne sont pas modifiées depuis le compte semi-définitif, ces changements conduisent à réviser la production d'assurance et les consommations intermédiaires. La valeur ajoutée est en conséquence revue à la baisse (-9,0 % contre -3,8 % au semi-définitif).

Les changements concernent :

- la révision de la définition des indemnités : les indemnités d'assurance-vie sont désormais déterminées « brutes » de participation aux résultats (et non plus « nettes » de participation aux résultats).
- le partage France / Hors France sur certaines opérations : le partage proportionnel au résultat a été remplacé par un partage proportionnel aux primes acquises.

A cela s'ajoute la révision sur les indemnités en lien avec le lissage temporel de la volatilité des sinistres sur les assurances dommage : l'ajout d'une donnée 2015 sur cette variable a modifié le calcul de certaines opérations liées à l'assurance dommage. Pour finir la balance des paiements révisé le solde extérieur de réassurance ce qui modifie les consommations intermédiaires des assureurs français.

L'ensemble de ces révisions conduit à revoir la production d'assurance de -0,2 Md€, et les consommations intermédiaires de +0,7 Md€.

Le solde des revenus de la propriété (reçus moins versés) est marginalement dégradé (-0,3 Md€), principalement du fait d'une révision à la baisse des revenus reçus :

- les bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers sont abaissés par la balance des paiements (-284 M€) ;
- les intérêts reçus bruts de correction SIFIM sont revus à la hausse (+123 M€) en lien avec le changement du partage France - Hors France ;
- les revenus d'investissement attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement sont abaissés (-122 M€, données Sesof)

Notons enfin que les modifications apportées au calcul des indemnités conduisent à des révisions parallèles des cotisations et prestations et des primes et indemnités d'assurance dommage sans effet sur le besoin de financement des assureurs. Ce dernier est donc révisé du fait de la baisse de la valeur ajoutée et de la révision du solde des revenus de la propriété. Il est de 4,3 Md€ en 2014 contre 3,3 Md€ au compte semi définitif.

LES AUXILIAIRES FINANCIERS

Le compte des auxiliaires financiers est modifié suite à la prise en compte de la nouvelle livraison des données ESANE. L'intégration des données d'entreprise modifie très peu les comptes de production et d'exploitation des auxiliaires financiers. Par contre le compte d'affectation des revenus primaires est fortement révisé.

En effet, les dividendes reçus/versés sont largement révisés, améliorant le solde des revenus primaires des auxiliaires financiers de 1,6 Md€ par rapport au compte semi-définitif. La révision tient à la fois des données sources et de l'intégration de la dernière enquête Lifi qui modifie sensiblement le champ des holdings. Cette révision se retrouve intégralement dans la capacité de financement des auxiliaires financiers qui est rehaussée de 1,6 Md€.

Tableau A.15 - Comptes des sociétés financières

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2014_SD	2014_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	95,5	4,2	3,5	-0,7	-0,6
Institutions financières	70,0	6,2	6,4	0,2	0,1
Assurances	14,2	-3,8	-9,0	-5,2	-0,8
Auxiliaires financiers	11,3	3,5	4,0	0,5	0,1
Rémunération des salariés	51,6	1,3	1,7	0,4	0,2
Revenus de la propriété versés	225,9	-3,3	-5,8	-2,5	-6,0
Intérêts versés	123,4	-5,7	-8,7	-3,0	-4,1
Dividendes versés	24,5	-0,6	-7,8	-7,2	-1,9
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	0,4	-46,6	-37,5	9,1	0,1
Rev. de la prop. attribués aux assurés versés	50,1	-2,7	-2,7	0,0	0,0
Revenus aux détenteurs d'Opcvm versés	27,4	6,4	6,4	0,1	0,0
Revenus de la propriété reçus	230,1	-3,6	-5,2	-1,6	-3,8
Intérêts reçus	168,3	-5,6	-7,8	-2,2	-4,0
Dividendes reçus	42,6	-1,2	2,5	3,7	1,5
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	1,3	18,2	-38,2	-56,4	-1,2
Rev. de la prop. attribués aux assurés reçus	3,5	14,0	14,0	0,1	0,0
Revenus aux détenteurs d'Opcvm reçus	14,3	9,4	8,6	-0,8	-0,1
Impôts sur le revenu et le patrimoine	15,3	1,8	1,1	-0,7	-0,1
Primes nettes d'assurance dommage reçues	63,1	-2,9	-3,0	-0,1	-0,1
Indemnités d'assurance dommage versées	63,7	-2,7	-3,0	-0,3	-0,2
Prestations sociales versées	32,4	5,0	6,4	1,4	0,4
Épargne brute	19,4	-6,7	1,6	8,3	1,6
Formation brute de capital fixe	17,8	19,6	20,1	0,5	0,1
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	1,8	0,5	0,5	0,0	0,0
Capacité de financement (Md€)	3,2	-3,8	-2,3	1,5	1,5

A.3.3. LE POUVOIR D'ACHAT DU RDB DES MÉNAGES FORTEMENT REVU À LA HAUSSE

Le compte des ménages étant calculé principalement par solde, il est impacté par toutes les révisions des autres comptes de secteurs. Pour ce compte définitif ce sont essentiellement les revenus nets d'activité qui sont revus (+1,0 % contre +0,4 % au compte semi-définitif) du fait de la révision du revenu mixte des entrepreneurs individuels et surtout de celle des salaires versés par les sociétés non financières et financières.

Les revenus du patrimoine sont eux peu modifiés. L'excédent brut d'exploitation des ménages purs est revu à la hausse de 0,3 Md€ du fait des révisions du compte du logement, de la branche sylviculture (mise à jour du croît forestier). Avec la nouvelle méthodologie de construction du QàQ des revenus de la propriété qui utilise la déclaration 2042 disponible au compte semi-définitif, le reste des revenus de la propriété n'est que marginalement revu au compte définitif.

Les prestations sociales en espèces sont rehaussées de 0,8 Md€ du fait de petites révisions qui vont dans le même sens (reste du monde, secteur des assurances et des sociétés non financières). L'ensemble de ces révisions se reportent sur le revenu disponible brut des ménages, révisé de +0,4 point, soit +5,6 Md€. En 2014 il augmente ainsi de +1,2 %. Le pouvoir d'achat par unité de consommation augmente lui plus modérément, de +0,6 % en 2014.

La dépense de consommation des ménages est marginalement revue à la hausse, de sorte que l'épargne des ménages ressort plus dynamique au compte définitif (+3,8 % contre +1,2 % au semi-définitif). Le taux d'épargne, qui stagnait au compte semi-définitif se redresse (+0,4 point, soit +0,3 point de révision) et s'établit à 14,7 %.

L'investissement des ménages est également révisé à la hausse (+1,6 Md€). La révision est presque intégralement portée par l'investissement des ménages purs en logement. Au total l'investissement des ménages baisse en 2014 de 1,0 % (-2,3 % au compte semi-définitif). Au total la capacité de financement des ménages est relevée de +3,2 Md€..

Tableau A.16 - Compte des ménages

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)
		2014_SD	2014_DEF	Révisions	
Revenus d'activité nets (1)	802,0	0,4	1,0	0,6	4,9
Revenu mixte	87,0	-1,0	0,3	1,3	1,2
Salaires reçus	715,0	0,6	1,1	0,5	3,7
Revenus du patrimoine (2)	282,4	0,7	0,8	0,1	0,3
EBE des ménages purs	172,2	1,2	1,4	0,2	0,3
Revenus de la propriété reçus	126,6	-3,0	-3,1	0,0	-0,1
Revenus de la propriété versés	16,5	-19,1	-19,0	0,1	0,0
Cotisations sociales des salariés et non salariés	148,6	3,1	3,1	0,0	0,1
Cotisations sociales APU	120,0	3,2	3,2	0,0	0,0
Cotisations sociales hors APU	28,6	2,5	2,7	0,2	0,1
Prestations sociales en espèces reçues (3)	469,1	2,2	2,4	0,2	0,8
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	212,7	1,5	1,7	0,1	0,3
<i>Impôts sur le revenu</i>	189,1	1,1	1,1	0,0	0,1
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-2,4	-1,3	-1,3	0,0	0,0
Revenu disponible brut	1 338,4	0,8	1,2	0,4	5,6
Dépense de consommation finale	1 141,5	0,8	0,8	0,1	0,6
Transferts sociaux en nature reçus	379,0	2,3	2,4	0,1	0,4
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	128,1	2,7	2,9	0,2	0,2
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	250,8	2,1	2,1	0,1	0,2
Consommation finale effective	1 520,5	1,1	1,2	0,1	1,0
Épargne brute	196,9	1,2	3,8	2,6	5,0
Formation brute de capital fixe	119,0	-2,3	-1,0	1,3	1,6
<i>EI</i>	9,3	-5,1	-3,7	1,4	0,1
<i>ménages purs</i>	109,7	-2,0	-0,7	1,3	1,4
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	-7,4	-1,5	-1,2	0,3	0,3
Capacité de financement (en Md€)	72,6	3,9	7,1	3,2	3,2

RDB = (1) + (2) + (3) - (4) + (5)

Tableau A17 - Principaux ratios du compte des ménages

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en points)		
		2014_SD	2014_DEF	Révisions
Taux d'épargne (En %)	14,7	0,1	0,4	0,3
Taux d'épargne financière (En %)	5,4	0,3	0,5	0,2
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,1	0,7	1,1	0,4
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,6	0,1	0,6	0,4

A.3.4. LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST UN PEU AMÉLIORÉ

En 2014 le solde public est revu à la hausse de 0,5 Md€, révision concentrée principalement sur le compte de l'État. Il s'établit à -3,9% du PIB au lieu de -4,0 au compte semi-définitif, soit -84,4 Md€.

ÉTAT (AMÉLIORATION DU DÉFICIT DE 0,6 Md€) :

Les taxes de type TVA sont revues à la hausse (250 M€) du fait d'une correction du décalage comptable par la DGFIP (source GF3C).

Les subventions sur rémunérations sont elles revues à la baisse (-380 M€) : la révision vient d'un changement de méthode dans la prise en compte du CICE. La créance de CICE initialisée une année N peut être modifiée les années ultérieures si l'entreprise fait un déclaration complémentaire au titre de l'année d'initialisation, et la méthode retenue jusqu'à présent amenait à intégrer sur l'année N ces révisions (potentiellement très tardives). Cette méthode de comptabilisation n'était pas cohérente avec ce qu'il convient d'enregistrer en comptabilité nationale, à savoir la créance portée à la connaissance de l'administration l'année N. A partir du compte définitif 2014 les modifications de créances seront rattachées à l'année où elles seront parvenues à l'administration fiscale. La révision observée au définitif 2014 s'explique par ce changement de méthode qui permet, à l'avenir, de ne plus réviser les montants de CICE.

Une correction de +0,4 Md€ en recettes, répartie sur diverses opérations (IR, prélèvements sociaux etc.), est apportée au titre du STDR (Service de Traitement des Déclarations Rectificatives) : il s'agit de rattacher à 2014 du cash reçu en 2015.

A l'inverse, les admissions en non valeur sont revues à la hausse de 0,3 Md€. Au SD il s'agit d'une estimation alors qu'elles sont connues au compte définitif. Un PPP tardif (centre national des sports de la Défense), livré en décembre 2014, avait également été oublié : l'investissement est revu à la hausse de 90 M€. A noter que l'investissement est également révisé du fait d'un reclassement d'une opération entre le CEA et l'État, sans impact sur le besoin de financement de l'État (mais il en a sur le compte des ODAC).

ODAC (RÉVISION DE LA CAPACITÉ DE FINANCEMENT DE -0,3 Md€) :

En 2014 Le remboursement du CEA à l'État d'un versement fait à tort n'avait pas été vu au compte semi-définitif. Il est enregistré dans le compte définitif, entraînant une révision du déficit des ODAC à la hausse de 0,2 Md€.

Les comptes des administrations de sécurité sociale, comme celui des administrations publiques locales sont très marginalement révisés.

Tableau A.18 - Compte des administrations publiques

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2014_SD	2014_DEF	Révisions	
Valeur ajoutée	360.7	1.6	1.6	0.0	0.0
Rémunération des salariés	278.5	2.0	2.0	0.0	-0.1
Excédent brut d'exploitation	75.6	0.5	0.6	0.1	0.1
Impôts production reçus nets de subventions	289.9	-1.1	-0.8	0.2	0.7
Solde des revenus de la propriété	-31.7	-7.4	-7.2	0.2	-0.1
Impôts sur le revenu et le patrimoine	271.0	0.5	0.6	0.1	0.3
Cotisations sociales reçues	408.8	2.5	2.5	0.0	0.0
Prestations sociales en espèces versées	429.1	2.1	2.0	-0.1	-0.3
Transfert courants nets reçus	-53.7	-3.7	-3.4	0.3	-0.2
Revenu disponible brut	530.8	0.8	1.0	0.2	1.1
Consommation finale individuelle	334.4	2.3	2.3	0.0	0.1
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	128.1	2.7	2.9	0.2	0.2
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	206.2	2.1	2.0	-0.1	-0.2
Consommation finale collective	181.3	0.3	0.3	0.0	0.0
Épargne brute (Md€)	15.1	-3.7	-2.6	1.1	1.1
Formation brute de capital fixe	79.6	-5.8	-5.5	0.3	0.3
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-84.4	0.5	1.0	0.5	0.5

Tableau A.19 - déficit par sous-secteur des administrations publiques

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2014_SD	2014_DEF	Révisions	
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-84.4	0.5	1.0	0.5	0.5
Administrations publiques centrales (Md€)	-72.0	-4.2	3.9	0.3	0.3
Administrations publiques locales (Md€)	-4.6	3.7	3.8	0.0	0.0
Administrations de sécurité sociale (Md€)	-7.8	1.0	1.1	0.1	0.1

A.3.5. Le besoin de financement de la Nation est creusé

Le compte du reste du monde est révisé suite à la publication du dernier rapport annuel de la balance des paiements. En anticipation du changement de base 2018 le solde commercial n'a pas été repris tel quel de la balance des paiements. Celui-ci est ainsi très peu révisé par rapport au compte semi-définitif (+0,1 Md€).

Le solde des opérations de répartition est amélioré de manière plus significative (+3,1 Md€) du fait des revenus de la propriété révisés à la baisse (principalement les dividendes et bénéfices réinvestis, qui révisent de +2,5 Md€). Cette révision est classique et vient de ce que les sources utilisées par la Banque de France diffèrent entre leur version provisoire et leur version semi-définitive. En particulier le partage entre dividendes et bénéfices réinvestis est régulièrement revu. Au total, le besoin de financement de la nation est amélioré (+3,3 Md€). Il s'établit à 3 % du PIB.

Tableau A.20 - Compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2014 DEF en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)
		2014_SD	2014_DEF	Révisions	
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-42,4	-2,7	-2,6	0,1	0,1
Exportations	620,9	2,4	2,6	0,2	1,4
Exportations de biens (FAB)	445,8	0,7	0,6	-0,1	-0,2
Importations	663,2	2,6	2,8	0,2	1,3
Importations de biens (FAB)	485,5	-0,5	0,0	0,5	2,4
Solde des opérations de répartition (Md€)	-23,7	-6,7	3,6	3,1	3,1
Rémunérations des salariés (Md€)	16,8	0,7	0,7	0,0	0,0
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,3	-0,2	-0,2	0,0	0,0
Revenus de la propriété (Md€)	7,8	-1,6	0,9	2,5	2,5
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-10,9	-0,6	0,3	0,3	0,3
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-42,5	-3,4	-3,1	0,3	0,3
Transferts en capital (Md€)	-1,1	-1,5	-1,5	0,0	0,0
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-66,1	-9,4	-6,1	3,3	3,3
<i>En % du PIB (évolution en points)</i>	-3,0	-0,4	-0,2	0,2	

B. Principales révisions intervenues sur le compte semi-définitif 2015 par rapport au compte provisoire 2015

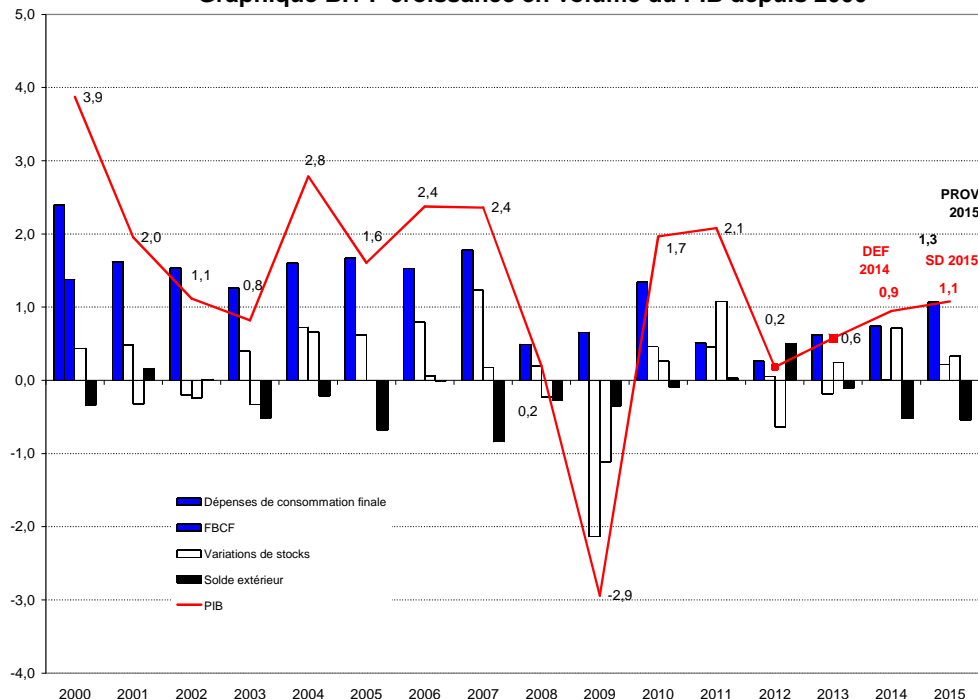
Tableau B.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2015

Fiche de PIB en volume	Niveau 2014 (Md€)		Niveau 2015 (Md€)		2015, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 140	2 148	2 167	2 171	1,3	1,1	-0,2
Importations	662	663	706	701	6,6	5,7	-0,9
Dépenses de consommation	1 701	1 702	1 726	1 725	1,5	1,3	-0,2
- dont ménages	1 141	1 141	1 158	1 157	1,5	1,4	-0,1
- dont APU	516	516	523	522	1,4	1,1	-0,3
- dont ISBLSM	44	45	45	46	2,2	2,2	0,0
FBCF totale	466	469	470	474	1,0	1,0	0,0
- dont ménages	108	110	107	107	-0,8	-2,1	-1,3
- dont ENF	256	257	263	265	2,8	3,1	0,3
- dont APU	79	80	76	77	-3,8	-3,0	0,8
- dont autres	22	22	23	24	5,7	6,1	0,4
Exportations	619	621	658	647	6,1	4,3	-1,9
Variations de stocks	16	19	19	26			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 167	2 171	2 197	2 198	1,4	1,3	-0,1
Consommation des ménages	1 141	1 141	1 158	1 157	0,8	0,7	-0,1
Consommation des APU	516	516	523	522	0,3	0,3	-0,1
FBCF totale	466	469	470	474	0,2	0,2	0,0
Variations de stocks	16	19	19	26	0,1	0,3	0,2
Commerce extérieur	-43	-42	-48	-54	-0,3	-0,5	-0,3

Tableau B.2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2015

Fiche de PIB en valeur	Niveau 2014 (Md€)		Niveau 2015 (Md€)		2015, en évolution (%)		
	Semi-définitif	Définitif	Provisoire	Semi-définitif	Provisoire	Semi-définitif	Révision par rapport au provisoire
PIB	2 140	2 148	2 181	2 194	1,9	2,2	0,3
Importations	662	663	685	684	3,5	3,2	-0,3
Dépenses de consommation	1 701	1 702	1 723	1 727	1,3	1,5	0,2
- dont ménages	1 141	1 141	1 156	1 161	1,3	1,7	0,3
- dont APU	516	516	522	521	1,2	1,0	-0,2
- dont ISBLSM	44	45	46	46	2,9	2,9	0,1
FBCF totale	466	469	469	473	0,7	0,9	0,2
- dont ménages	108	110	108	108	-0,6	-1,4	-0,8
- dont ENF	256	257	263	265	2,6	3,1	0,5
- dont APU	79	80	75	76	-5,1	-4,3	0,8
- dont autres	22	22	23	24	5,7	5,3	-0,4
Exportations	619	621	655	651	5,7	4,9	-0,9
Variations de stocks	16	19	19	27			
Contributions							
Demande intérieure hors stocks	2 167	2 171	2 193	2 201	1,2	1,4	0,2
Consommation des ménages	1 141	1 141	1 156	1 161	0,7	0,9	0,2
Consommation des APU	516	516	522	521	0,3	0,2	0,0
FBCF totale	466	469	469	473	0,2	0,2	0,0
Variations de stocks	16	19	19	27	0,1	0,4	0,2
Commerce extérieur	-43	-42	-30	-33	0,6	0,4	-0,1

Graphique B.1 : croissance en volume du PIB depuis 2000



B.1. LA FBCF ET LES STOCKS ONT ÉTÉ REVUS EN HAUSSE SENSIBLE COMPTE TENU PRINCIPALEMENT DES DONNÉES ISSUES D'ÉSANE

Dans le compte semi-définitif 2015, le PIB en valeur progresse de +2,2 % contre + 1,9 % au compte provisoire 2015, soit une révision de +0,3 point. Cette révision tient à la révision de la valeur ajoutée des entreprises non financières, suite à la prise en compte de la donnée structurelle d'entreprise non disponible au compte provisoire, mais également à la prise en compte de nouvelles données de la Balance des Paiements sur les échanges extérieurs et de l'ACPR et de la Banque de France sur les IFEA.

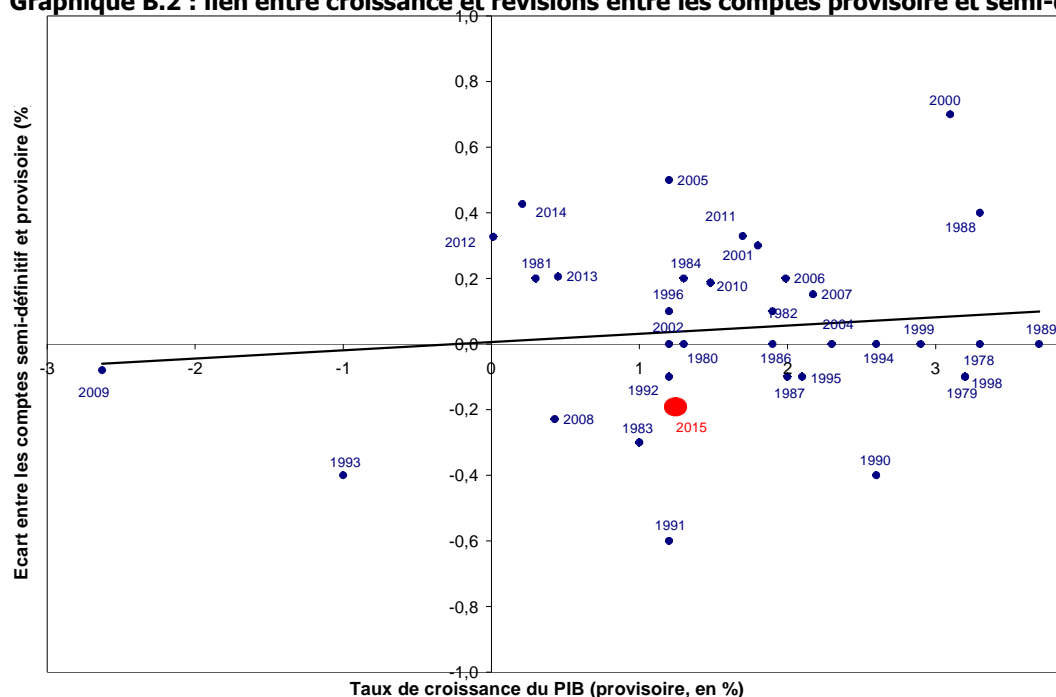
Lors d'un compte semi-définitif, l'approche revenu / secteur du PIB repose, pour la partie concernant les entreprises non financières (ENF), sur la statistique d'entreprise Ésane. L'approche demande ne se cale pas cependant au niveau fin des branches sur la production et la consommation intermédiaire des ENF telles qu'issues d'Ésane. Le plus souvent en effet, des indicateurs conjoncturels (chiffres d'affaires ou indices de production industrielle combinés à des indices de prix à la production) sont privilégiés par rapport aux données fournies par Ésane, qui n'ont pu être analysées finement au niveau sectoriel et qui ne comprennent pas une ventilation de la production par branche.

Ex ante, l'approche demande du PIB se trouvait spontanément plus basse que l'approche revenu de 3,5 Md€ environ. L'estimation à partir d'Ésane des variations de stocks des entreprises non financières étant également supérieure à ce qui ressortait spontanément des équilibres ressources-emplois (ERE), de l'ordre de 4,8 Md€.

La croissance du PIB en volume atteint in fine +1,1% dans le compte semi-définitif 2015, ce qui constitue une révision de -0,2 point par rapport au compte provisoire (le taux de croissance du PIB en volume s'établissant à + 1,3 % au compte provisoire). Le déflateur du PIB est en effet fortement révisé à la hausse, suite notamment à la modification du partage volume / prix des SIFIM et assurances, ainsi que suite à une meilleure prise en compte de l'impact de la dépréciation de l'euro sur les échanges extérieurs.

Au total, l'ampleur de la révision du PIB volume par rapport au compte provisoire (-0,2 point) est du même ordre de grandeur que les révisions passées (+/- 0,2 point en moyenne) (cf. graphique B.2).

Graphique B.2 : lien entre croissance et révisions entre les comptes provisoire et semi-définitif



B.2. EN VOLUME, LA CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DES VARIATIONS DE STOCKS EST REVUE EN HAUSSE, CELLES DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR À LA BAISSÉ.

Le PIB s'établit à 2 194,2 Md€ en valeur en 2015 ; il progresse de +46,6 Md€, soit une révision à la hausse en évolution de +5,5 Md€ par rapport au compte provisoire (cf. tableau B.3).

En volume, la croissance du PIB est révisée à la baisse de -4,3 Md€, soit -0,2 point. Côté demande en volume, l'évolution des dépenses totales de consommation est revue en baisse de -2,8 Md€ : la dépense de consommation des ménages est abaissée de -1,4 Md€, celle des administrations publiques est révisée à la baisse de -1,4 Md€ et celle des ISBSLM est quasiment stable. L'évolution en volume de la FBCF est revue en très légère hausse (+0,2 Md€) : la FBCF des entreprises non financières et des APU est révisée en hausse (respectivement +0,9 Md€ et +0,6 Md€), tandis que la FBCF des ménages est révisée à la baisse de -1,4 Md€ par rapport au compte provisoire. L'évolution des variations de stocks en volume est révisée en hausse (+4,1 Md€), leur contribution au PIB s'établissant à +0,3 point en volume (révision de +0,2 point). Enfin, la contribution du commerce extérieur en volume est révisée à la baisse (-0,3 point), l'évolution des exportations comme des importations étant revue en forte baisse (-5,8Md€ pour les importations et -11,6 Md€ pour les exportations).

Tableau B.3 : révisions entre les comptes semi-définitif et provisoire 2015 dans l'approche demande

Fiche de PIB	Niveau 2014 (Md€)		2015 Semi-définitif - 2015 Provisoire					
	Semi-définitif	Définitif	Révision en évolution (%)			Révision en delta (Md€)		
			valeur	volume	prix	valeur	volume	prix
PIB	2 140	2 148	0,3	-0,2	0,5	5,5	-4,3	9,9
Importations	662	663	-0,3	-0,9	0,6	-2,1	-5,8	3,7
Dépenses de consommation	1 701	1 702	0,2	-0,2	0,3	3,0	-2,8	5,8
- dont ménages	1 141	1 141	0,3	-0,1	0,5	4,0	-1,4	5,4
- dont APU	516	516	-0,2	-0,3	0,1	-1,0	-1,4	0,4
- dont ISBLSM	44	45	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
FBCF totale	466	469	0,2	0,0	0,1	0,9	0,2	0,7
- dont ménages	108	110	-0,8	-1,3	0,4	-0,9	-1,4	0,5
- dont ENF	256	257	0,5	0,3	0,2	1,3	0,9	0,4
- dont APU	79	80	0,8	0,8	0,0	0,6	0,6	0,0
- dont autres	22	22	-0,4	0,4	-0,8	-0,1	0,1	-0,2
Exportations	619	621	-0,9	-1,9	1,0	-5,2	-11,6	6,4
Variations de stocks	16	19				4,8	4,1	0,8
Révision des contributions à l'évolution du PIB								
Demande intérieure hors stocks	2 167	2 171	0,2	-0,1	0,3			
Consommation des ménages	1 141	1 141	0,2	-0,1	0,3			
Consommation des APU	516	516	0,0	-0,1	0,0			
FBCF totale	466	469	0,0	0,0	0,0			
Variations de stocks	16	19	0,2	0,2	0,0			
Commerce extérieur	-43	-42	-0,1	-0,3	0,1			

B.2.1. LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE CONSOMMATION EST REVUE EN LÉGÈRE BAISSÉ.

Par rapport au compte provisoire, la croissance des **dépenses de consommation totales** en 2015 est révisée à la hausse en valeur (+0,2 point) et à la baisse en volume (-0,2 point).

Les dépenses de consommation des ménages en volume sont légèrement moins dynamiques qu'au compte provisoire.

En 2015, les dépenses de consommation des ménages augmentent de +1,7 % en valeur et de +1,4 % en volume, soit une révision par rapport au compte provisoire de +0,3 point en valeur et -0,1 point en volume.

En valeur, les révisions en niveau par rapport au compte provisoire (+4,6 Md€) s'expliquent par :

- la prise en compte des révisions apportées à la consommation des ménages en compte définitif 2014 (+0,6 Md€).
- d'importantes révisions sur les services financiers (+7,0 Md€ en valeur mais seulement +1,2 Md€ en volume) : en effet, d'une part, la levée de la réserve sur les SIFIM a impliqué un changement de méthode pour l'estimation du taux de référence, ce qui a conduit à une révision en forte hausse de la consommation finale des ménages en SIFIM. D'autre part, la mise à disposition de données par l'ACPR sur la participation aux résultats incorporés des assurances vie conduit à fortement relever les dépenses de consommation des ménages en assurance vie (+3,5 Md€ en valeur) ;
- des arbitrages pour converger avec l'approche revenu (-2,0 Md€) dont -0,9 Md€ sur les dépenses de restauration et -0,4 Md€ sur les autres services personnels ;
- d'autres facteurs de révisions (-1,0 Md€), comme l'utilisation de nouvelles sources non disponibles au compte provisoire (des données de la SNCF conduisent par exemple à réviser les dépenses de transports ferroviaires de -0,4 Md€), l'actualisation de sources (-0,3 Md€ sur l'automobile par exemple suite à l'actualisation des données CCFA et des CA3 harmonisés), ou encore l'amélioration de méthodes existantes (une nouvelle méthode d'estimation des dépenses des ménages en gaz conduisent à réviser la consommation de -0,3 Md€).

Ces révisions des dépenses en valeur ne se retranscrivent que faiblement en volume car les révisions apportées aux services financiers sont des révisions impactant principalement les prix de ces services. Le déflateur des dépenses de consommation des ménages est ainsi révisé de +0,5 point à la hausse pour s'établir à +0,3%.

Les déflateurs de la consommation par produit sont en général quasi inchangés entre le compte provisoire et le compte semi-définitif, car assis pour la plupart sur les indices de prix à la consommation (IPC), déjà disponibles précédemment et non révisés.

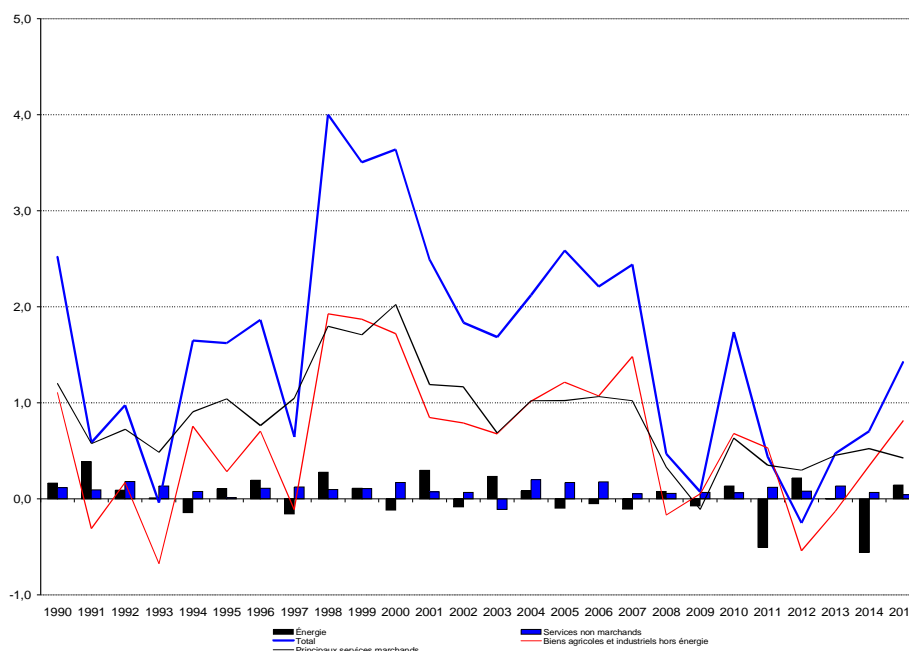
Toutefois, pour certains produits, le déflateur retenu n'est pas l'IPC, en général parce que ces produits ne sont pas dans le champ de l'IPC (Services d'intermédiation financière indirectement mesurés - SIFIM-, loyers imputés, assurance-vie) ou sont mesurés selon des concepts différents (assurance-dommage, crédits d'impôt). En l'occurrence, le déflateur des services financiers est profondément modifié en semi-définitif 2015 par rapport au compte provisoire 2015.

Tableau B.4 : révisions des dépenses de consommation des ménages par produit

	Consommation des ménages												
	2014	2015					2015				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME					VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%			
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT				
Ensemble	1 141	17,4	16,0	1,5%	1,4%	15,1	19,1	1,3%	1,7%	-0,1%	0,3%	0,5%	
Agriculture	32	-0,1	-0,1	-0,3%	-0,4%	1,2	1,1	3,6%	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%	
Energie, eau, déchets	51	1,1	1,0	2,2%	2,0%	2,3	2,3	4,6%	4,4%	0,0%	0,0%	0,0%	
Industrie agro-alimentaire	173	2,6	2,5	1,5%	1,4%	2,1	2,0	1,2%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Cokéfaction et raffinage	46	0,6	0,6	1,2%	1,3%	-4,2	-4,2	-9,2%	-9,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Biens d'équipement	32	1,6	1,5	4,8%	4,6%	-0,1	0,0	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Matériels de transport	59	2,6	2,7	4,3%	4,6%	3,2	3,4	5,3%	5,7%	0,0%	0,0%	0,0%	
Autres branches industrielles	146	2,5	2,4	1,7%	1,7%	1,7	1,6	1,1%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Construction	18	-0,1	-0,1	-0,8%	-0,8%	0,1	0,1	0,7%	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	
Commerce	12	0,0	0,3	-0,2%	2,5%	0,2	0,5	1,5%	4,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Transport	38	0,6	0,1	1,6%	0,4%	1,2	0,7	3,2%	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%	
Hébergement-restauration	77	1,3	0,2	1,8%	0,3%	2,5	1,4	3,3%	1,8%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Information-communication	48	-0,4	-0,1	-0,7%	-0,2%	-0,4	-0,5	-0,9%	-1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services financiers	59	-0,5	0,8	-0,8%	1,3%	-2,5	4,6	-4,2%	7,7%	0,1%	0,6%	0,5%	
Services immobiliers	222	2,7	2,6	1,2%	1,2%	3,8	3,6	1,7%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux entreprises	24	0,6	0,4	2,4%	1,6%	0,7	0,5	2,9%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services non marchands	66	0,5	0,5	0,8%	0,7%	1,1	1,1	1,6%	1,7%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux ménages	42	1,2	0,6	2,8%	1,3%	1,4	0,7	3,4%	1,7%	-0,1%	-0,1%	0,0%	
Produits consommés hors du territoire national	-6	0,7	0,1	-11,3%	-2,0%	0,8	0,1	-11,6%	-2,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%	

Au total, les dépenses de consommation des ménages accélèrent en volume en 2015 (+1,4 % en 2015 contre +0,7 % en 2014). Les dépenses en matériel de transport accélèrent du fait notamment de la reprise des dépenses d'automobile. Au contraire, les dépenses en construction, en hébergement et restauration ralentissent.

Graphique B.3 : dépenses de consommation, principales contributions à l'évolution en volume



Note de lecture : Le poste « énergie » comprend deux niveaux A10 de la Naf rev. 2 : l'énergie, l'eau et les déchets d'une part et la cokéfaction et le raffinage d'autre part.

La croissance des dépenses de consommation des administrations publiques (APU) est révisée en baisse

En 2015, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent de 1,0% en valeur, contre +1,2 % en compte provisoire (cf. tableau B.5), et de +1,1 % en volume (contre + 1,4 % en compte provisoire).

Les dépenses individualisables progressent tout d'abord de +1,5 % en valeur (contre +1,4% en compte provisoire) et de +1,5 % en volume (contre +1,6% en compte provisoire). La révision à la hausse des valeurs provient notamment d'une révision à la hausse des salaires de l'éducation et de la santé non marchande. La révision à la baisse des volumes est liée à la modification du partage volume-prix des mêmes produits : en effet, pour ces produits, l'indice de volume est mesuré par une méthode « output » et ce n'est que lors du compte semi-définitif que les informations du compte de la santé et du compte de l'éducation sont intégrées.

Les dépenses collectives augmentent de +0,1 % en valeur (contre +0.8 % au compte provisoire) et augmentent de +0.5% en volume (contre +1.0 % au compte provisoire). Cette révision en valeur et en volume s'explique par la mise à jour de données DGFIP sur les salaires de l'administration et de la défense.

Tableau B.5 : révisions des dépenses de consommation des administrations publiques par produit

	Consommation des APU											
	2014	2015				2015				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT			
Consommation individualisable	334	5,4	4,9	1,6%	1,5%	4,8	5,0	1,4%	1,5%	-0,1%	0,0%	0,1%
dont produits marchands	117	3,2	3,0	2,7%	2,6%	2,5	2,2	2,2%	1,9%	0,0%	-0,1%	0,0%
dont santé	52	1,1	1,4	2,0%	2,7%	1,0	1,4	1,9%	2,6%	0,1%	0,1%	0,0%
dont industrie pharmaceutique	26	1,3	1,1	5,2%	4,2%	0,2	-0,1	0,7%	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres	39	0,8	0,5	2,1%	1,3%	1,3	0,9	3,4%	2,3%	-0,1%	-0,1%	0,0%
dont produits non marchands	217	2,2	1,9	1,0%	0,9%	2,3	2,7	1,1%	1,3%	-0,1%	0,1%	0,1%
dont santé	66	1,2	1,5	1,9%	2,2%	1,8	1,3	2,7%	1,9%	0,0%	-0,1%	-0,1%
dont éducation	95	0,7	0,5	0,8%	0,5%	0,0	1,4	0,0%	1,5%	0,0%	0,3%	0,3%
dont administration publique	19	0,1	0,0	0,7%	-0,2%	0,2	0,0	0,8%	-0,3%	0,0%	0,0%	0,0%
dont autres	38	0,1	0,0	0,3%	0,0%	0,3	0,1	0,8%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation collective	181	1,8	0,9	1,0%	0,5%	1,4	0,3	0,8%	0,1%	-0,2%	-0,2%	0,0%
dont administration publique	170	1,5	0,7	0,9%	0,4%	1,1	0,1	0,7%	0,1%	-0,2%	-0,2%	0,0%
dont autres	12	0,3	0,2	2,6%	2,0%	0,3	0,1	2,2%	1,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Consommation totale	516	7,3	5,9	1,4%	1,1%	6,2	5,2	1,2%	1,0%	-0,3%	-0,2%	0,1%

Les dépenses de consommation des ISBSLM sont stables par rapport au compte provisoire.

En 2015, les dépenses de consommation des ISBSLM progressent de +2,9% en valeur, et de +2,2 % en volume, comme au compte provisoire.

La consommation des ISBSLM est donc stable par rapport au compte provisoire, malgré la prise en compte de la révision à la baisse de la masse salariale fournie par l'Acoss des activités sportives, récréatives et de loisirs. Cette révision à la baisse est notamment gagée par la révision à la hausse des volumes relatifs aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale, aux centres d'accueil pour demandeurs d'asile et aux autres centres d'accueil.

Tableau B.6 : révisions des dépenses de consommation des ISBSLM par produit

	Consommation des ISBSLM											
	2014	2015				2015				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT			
Ensemble	45	1	1	2,2%	2,2%	1,3	1,3	2,9%	2,9%	0,0%	0,1%	0,1%
Services non marchands	27	0,4	0,5	1,5%	1,8%	0,6	0,8	2,4%	2,8%	0,2%	0,3%	0,1%
Services aux ménages	18	0,6	0,5	3,1%	2,7%	0,6	0,6	3,6%	3,1%	-0,2%	-0,2%	0,0%

B.2.2. LA FBCF EST REVUE EN TRÈS LÉGÈRE HAUSSE.

En 2015, la FBCF totale augmente de +1,0 % en valeur au compte semi-définitif, comme au compte provisoire (révision de +0,04 point), mais cette stabilité masque des évolutions contrastées.

Le recul de la FBCF des ménages est tout d'abord fortement amplifié : elle diminue de -1,4 % en valeur et de -2,1 % en volume, contre -0,6 % en valeur et - 0,8 % en volume au compte provisoire. Au compte provisoire, la FBCF des ménages, pour l'essentiel de la FBCF en construction ou en frais liés à la construction, s'appuie notamment sur les estimations du Soes, à partir des mises en chantier. Au compte semi-définitif, une analyse fine des équilibres ressources-emplois est réalisée pour la construction, à partir des premières données issues d'Ésane, confrontées aux informations sur les indices de chiffres d'affaires, notamment. Cette analyse conduit à revoir à la baisse la FBCF de la construction pour les ménages. Dans le dernier compte satellite du logement, le Soes proposait, par ailleurs, une évolution très dégradée de la FBCF des ménages en 2015, à -7,0% en valeur et -6,7% en volume.

La FBCF des entreprises non financières progresse de +3,1 % en valeur en 2015 et de +3,1 % en volume, contre +2,6% en valeur et +2,8 % en volume au compte provisoire. Pour un compte semi-définitif, la donnée Ésane n'est pas suffisamment stabilisée pour estimer un montant de FBCF corporelle des SNFEI. La FBCF des entreprises non financières résulte donc des évolutions des ressources et des emplois par produits à un niveau fin, et est en particulier affectée par les révisions de la FBCF sur les autres secteurs institutionnels.

L'évolution de la FBCF des entreprises financières est révisée en baisse en valeur (+6,1 % en compte semi-définitif contre +6,6 % en compte provisoire) mais en hausse en volume (+6,8 % au compte semi-définitif contre +6,5 % en compte provisoire) suite à la prise en compte des informations de l'autorité des marchés financiers, non disponibles au compte provisoire. La chute de la FBCF des administrations publiques est en outre atténuée suite notamment à la révision de la production pour emploi final propre en R&D (qui a pour contrepartie de la FBCF), en lien avec la prise en compte des dernières données de la Dgfp.

Tableau B.7 : principales révisions de la FBCF par secteur institutionnel

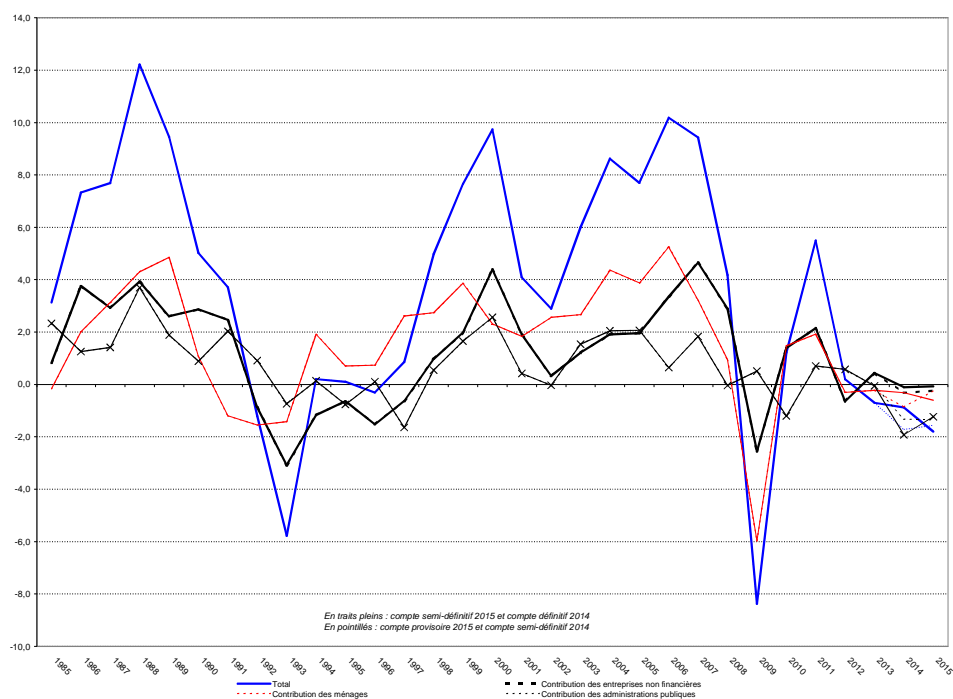
	2014	FBCF par secteurs institutionnels											
		2015					2015				Révision de la contribution		
		VOLUME					VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
		en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT				
Ménages	110	-0,9	-2,3	-0,8%	-2,1%	-0,6	-1,6	-0,6%	-1,4%	-0,3%	-0,2%	0,1%	
Entreprises non financières	257	7,1	7,9	2,8%	3,1%	6,7	7,9	2,6%	3,1%	0,2%	0,3%	0,1%	
Administrations publiques	80	-3,0	-2,4	-3,8%	-3,0%	-4,1	-3,4	-5,1%	-4,3%	0,1%	0,1%	0,0%	
Autres (IF notamment)	22	1,3	1,4	5,7%	6,1%	1,3	1,2	5,7%	5,3%	0,0%	0,0%	0,0%	
Ensemble	469	4,4	4,7	1,0%	1,0%	3,3	4,1	0,7%	0,9%	0,0%	0,2%	0,1%	

Tableau B.8 : principales révisions de la FBCF par produits

	2014	FBCF totale											
		2015					2015				Révision de la contribution		
		VOLUME					VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
		en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	%		
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT				
Ensemble	469	4,4	4,7	1,0%	1,0%	3,3	4,1	0,7%	0,9%	0,0%	0,2%	0,1%	
Agriculture	1	0,0	0,0	-0,2%	-2,2%	0,0	0,0	-0,6%	-3,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Biens d'équipement	35	1,2	1,9	3,5%	5,3%	1,4	1,4	3,9%	3,9%	0,1%	0,0%	-0,1%	
Matériels de transport	29	0,8	2,0	2,8%	6,7%	1,0	2,7	3,6%	9,1%	0,2%	0,4%	0,1%	
Autres branches industrielles	34	0,3	0,3	0,8%	1,0%	0,5	0,7	1,6%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Construction	216	-4,6	-5,4	-2,1%	-2,5%	-6,9	-7,4	-3,2%	-3,4%	-0,2%	-0,1%	0,1%	
Information-communication	61	3,0	2,9	4,9%	4,7%	3,3	3,1	5,5%	5,1%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services immobiliers	4	0,3	0,3	7,5%	5,8%	0,4	0,4	9,2%	8,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Services aux entreprises	86	3,4	2,7	4,0%	3,1%	3,4	3,3	4,1%	3,8%	-0,2%	0,0%	0,1%	
Services aux ménages	2	0,0	0,1	1,9%	2,5%	0,0	0,0	1,7%	2,1%	0,0%	0,0%	0,0%	

Par produits, ces révisions s'expliquent essentiellement par la révision de la FBCF en matériel de transport (+ 1,7 Md€ sur l'évolution 2014/2015) notamment en aéronautique, et en construction (- 0,5 Md€ sur l'évolution 2014/2015). Ainsi, le repli de la FBCF en produits immobiliers (construction et frais liés), amorcé en 2013 et 2014, se poursuit en 2015 (graphique B.4). La FBCF en recherche et développement, suite à la prise en compte de nouvelles données du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, est moins dynamique qu'au compte provisoire.

Graphique B.4 : investissement en produits liés à l'immobilier (en valeur)



B.2.3. LES ENTREPRISES RECONSTITUENT LEURS STOCKS AU COMPTE SEMI-DÉFINITIF.

Après deux années de restockage modeste en 2012 et 2013, les entreprises accroissent leur stocks, mais dans une moindre mesure en 2015 qu'en 2014 (7,9 Md€ en valeur en semi-définitif 2015 contre 10,5 Md€ en valeur en 2014). Ce chiffre est révisé en forte hausse par rapport au provisoire (+5,1 Md€ en valeur par rapport au compte provisoire 2015). En conséquence, la contribution des variations de stock à la croissance est revue en nette hausse en valeur comme en volume. En particulier elle passe de + 0,1 point en volume au compte provisoire à +0,3 point au compte semi-définitif.

Contrairement au compte provisoire où les variations de stocks sont pour l'essentiel déterminées par solde dans les équilibres ressources-emplois, l'exploitation de la statistique d'entreprise Ésane permet au compte semi-définitif d'avoir de premières estimations de variations de stocks pour les entreprises non financières. Les données de stocks issues d'Ésane doivent toutefois faire l'objet d'une correction statistique dite d'appréciation sur stocks pour que les stocks soient valorisés aux prix de marché estimés en moyenne annuelle, conformément aux concepts de comptabilité nationale : l'impact de cette correction statistique était importante en 2014 du fait de la baisse des prix en fin d'année de certaines matières premières stockables (pétrole notamment). Elle l'est un peu moins en 2015, les prix du pétrole ayant été relativement bas tout au long de l'année (impact sur l'évolution de la valeur ajoutée de +3,0 Md€ en 2015 contre +3,6 Md€ en 2014).

La révision à la hausse des variations de stocks de l'aéronautique, dont une partie n'est pas prise en compte dans l'estimation d'Ésane, accentue la révision en forte hausse des stocks liée à la prise en compte d'Ésane.

A l'exception de l'énergie et des services aux entreprises, les variations de stocks sont ainsi revues en hausse pour la plupart des produits.

Le partage volume / prix des variations de stocks est révisé du fait des variations de prix de l'agriculture et du vin, dont les prix ne sont connus qu'avec un délai important, une fois les enquêtes sur les prix des céréales et sur les prix du vin disponibles.

Tableau B.9 : principales révisions des variations de stocks par produit (% en contribution à l'évolution du PIB)

	2014	Variations de stocks												
		2015					2015					Révision de la contribution		
		VOLUME					VALEUR					VOLUME	VALEUR	PRIX
		en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%			%	
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	SD - PROV_CT					
Ensemble	19	3,1	7,4	0,0%	0,3%	2,8	7,9	0,1%	0,4%	0,2%	0,2%	0,0%		
Agriculture	1,9	-1,0	-0,6	0,0%	0,0%	0,1	0,2	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Energie, eau, déchets	0	1,9	0,5	0,1%	0,0%	1,1	0,4	0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%		
Industrie agro-alimentaire	2	-0,9	-0,8	0,0%	0,0%	-1,3	-0,1	-0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%		
Cokéfaction et raffinage	1	1,5	2,2	0,0%	0,1%	1,4	1,5	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%		
Biens d'équipement	2	-0,1	0,3	0,0%	0,0%	-0,2	0,3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Matériels de transport	4	1,6	3,0	0,0%	0,1%	1,8	3,0	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%		
Autres branches industrielles	7	0,9	3,1	0,0%	0,1%	0,8	3,0	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%		
Construction	0	-0,3	-0,3	0,0%	0,0%	-0,3	-0,3	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Information-communication	1	-0,5	0,0	0,0%	0,0%	-0,6	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		
Services aux entreprises	0	0,0	-0,1	0,0%	0,0%	0,0	-0,1	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%		

B.2.4. LE SOLDE DE LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES EST RÉVISÉ EN BAISSÉ PAR RAPPORT AU COMPTE PROVISOIRE

Le solde de la balance des biens et services s'établit, en compte semi-définitif 2015, à -33,1 Md€ (contre -30,0 Md€ en compte provisoire).

Cette révision à la baisse provient d'une part de l'exploitation de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) 2015 de la Balance des Paiements – seules des estimations étaient disponibles au compte définitif – et d'autre part de l'actualisation des données des douanes, dont les révisions à la hausse avaient été surestimées en compte provisoire (les données des Douanes sont systématiquement révisées en hausse entre les comptes provisoire et semi-définitif du fait de déclarations tardives ; les estimations du compte provisoire incorporent de ce fait une anticipation de ces révisions).

Par ailleurs, le partage volume prix des échanges extérieurs a été massivement révisé par rapport au compte provisoire, afin de davantage tenir compte de l'impact de la dépréciation de l'euro, en particulier sur l'aéronautique.

Ainsi, la contribution en volume du commerce extérieur à la croissance est négative, comme au provisoire. Elle s'établit à -0,5 % soit une révision de -0,3 point.

LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS EST RÉVISÉE EN FORTE BAISSÉ.

En 2015, le taux de croissance des exportations en valeur est revu à la baisse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 5,7% et +4,9 %).

Cette révision à la baisse de l'évolution de -5,2 Md€ en valeur masque des révisions en sens contraires.

Ainsi, la mise à disposition par la Balance des Paiements de la première exploitation de l'ECEIS 2015 ainsi que l'actualisation de déclarations des déclarants directs généraux a pour conséquence une révision légèrement à la hausse (+0,3 Md€) de la croissance des exportations de services, avec une révision à la hausse des exportations de services aux entreprises (+0,9 Md€) et de services en informations et communications (+0,7 Md€), seulement partiellement gagée par une révision à la baisse des exportations de services de transport (-1,4 Md€).

A contrario, l'évolution des exportations de biens est massivement révisée à la baisse (-5,5 Md€), ce qui, avec l'effet base de 2014, représente une révision en niveau de -5,8 Md€. Cette révision résulte tout d'abord des actualisations apportées par la Balance des Paiements sur le travail à façon (chimie et automobile notamment) révisé en baisse pour -0,9 Md€, ainsi que sur le négoce international, également révisé en forte baisse de -5,3 Md€ (révision du traitement apporté au négoce international en cokéfaction et raffinage, arbitrage à la baisse du négoce international d'aéronautique, révision à la baisse du négoce en pharmacie et en chimie notamment).

Par ailleurs, en compte provisoire, une révision des données douanes de +1,4 Md€ entre compte provisoire et compte semi-définitif avait été anticipée et n'est finalement que de +0,4 Md€. Cette révision concerne l'ensemble des produits.

Enfin, les exportations d'aéronautique ont été arbitrées à la hausse de +1 Md€ car une entreprise voyait ses déclarations d'exports massivement diminuer, sans que cette diminution ne soit retranscrite dans sa liasse fiscale.

En volume, la progression des exportations totales est revue en forte baisse par rapport au compte provisoire (à + 4,3%, contre + 6,1 % auparavant).

Le partage volume / prix est en effet fortement modifié, du fait de l'application d'une nouvelle méthode pour mesurer les prix de l'aéronautique : faute d'IPPI sur ce produit, une méthode exploitant les données détaillées des douanes et permettant d'obtenir un prix d'export corrélé au taux de change euros/dollar (beaucoup de contrats d'exportation étant libellés en dollars) a été construite par les comptes nationaux pour le compte semi-définitif. L'indice de prix retenu dans l'équilibre ressource emploi de l'aéronautique s'appuie donc en partie sur ces travaux.

Une attention particulière a par ailleurs été portée à la prise en compte de la dépréciation de l'euro sur les produits pour lesquels une partie importante des échanges extérieurs est libellée en dollar (pharmacie, extraction d'hydrocarbures notamment).

Tableau B.10 : principales révisions des exportations par produit

	Exportations											
	2014	2015				2015				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	% SD - PROV_CT		
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD				
Ensemble	621	38,1	26,5	5,9%	4,3%	35,5	30,2	5,5%	4,9%	-1,9%	-0,9%	1,0%
Agriculture	15	1,1	0,8	7,5%	5,2%	1,2	0,9	8,0%	6,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	11	-1,0	-1,0	-9,5%	-9,5%	-1,1	-1,1	-10,1%	-10,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Industrie agro-alimentaire	44	1,5	1,0	4,0%	2,2%	1,5	1,3	4,2%	2,8%	-0,1%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	16	3,2	1,7	20,2%	10,8%	-2,0	-3,8	-12,7%	-23,4%	-0,2%	-0,3%	0,0%
Biens d'équipement	82	4,2	3,6	5,3%	4,4%	4,8	4,6	6,2%	5,6%	-0,1%	0,0%	0,1%
Matériels de transport	98	10,3	4,9	9,7%	5,0%	12,3	11,7	11,7%	12,0%	-0,9%	-0,1%	0,8%
Autres branches industrielles	180	9,8	6,2	5,8%	3,4%	9,3	6,9	5,5%	3,8%	-0,6%	-0,4%	0,2%
Commerce	6	0,6	0,9	7,1%	16,5%	0,6	0,9	8,3%	16,6%	0,1%	0,1%	0,0%
Transport	31	1,4	-0,1	0,6%	-0,2%	1,1	-0,3	-0,4%	-0,9%	-0,2%	-0,2%	0,0%
Information-communication	15	0,7	1,4	4,3%	9,8%	0,8	1,5	4,5%	10,0%	0,1%	0,1%	0,0%
Services financiers	12	1,2	1,2	23,4%	10,0%	1,5	1,1	25,3%	9,2%	0,0%	-0,1%	-0,1%
Services aux entreprises	64	6,8	7,3	8,6%	11,5%	7,2	8,1	9,3%	12,7%	0,1%	0,1%	0,1%
Services non marchands	1	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	4	0,2	0,6	9,5%	16,4%	0,3	0,6	10,2%	17,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Correction territoriale	44	-1,9	-2,1	-5,5%	-4,8%	-2,0	-2,2	-5,8%	-5,1%	0,0%	0,0%	0,0%

LE TAUX DE CROISSANCE DES IMPORTATIONS EST RÉVISÉ EN BAISSÉ EN 2015.

En 2015, le taux de croissance des importations en valeur est revu à la baisse entre le compte provisoire et le compte semi-définitif (respectivement + 3,5 % et + 3,2%). De même que pour les exportations, cette révision à la baisse résulte de mouvements contrastés.

Tout d'abord, la croissance des importations de services est révisée à la hausse de +1,0 Md€, suite à la première exploitation de l'ECEIS 2015 et à la révision des données de déclarants directs généraux. Les importations de commerce (+0,6 Md€) et de services aux entreprises (+1,7 Md€) sont révisées à la hausse, cette révision à la hausse étant seulement partiellement gagée par une révision à la baisse des importations de transport (-0,8 Md€) et des importations associées au tourisme (-0,8 Md€).

Tableau B.11 : principales révisions des importations par produit

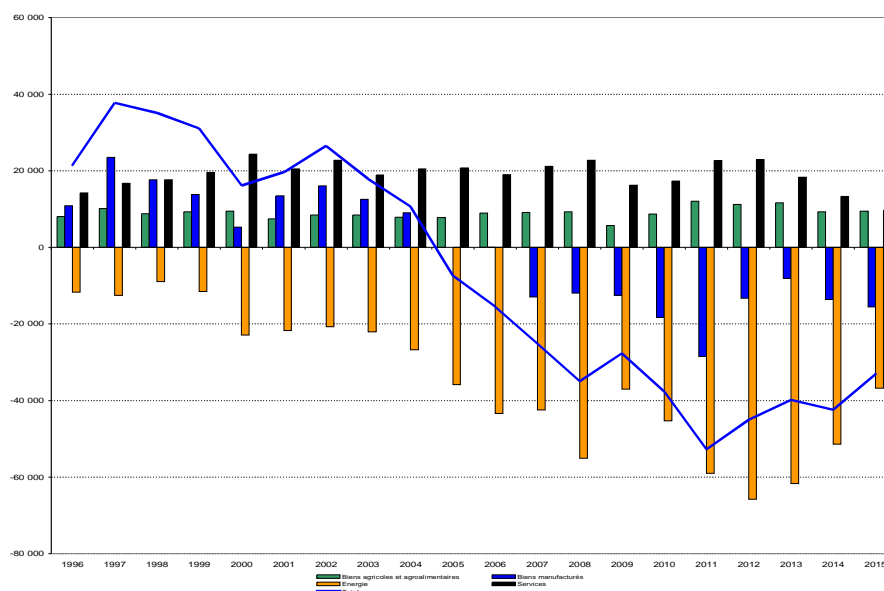
	Importations											
	2014	2015				2015				Révision de la contribution		
	VAL	VOLUME				VALEUR				VOLUME	VALEUR	PRIX
	en Md€	Md€	Md€	%	%	Md€	Md€	%	%	% SD - PROV_CT		
DEF	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD	PROV_CT	SD				
Ensemble	663	43,9	38,1	6,6%	5,7%	23,0	20,9	3,3%	3,2%	-0,9%	-0,3%	0,6%
Agriculture	12	0,2	0,1	1,5%	1,0%	1,2	1,1	9,6%	9,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Energie, eau, déchets	49	3,3	1,0	6,7%	2,0%	-11,2	-11,3	-22,9%	-22,9%	-0,3%	0,0%	0,3%
Industrie agro-alimentaire	38	1,5	1,4	3,8%	3,6%	1,1	0,9	2,5%	2,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Cokéfaction et raffinage	29	0,7	0,1	1,8%	0,5%	-7,8	-8,3	-27,3%	-28,2%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Biens d'équipement	103	8,3	7,6	7,5%	7,4%	7,4	6,7	6,7%	6,5%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Matériels de transport	72	8,7	6,7	12,1%	9,2%	10,1	9,7	14,1%	13,4%	-0,3%	-0,1%	0,2%
Autres branches industrielles	199	10,1	8,4	4,3%	4,2%	9,9	8,7	4,2%	4,4%	-0,3%	-0,2%	0,1%
Commerce	9	0,8	1,5	6,5%	17,1%	0,9	1,5	8,0%	17,3%	0,1%	0,1%	0,0%
Transport	42	1,6	0,8	4,9%	2,0%	1,3	0,5	4,1%	1,1%	-0,1%	-0,1%	0,0%
Information-communication	18	0,3	0,8	5,9%	4,6%	0,5	0,8	7,2%	4,7%	0,1%	0,1%	0,0%
Services financiers	5	0,8	0,7	17,4%	13,7%	0,9	0,8	19,0%	14,7%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux entreprises	62	9,6	11,7	16,3%	18,8%	10,5	12,3	17,8%	19,7%	0,3%	0,3%	-0,1%
Services non marchands	1	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0	0,0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services aux ménages	3	-0,2	-0,3	2,3%	-7,7%	-0,2	-0,2	3,1%	-7,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Correction CAF/FAB	-16	-0,6	-0,5	4,5%	3,3%	-0,3	-0,3	2,8%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Correction territoriale	38	-1,1	-2,0	-5,4%	-5,2%	-1,3	-2,1	-5,6%	-5,5%	-0,1%	-0,1%	0,0%

Par ailleurs, l'évolution des importations de biens est révisée à la baisse de -3,0 Md€ et résulte d'une part d'une révision par la Balance des Paiements des importations de travail à façon, et d'autre part, de la surestimation, en compte provisoire, des révisions à venir des douanes : ainsi, une révision entre compte provisoire et compte semi-définitif de +3,3Md€ avait été anticipée et n'est finalement que de +1,6 Md€. Cette révision concerne l'ensemble des produits.

La révision du taux de croissance des importations en volume est également importante (+5,7 % au lieu de + 6,6%), du fait notamment de l'application de la nouvelle méthode pour le partage volume-prix des échanges extérieurs d'aéronautique.

Au total, entre 2014 et 2015 le déficit de la balance des biens et services en valeur se résorbe moins en compte semi-définitif qu'en compte provisoire de sorte que sa contribution à la croissance en valeur du PIB s'établit désormais à +0,4 point alors qu'elle était de +0,6 point au provisoire. Même si le déficit sur les biens manufacturés se creuse et que l'excédent sur les services diminue, le déficit énergétique diminue fortement entre 2014 et 2015, ce qui permet de redresser le solde commercial entre les deux années (graphique B.5).

Graphique B.5 : balance commerciale des biens et services (en valeur)



B.3. LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EST RÉVISÉ EN BAISSÉ, LE TAUX DE MARGE DES SNF EN TRÈS FORTE HAUSSE

Entre les comptes provisoire et semi-définitif, la valeur ajoutée (VA) de l'ensemble des secteurs est revue de + 0,3 point (soit + 6,1 Md€, cf. tableau B.12). Elle progresse ainsi de +2,0 % (contre +1,7 % précédemment), après +1,4 % en 2014.

Les impôts nets des subventions sur les produits sont marginalement revus à la baisse, de sorte que la révision de la VA se retrouve sur l'évolution du PIB en valeur, revu à +2,2 % contre +1,9 % au compte provisoire. La valeur ajoutée des entreprises non financières est revue en hausse, à +2,6% dans le compte semi-définitif, contre + 2,4% lors du compte provisoire. Sur la seule année 2015, la révision est de +8,4 Md€ en niveau.

Ce changement tient essentiellement à l'intégration, dans le compte semi-définitif, d'informations issues de la statistique structurelle d'entreprises. L'intégration de la donnée d'entreprise a posé moins de difficultés que les années passées malgré un délai plus court que d'habitude (finalisation du compte pour le 10 février). Le nombre d'imputation qui affecte généralement les petites entreprises et les entrepreneurs individuels a été fortement réduit du fait d'un meilleur repérage des unités cessées dans SIRUS. Malgré tout, le partage SNF/EI n'a pas été repris tel quel car il aurait induit une très forte révision à la baisse de la VA des EI. Aussi, l'évolution de cette dernière a été fixée à +0,1 % (contre +0,9 % au provisoire), tout en maintenant l'évolution de la VA totale telle qu'elle ressortait du passage

aux comptes. Au total, la VA des entreprises non financières issue de l'approche revenu progresse spontanément de +2,4 % (après passage aux comptes). Le travail réalisé sur les équilibres ressources-emplois (ERE) a permis à l'approche demande de converger presque complètement sur l'approche revenu. Un arbitrage de 500 M€ à la hausse sur la VA des SNFEI a été passé pour finaliser le compte.

La VA des sociétés financières est également revue en hausse (+1,5%, contre -0,3 % lors du compte provisoire) : celle des intermédiaires financiers est révisée à la baisse car le taux de référence a été rehaussé suite à un changement de méthode de calcul du SIFIM, tandis que celle des assureurs, en particulier celle de l'assurance vie est revue la hausse. Au provisoire les états comptables des assureurs sont estimés faute de pouvoir utiliser des états comptables. La VA des ménages purs est sensiblement révisée à la hausse (+1,4 % contre +0,7 % au provisoire), uniquement parce que la consommation intermédiaire de SIFIM est revue à la baisse. Enfin, la VA des administrations publiques (APU) est revue en très légère baisse (+0,7 % lors du compte semi-définitif, contre +0,8 % auparavant), essentiellement car les salaires étaient légèrement surestimés sur la partie manquante du champ au provisoire.

Tableau B.12 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2015 SD en niveau	Evolutions (en %)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2015_PROV	2015_SD	Révisions	Total	2014DEF	2015SD
Sociétés non financières	1118,2	2,4	2,6	0,2	2,7	5,7	8,4
Sociétés financières	96,9	-0,3	1,5	1,8	1,7	-0,6	1,1
Administrations publiques	363,3	0,8	0,7	-0,1	-0,3	0,0	-0,3
Ménages	350,5	0,7	1,4	0,7	2,5	2,0	4,6
<i>dont EI</i>	<i>130,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>
<i>ménages purs</i>	<i>219,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,2</i>	<i>1,6</i>	<i>3,5</i>	<i>0,6</i>	<i>4,1</i>
ISBLSM	34,4	2,9	1,3	-1,6	-0,5	0,3	-0,2
Total des secteurs institutionnels	1963,3	1,7	2,0	0,3	6,1	7,4	13,5
Impôts nets de subventions sur les produits	230,9	4,0	3,8	-0,3	-0,6	0,2	-0,3
Produit intérieur brut	2194,2	1,9	2,2	0,3	5,5	7,6	13,2

B.3.1. LE TAUX DE MARGE DES SNF PROGRESSE TRÈS FORTEMENT EN 2015

Au compte semi-définitif 2015, les données É sane donnent une évolution spontanée de la valeur ajoutée de +2,3% pour les sociétés non financières et -1,9% pour les entrepreneurs individuels. Pour l'ensemble des ENF, l'évolution est de +2,0%. Le champ É sane a été considérablement modifié suite à l'implémentation d'un changement méthodologique dans SIRUS : cela a conduit à la suppression de 555 000 entrepreneurs individuels dont la liasse était imputée, soit près de la moitié des liasses imputées pour les EI.

La correction de la donnée d'entreprise (coresanes) conduit à une évolution de +2,5% de la valeur ajoutée des SNF et de -0,3% de celle des entrepreneurs individuels sur la base des données d'entreprise. Pour les EI, deux corrections importantes sont apportées aux données É sane : l'intégration des autoentrepreneurs dont le chiffre d'affaires évolue de +9,4% entre 2014 et 2015, et la neutralisation sur l'année 2014 des liasses fiscales imputées à la fois en 2013 et en 2014 et sorties du champ en 2015. Pour les SNF, l'impact sectoriel de la restructuration de la SNCF mise en œuvre au 1er juillet 2015 a été neutralisé par un coresane afin d'éviter un déséquilibre dans les comptes d'exploitation par branche. Cette correction sera réinterrogée lors du compte définitif.

La valeur ajoutée des secteurs agricoles évolue de +3,3%. Comme en 2014, l'appréciation sur stocks a un impact important et contribue pour 0,3 point à l'évolution de la valeur ajoutée des SNFEI.

Après passage au compte, la valeur ajoutée des SNFEI s'établit à 1 246 Md€, soit une évolution de +2,3% : +2,7% pour les SNF et -1,1% pour les EI. Le décalage entre la croissance des SNF et celle des EI est accentué par l'intégration de la fraude dans le passage au compte. De plus, la nouvelle livraison des données É sane pour le compte définitif (prévue en juin) est susceptible de faire évoluer la donnée d'entreprise pour les EI. Le partage SNF/EI de la valeur ajoutée a donc été arbitré de +1,4 Md€ en faveur des entrepreneurs individuels. La convergence avec l'approche demande a ensuite conduit à un arbitrage de 500 M€ sur la valeur ajoutée des SNFEI. Au final, la valeur ajoutée des SNFEI s'établit à +2,4% contre +2,3% au compte provisoire. L'évolution est de +2,6% pour les SNF, en révision de +0,2 point, et de +0,1% pour les EI, en révision de -0,8 point.

La masse salariale des SNF évolue de +1,7% en ligne avec la donnée d'entreprise (+1,6%) et le compte provisoire (+1,8%).

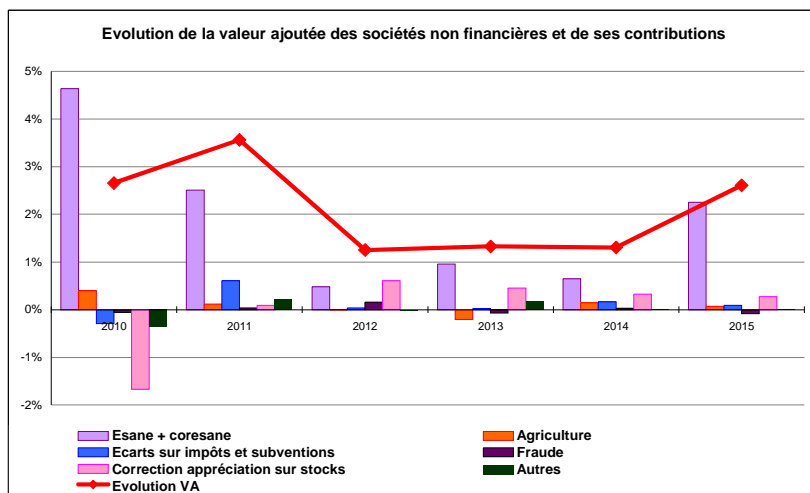
Le retraitement du CICE est effectué pour les SNF sur la base du fichier mouvement sur créances utilisé pour le compte définitif 2014. Le montant de CICE à enlever des liasses en 2015 est estimé en tenant compte de l'évolution de la masse salariale : 14,9 Md€.

Pour les EI, la correction du CICE 2015 est donnée par la liasse 2042 : 900 M€.

Le montant de CICE intégré en subventions s'élève à 15,3 Md€ pour les SNF et 1,2 Md€ pour les EI.

Pour le compte 2015 semi-définitif on peut observer que la source ESANE est de loin le principal contributeur à l'évolution de la valeur ajoutée (graphique B.6).

Graphique B.6 : Évolution de la VA des SNF et de ses contributions



En parallèle la rémunération des salariés est revue à la baisse de -0,2 pt d'évolution par rapport au compte provisoire 2015. Elle augmente en 2015 de +1,3 %. Les salaires et traitements bruts sont un peu moins révisés à la baisse (-0,1 pt). Les impôts nets sur la production sont revus à la baisse du fait d'une double correction, portant à la fois sur la donnée source (révision sur les subventions agricoles) et sur le QàQ qui modifie la répartition SNF/EI. Ils évoluent de -7,0 % en raison de l'impact du CICE (-5,1 % au provisoire). Les révisions opposées de la VA et des salaires, combinées à celle sur les impôts nets des subventions, conduisent à revoir significativement l'évolution de l'EBE qui augmente de +7,9 % au compte semi-définitif 2015, contre +6,1 % au compte provisoire. En conséquence, le taux de marge des SNF se redresse vigoureusement en 2015 de +1,6 pt et s'établit à 31,9 %.

Tableau B.13 : compte des sociétés non financières

	2015 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2015_PROV	2015_SD	Révisions	Total	2014DEF	2015SD
Valeur ajoutée	1 118,2	2,4	2,6	0,2	2,7	5,7	8,4
Rémunération des salariés	733,0	1,6	1,3	-0,2	-1,6	3,5	1,9
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	553,0	1,8	1,7	-0,1	-0,5	3,3	2,8
Impôts nets sur la production	28,2	-5,1	-7,0	-2,0	-2,0	0,4	-1,6
Excédent brut d'exploitation	357,0	6,1	7,9	1,8	6,2	1,8	8,0
Revenus nets de la propriété versés	78,0	-14,9	3,0	17,9	13,7	-0,5	13,2
Revenus de la propriété versés	263,6	-2,7	-1,4	1,2	3,5	-8,8	-5,3
Intérêts versés	56,6	-21,8	-14,1	7,7	4,8	1,3	6,1
Dividendes versés	199,8	3,0	1,9	-1,2	-2,6	-10,4	-12,9
Bénéfices réinvestis d'IDE versés	3,4	26,6	93,2	66,6	1,2	0,3	1,5
Revenus de la propriété reçus	185,6	2,0	-3,2	-5,2	-10,1	-8,4	-18,5
Intérêts reçus	24,3	-6,7	-32,1	-25,4	-9,2	1,8	-7,4
Dividendes reçus	152,0	4,1	2,5	-1,5	-2,6	-8,2	-10,8
Bénéfices réinvestis d'IDE reçus	3,6	9,1	71,9	62,8	1,2	-1,9	-0,8
Impôts sur le revenu et le patrimoine	38,1	-1,2	-4,9	-3,7	-1,5	0,7	-0,9
Transferts courants versés (nets des reçus)	24,9	2,8	-1,5	-4,3	-1,1	-0,5	-1,6
Épargne brute	216,2	16,6	13,9	-2,7	-4,8	2,1	-2,7
Formation brute de capital fixe	255,6	2,7	3,0	0,3	0,7	1,2	1,9
Variations de stocks (Md€)	25,2	4,8	7,4	2,6	2,6	2,8	5,4
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	18,3	-0,5	-1,0	-0,5	-0,5	-0,2	-0,7
Capacité/besoin de financement (Md€)	-46,3	19,5	10,8	-8,7	-8,7	-2,0	-10,7

Au compte semi-définitif la plupart des revenus de la propriété des différents secteurs est donnée par une source comptable ou, à tout le moins, exogène. C'est le cas par exemple pour la grande majorité du secteur des institutions financières (exploitation des états comptables des banques et des assurances), pour les APU (comptabilité publique) ou pour le reste du monde (donnés par la Balance des paiements). L'évaluation des intérêts versés et reçus par les SNF, comme des dividendes (versés par les SNF, reçus par les SNF et les ménages) doit être réalisée en confrontant différentes sources qu'il s'agit d'arbitrer. On dispose ainsi :

- d'une estimation de l'évolution du total des produits financiers des SNF dans la source ESANE
- d'une estimation de la charge d'intérêts ainsi que des dividendes versés par les SNF, également données par la source ESANE.
- d'une transmission par GF3C (DGFIP) de la déclaration 2042 des ménages permettant d'évaluer les dividendes reçus par les ménages
- des encours du TOF permettant de calculer des taux apparents pour lesquels on s'assure qu'ils sont cohérents d'un secteur à l'autre, et avec les évolutions économiques connues par ailleurs.

Les données issues d'Esane sont utilisées pour la détermination des intérêts et dividendes versés et reçus, les soldes étant eux donnés par les autres secteurs. Les revenus de la propriété versés par les SNF sont réputés plus fiables que les reçus qui sont souvent difficiles à isoler dans la donnée d'entreprise. On notera également (voir tableau ci-dessous) que l'estimation des dividendes reçus par les SNF réalisée à partir des liasses fiscales paraît aberrante (+33 Md€ en 2015). Les revenus reçus sont donc estimés par solde tandis que les versés sont repris de la donnée d'entreprise.

Évolutions 2014-2015 des agrégats D41G et D421 en milliards d'euros

D41G reçu

	2015PROV	2015SD
Evolution Esane	-	-4,1
Evolution S11 finale	-1,9	-12,5
Evolution S2	-2,8	-1,2

D41G versé

	2015PROV	2015SD
Evolution Esane	-	-10,9
Evolution S11 finale	-12,4	-10,9
Evolution S2	-0,9	-1,7

D421 reçu

	2015PROV	2015SD
Evolution Esane	-	33,0
Evolution S11 finale	6,0	2,6
Evolution S2	0,6	-1,3

D421 versé

	2015PROV	2015SD
Evolution Esane	-	4,3
Evolution S11 finale	6,4	4,3
Evolution S2	4,5	-1,2

Au total le solde des revenus de la propriété des SNF est dégradé au compte semi-définitif, en lien avec les révisions du compte du reste du monde (donnée de la balance des paiements), et des révisions portant sur les intérêts nets reçus des institutions financières (correction d'erreur sur les banques et prise en compte des états comptables des assureurs). En particulier, les intérêts reçus par les SNF sont revus à la baisse de -11 Md€, les dividendes étant eux révisés marginalement. Avec cette nouvelle évaluation, le solde des revenus de la propriété des sociétés non financières est dégradé de 13,7 Md€ par rapport au compte provisoire. L'impôt sur le revenu acquitté par les SNF est lui revu à la baisse (-1,5 Md€ sur l'évolution 2015) et les transferts courants s'améliorent aussi légèrement (-1,1 Md€ de révision sur les transferts versés nets).

L'ensemble de ces révisions conduit à revoir l'épargne des SNF à la baisse (-4,8 Md€). L'investissement étant très peu révisé, l'évolution du taux d'autofinancement est dégradée par rapport au compte provisoire de 2,2 pt. En 2015 il augmente nettement de +8,1 points et s'établit à 84,6 %.

Tableau B.14 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2015 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2015_PROV	2015_SD	Révisions	2014DEF	2015SD
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,9	1,1	1,6	0,5	0,0	0,5
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,9	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	84,6	10,3	8,1	-2,2	0,5	-1,7

B.3.2. LA VA DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES TIRÉE PAR L'ASSURANCE VIE

En 2015, la croissance de la VA des sociétés financières (SF) est revue en hausse de +1,8 % lors du compte semi-définitif : son taux de croissance atteint +1,5 %, alors qu'il était négatif, à -0,5 %, lors du compte provisoire. Cette révision masque des révisions opposées sur les intermédiaires financiers et les assurances. La rémunération des salariés est également révisée sensiblement à la hausse (+1,4 Md€ sur l'évolution 2015), principalement du fait d'une correction d'erreur de champ sur le secteur des intermédiaires financiers et, plus marginalement, par la prise en compte des données d'ESANE pour les auxiliaires financiers, et de l'intégration des données comptables des assureurs. L'évolution du solde des revenus de la propriété est sensiblement revue, en particulier sur les intérêts pour différentes raisons : correction d'erreur sur le champ des intermédiaires financiers, révision des SIFIM et intégration des données des assurances.

Les assurances

Lors du compte provisoire, seules certaines informations fournies par le syndicat professionnel FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) sont disponibles pour évaluer l'activité des assureurs vie et non-vie. Elles ne couvrent pas de manière exhaustive le champ des assurances et ne permettent pas de reconstituer la totalité des éléments des comptes. En particulier, des hypothèses sont nécessaires pour estimer les revenus financiers des assureurs vie et non-vie, ainsi que l'essentiel de la partie réassurance.

Lors du compte semi-définitif, les états comptables des assureurs fournis par l'ACPR et la Drees peuvent être exploités. Cela conduit à revoir l'évolution de la valeur ajoutée de +3,9 Md€, qui tient à une hausse de la production (+5,1 Md€ de révision de l'évolution 2015), partiellement compensée par une hausse des consommations intermédiaires de +1,3 Md€. La révision est portée principalement par l'assurance vie pour laquelle les taux de rendements, qui servent au provisoire à estimer la production, avait été sous estimés. Les informations fournies par la FFSA faisaient état d'une baisse importante des taux de rendements des contrats d'assurance vie (de -19 %). Au compte provisoire la baisse avait été arbitrée à -6,0 %. Finalement, il ressort des comptes des assureurs que les taux de rendement ont augmenté de 11,4%. Ainsi, la production d'assurance vie est sensiblement revue à la hausse. Parallèlement, les consommations intermédiaires sont revues à la hausse du fait de la prise en compte des données comptables (frais de gestion, etc.). Le solde de réassurance a un impact modéré sur la révision des consommations intermédiaires.

Le solde des revenus de la propriété des assurances est amélioré au compte semi-définitif. Du côté des reçus (révision de +6,4 Md€) la principale révision s'explique par la prise en compte des nouvelles données des assurances (+5,1 Md€ sur les intérêts reçus par les assureurs). Les revenus de la propriété versés sont également revus à la hausse mais dans une moindre mesure (+1,9 Md€) du fait de la révision de la valeur ajoutée des assureurs vie : les revenus d'investissement attribués aux assurés sont revus de +1,7 Md€ (avec contrepartie sur le compte des ménages).

Au total le solde des revenus primaires est révisé de +8,1 Md€. La prise en compte des états comptables des assureurs conduit en outre à revoir primes moins indemnités de +1,6 Md€. Le reste du compte est peu révisé. Il en résulte au total une révision importante à la hausse du B9 des assureurs de +8,5 Md€. Alors que le secteur des assurances montrait un besoin de financement au compte provisoire, il ressort au compte semi-définitif 2015 une capacité de financement de +1,4 Md€.

Les auxiliaires financiers

Le compte des auxiliaires financiers est revu au semi-définitif suite à l'intégration des données ESANE qui conduit à revoir très significativement l'évolution de la valeur ajoutée à la hausse (+ 13,0 % contre + 0,3 % au provisoire, soit +1,5 Md€ de révision), de même que les rémunérations (+ 6,4 % en 2014 contre +2,1 % au provisoire) et les salaires (révision de l'évolution de +4,8 points). Les évolutions au compte semi-définitif sont cohérentes avec la baisse des taux d'intérêt et l'augmentation des renégociations de crédits qui en a découlé. Enfin, le solde des revenus de la propriété est amélioré (+1,5 Md€ sur le solde reçus moins versés), principalement du fait des holdings pour lesquelles les dividendes progressent fortement, tant reçus que versés mais dans des proportions différentes. Au provisoire aucune information n'est disponible sur ce secteur.

Les intermédiaires financiers

L'évolution de la valeur ajoutée des intermédiaires financiers est révisée à la baisse au compte semi-définitif bien que les données sources soient en principe les mêmes qu'au compte provisoire. Le compte des intermédiaires financiers est révisé du fait notamment d'une modification du mode de calcul du taux de référence pour l'estimation des Sifim mise en œuvre à la demande d'Eurostat.

La hausse du taux de référence qui s'ensuit a pour conséquence de baisser le SIFIM sur les crédits et de l'augmenter sur les dépôts. Les encours n'étant pas les mêmes, l'effet sur les crédits l'emporte largement sur celui sur les dépôts, de sorte que la production des banques est revue à la baisse de 3,7 Md€ du fait de la révision du taux de référence. Le tableau ci-dessous détaille l'impact de la révision sur chacun des secteurs. A l'exception des ménages pour lesquels une partie du SIFIM est consommé finalement, la baisse de la production de SIFIM se traduit par une baisse équivalente de consommations intermédiaires.

Révisions du Sifim par secteur contrepartie

	CI du S11	CI du S12	CI du S13	CI du S14	CF du S14	Total
Dépôts	1331,8	135,5	141,4	447,9	3259,0	5315,6
Crédits	-3278,3	-282,4	-664,4	-4056,9	-778,8	-9060,7
Total	-1946,5	-146,9	-523,0	-3609,0	2480,2	-3745,1

En millions d'Euros

Simultanément les services facturés sont revus de +2,5 Md€, et les consommations intermédiaires de +2,2 Md€. Au total, la valeur ajoutée des intermédiaires financiers est revue à la baisse de 3,5 Md€. Les salaires et les cotisations sont aussi revus à la hausse via l'ajout de l'organisme centralisateur. Au compte semi-définitif, les rémunérations progressent de +0,8 % (contre -1,9 % au provisoire). Ces révisions pèsent sur l'EBE des institutions financières, revu à la baisse de 4,5 Md€. Le solde des revenus de la propriété est également révisé sensiblement, dans le sens d'une amélioration,

Tableau B.15 : comptes des sociétés financières

	2015 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2015_PROV	2015_SD	Révisions	Total	2014DEF	2015SD
Valeur ajoutée	96,9	-0,3	1,5	1,8	1,7	-0,6	1,1
Institutions financières	68,5	3,0	-2,2	-5,2	-3,6	0,1	-3,5
Assurances	15,7	-16,1	10,5	26,6	3,9	-0,8	3,1
Auxiliaires financiers	12,7	0,3	13,0	12,7	1,4	0,1	1,5
Rémunération des salariés	52,7	-0,5	2,2	2,7	1,4	0,2	1,6
Revenus de la propriété versés	220,5	-9,4	-2,4	7,0	16,4	-6,0	10,5
Intérêts versés	112,8	-15,5	-8,6	6,9	9,1	-4,1	5,0
Dividendes versés	30,2	5,1	23,2	18,1	4,3	-1,9	2,4
Rev. de la prop. attribués aux assurés	76,7	-4,5	-1,1	3,4	2,6	0,0	2,7
Revenus de la propriété reçus	227,7	-12,4	-1,0	11,4	26,6	-3,8	22,8
Intérêts reçus	156,8	-18,9	-6,8	12,1	21,1	-4,0	17,1
Dividendes reçus	50,6	9,8	18,5	8,7	3,9	1,5	5,4
Impôts sur le revenu et le patrimoine	16,3	3,1	6,7	3,7	0,6	-0,1	0,4
Primes nettes d'assurance dommage	63,7	2,2	0,9	-1,3	-0,8	-0,1	-0,9
Indemnités d'assurance dommage	63,0	2,5	-1,1	-3,6	-2,3	-0,2	-2,5
Prestations sociales versées	32,4	2,3	0,2	-2,1	-0,7	0,4	-0,3
Épargne brute	27,0	-17,7	39,3	56,9	10,8	1,6	12,4
Formation brute de capital fixe	18,9	6,6	6,0	-0,5	-0,1	0,1	0,0
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	0,4	-1,5	-1,4	0,1	0,1	0,0	0,1
Capacité de financement (Md€)	8,4	-5,8	5,2	11,1	11,1	1,5	12,6

B.3.3. LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EST MOINS DYNAMIQUE QU'AU COMPTE PROVISOIRE

La croissance du revenu disponible est moins soutenue dans le compte semi-définitif que dans le compte provisoire (respectivement +1,1 % et +1,4 %) :

- Les revenus d'activité sont légèrement moins dynamiques qu'au compte provisoire, en lien avec la révision à la baisse du revenu mixte des entrepreneurs individuels (donnée d'entreprises)
- L'évolution du solde des revenus du patrimoine (à la différence des revenus de la propriété on y ajoute l'EBE des ménages purs qui correspond à l'activité de service de logement des ménages) est révisé en hausse (+2,2 Md€ sur l'année 2015), du fait des revenus attribués aux assurés qui sont rehaussés en lien avec la révision à la hausse de la VA de l'assurance vie. A noter que l'EBE des ménages purs est également révisé à la hausse mais cette révision est intégralement compensée par la baisse des revenus de la propriété versés par les ménages : cette bascule vient du changement de méthode de calcul des SIFIM qui change la répartition entre intérêts versés et consommation intermédiaire, sans impact sur le revenu disponible
- Les prestations sociales en espèces sont elles moins dynamiques (à la fois rehaussées en 2014 et abaissées en 2015) suite à de nouveaux traitements de la donnée source par la DGFIP et à l'intégration des états comptables des assureurs..
- L'évolution des transferts courants nets reçus est révisée en 2015 de -3,4 Md€, soit le cumul de plusieurs révisions allant dans le même sens : indemnités d'assurance, balance des paiements, correction au motif de la fraude du fait de l'écart TVA (la révision à la baisse des emplois taxés à la TVA se répercute sur l'écart TVA, lequel est répercuté sur le compte des SNF et celui des ménages).

Tableau B.16 : compte des ménages

	2015 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2015_PROV	2015_SD	Révisions	Total	2014DEF	2015SD
Revenus d'activité nets (1)	813,9	1,6	1,5	-0,2	-0,9	4,9	4,0
Revenu mixte	89,2	3,7	2,5	-1,2	-1,0	1,2	0,2
Salaires reçus	724,7	1,4	1,4	0,0	0,0	3,7	3,7
Revenus du patrimoine (2)	283,5	-0,4	0,4	0,8	2,3	0,3	2,5
EBE des ménages purs	176,0	0,1	2,2	2,1	3,6	0,3	4,0
Revenus de la propriété reçus	124,4	-3,5	-1,8	1,7	2,2	-0,1	2,2
Revenus de la propriété versés	17,0	-18,6	3,1	21,7	3,6	0,0	3,6
Cotisations sociales des salariés et non salariés	151,0	2,0	1,6	-0,4	-0,6	0,1	-0,5
Cotisations sociales APU	122,1	2,0	1,7	-0,2	-0,3	0,0	-0,3
Cotisations sociales hors APU	28,9	2,2	1,5	-0,8	-0,3	0,1	-0,2
Prestations sociales en espèces reçues (3)	476,0	1,9	1,5	-0,4	-2,1	0,8	-1,3
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	216,4	1,7	1,7	0,1	0,2	0,3	0,5
<i>Impôts sur le revenu</i>	192,3	1,6	1,7	0,1	0,2	0,1	0,3
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-3,7	2,2	-1,3	-3,4	-3,4	0,0	-3,4
Revenu disponible brut	1 353,3	1,4	1,1	-0,3	-4,4	5,7	1,3
Dépense de consommation finale	1 160,6	1,3	1,7	0,3	4,0	0,6	4,6
Transferts sociaux en nature reçus	385,2	1,6	1,7	0,0	0,1	0,4	0,5
<i>Transferts sociaux en nature marchands</i>	130,4	2,1	1,8	-0,4	-0,5	0,2	-0,3
<i>Transferts sociaux en nature non-marchands</i>	254,8	1,3	1,6	0,3	0,6	0,2	0,8
Consommation finale effective	1 545,8	1,4	1,7	0,3	4,1	1,0	5,1
Épargne brute	192,7	2,1	-2,2	-4,3	-8,3	5,1	-3,3
Formation brute de capital fixe	117,9	-0,6	-0,8	-0,3	-0,4	1,6	1,2
<i>El</i>	9,8	-0,4	5,9	6,3	0,6	0,1	0,7
<i>ménages purs</i>	108,1	-0,6	-1,4	-0,8	-0,9	1,4	0,5
Capacité de financement (en Md€)	67,5	5,2	-5,3	-10,6	-10,6	3,4	-7,2

Au total, en 2015, le revenu disponible brut (RDB) des ménages est revu de +1,3 Md€ entre les comptes provisoire et semi-définitif. Cependant, compte tenu des révisions apportées également sur 2014, le RDB progresse de +1,1 % (contre +1,4 % lors du compte provisoire).

Dans le même temps, en 2015, la dépense de consommation des ménages est révisée de +4,0 Md€ par rapport au compte provisoire (du fait des révisions sur l'assurance vie et sur les SIFIM, cf. note sur le TES), de sorte que l'évolution du taux d'épargne est revue de -0,6 point à 14,2 %, cf. tableau B.17). En conséquence, le taux d'épargne est en baisse alors qu'il augmentait doucement dans la campagne de comptes précédente.

Le prix des dépenses de consommation finale des ménages étant également revu à la hausse, l'évolution du pouvoir d'achat du RDB est plus basse de 0,8 point au compte semi-définitif, mais reste positive (+0,8 %). Par unité de consommation, le pouvoir d'achat du RDB augmente en 2015 de +0,3 %, contre +1,1 % au compte définitif.

Tableau B.17 : principaux ratios du compte des ménages

	2015 SD en niveau	Evolutions (en points)			Rev en niveau (en pts)	
		2015_PROV	2015_SD	Révisions	2014DEF	2015SD
Taux d'épargne (En %)	14,2	0,1	-0,5	-0,6	0,3	-0,3
Taux d'épargne financière (En %)	5,0	0,3	-0,5	-0,8	0,2	-0,5
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	0,8	1,6	0,8	-0,8		
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	0,3	1,1	0,3	-0,8		

B.3.4. LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST LÉGÈREMENT DÉGRADÉ

En 2015, le besoin de financement des administrations publiques (APU) est accru de 2,2 Md€ par rapport à la notification EDP d'octobre 2016 (+1,2 par rapport à celle d'avril 2016). Le besoin de financement des administrations centrales augmente ainsi de 1,4 Md€ (dont 1,1 Md€ sur les ODAC), celui des APUL de 0,8 Md€ et celui des administrations de sécurité sociale est presque inchangé (le semi-définitif avancé étant l'occasion de revoir le compte des Asso). En part de PIB, le déficit notifié des APU atteint 3,6 %, contre 3,5 % lors de la notification EDP d'octobre 2016.

État

Le besoin de financement de l'État est dégradé de 325 M€, les révisions se compensant pour beaucoup. On note, dans le sens d'une amélioration du déficit :

- 220 M€ au motif du décalage TVA (correction de droit constaté) suite à une actualisation de la source (GF3C)
- + 190 M€ suite à la correction d'une erreur dans le traitement du prélèvement de l'État sur les CCI
- +120 M€ de correction passée pour tenir compte de la mesure en faveur des retraités modestes (en lien avec la suppression de la première tranche d'impôt sur le revenu)

A l'inverse, les révisions sur les crédits d'impôts (CIR et CICE) viennent dégrader le déficit de l'État à hauteur de 900 M€. La créance de CIR est ainsi revue à la hausse (+300 M€) comme celle du CICE (+300 M€ qui sont dûs à l'utilisation au moment du provisoire d'un fichier non définitif). La dépense fiscale (qui sert à estimer l'impôt qu'aurait dû percevoir l'État en l'absence de ces crédits d'impôts, et donc qui est comptée en recette) est également révisée (-400 M€ pour le CICE et +100 M€ pour le CIR).

Odac

Le besoin de financement des Organismes d'Administration Centrale est dégradé de 1,1 Md€. L'investissement est revu à la hausse du fait d'une correction d'erreur sur le CEA (impact de 250 M€ sur le déficit), de même que les salaires et consommations intermédiaires des universités dont le compte est incomplet au moment du provisoire.

Enfin, le compte de la CSPE a été revu lors du compte semi-définitif, aggravant le déficit de 470 M€. Au provisoire le compte a été estimé sur la base d'un scénario interne à la DGT qui tablait sur une capacité de financement de la CSPE, cohérent avec l'idée que la dette vis-à-vis d'EDF est appelée à être remboursée. Au compte semi-définitif le compte est juste équilibré.

Administrations de sécurité sociale

Le déficit des administrations de sécurité sociale est très peu revu depuis la notification d'octobre 2016, la petite partie du champ non couverte par le SD avancé ayant très peu d'impact sur le déficit. A noter notamment une erreur corrigée sur le compte de la CNSA à hauteur de 300 M€ qui portait sur les concours APA – PCH, compensée par les révisions portant sur le compte des hôpitaux et des autres régimes de salariés (opéra, comédie française etc.).

Administrations publiques locales

Le besoin de financement est dégradé de 0,8 Md€. La révision s'explique par de petites corrections qui se cumulent sur les données sources et la correction crédit bail de l'Insee qui modifie

l'investissement des APUL (impact sur le solde de -185M€). Au moment du provisoire l'information n'est pas disponible.

Tableau B.18 : ratios et soldes des administrations publiques

	Niveaux		Rév 2015	Niveaux		Rév 2014
	2015SD	2015SDA		2014DEF	2014SD	
Capacité ou besoin de financement (Md€)	-78,7	-76,5	-22	-84,4	-84,8	0,5
Administrations publiques centrales	-73,9	-72,4	-1,4	-72,0	-72,4	0,3
Administrations publiques locales	-0,1	0,7	-0,8	-4,6	-4,6	0,0
Administrations de sécurité sociale	-4,7	-4,8	0,0	-7,8	-7,9	0,1
Taux de PO	44,4	44,7	-0,3	44,6	44,8	-0,1
Déficit	-3,6	-3,5	-0,1	-3,9	-4,0	0,0

B.3.5. LE BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION SE RÉDUIT EN 2015

La prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la balance des paiements conduit à revoir le solde des échanges extérieurs à la baisse en 2015 (-3,2 Md€, à -33,1 Md€), du fait d'une révision à la baisse du niveau des exportations en 2015 supérieure à celle des importations en valeur.

Le solde des opérations de répartition est également dégradé au compte semi-définitif, du fait des révisions enregistrées sur les revenus de la propriété, les impôts et les transferts en capital. L'évolution du solde des revenus de la propriété est revue de -5,2 Md€, principalement du fait des dividendes. Au total, le solde des opérations de répartitions est moins dynamique qu'au compte provisoire (+6,5 % au semi-définitif, contre +13,8 % précédemment). Il en résulte une révision du besoin de financement de la nation de -10,5 Md€, à -50,3 Md€ (soit -2,3 % de PIB). Ces révisions ne changent pas le diagnostic d'une amélioration du besoin de financement de la nation.

Graphique B.7 : Le besoin de financement de la nation (en % du PIB)

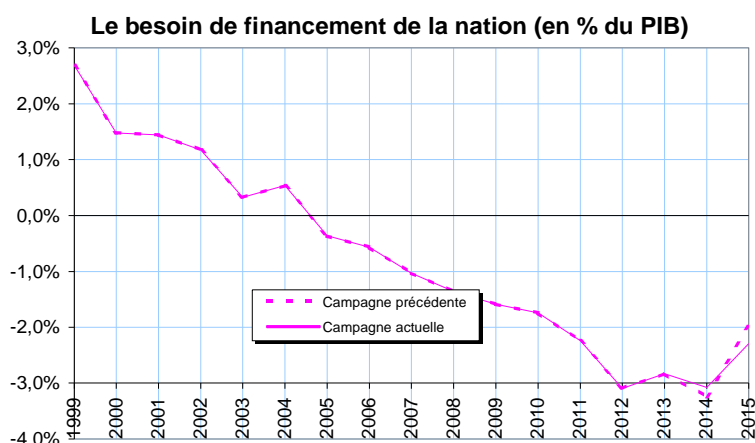


Tableau B.19 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2015 SD en niveau	Evolutions (en % ou en Md€)			Révisions en niveau (en Md€)		
		2015_PROV	2015_SD	Révisions	Total	2014DEF	2015SD
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-33,1	12,5	9,3	-3,2	-3,2	0,1	-3,0
Exportations	651,1	5,7	4,9	-0,9	-5,2	1,4	-3,8
Exportations de biens (FAB)	466,4	5,8	4,6	-1,2	-5,5	-0,2	-5,8
Importations	684,2	3,5	3,2	-0,3	-2,1	1,3	-0,8
Importations de biens (FAB)	492,8	2,1	1,5	-0,6	-2,9	2,4	-0,5
Solde des opérations de répartition (Md€)	-17,2	13,8	6,5	-7,3	-7,3	3,1	-4,2
Rémunérations des salariés (Md€)	18,5	1,6	1,7	0,1	0,1	0,0	0,1
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,4	-0,3	0,1	0,4	0,4	0,0	0,4
Revenus de la propriété (Md€)	8,4	5,8	0,6	-5,2	-5,2	2,5	-2,7
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-11,4	-0,2	-0,5	-0,2	-0,2	0,3	0,1
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-37,9	6,0	4,6	-1,3	-1,3	0,3	-1,0
Transferts en capital (Md€)	-1,2	0,9	-0,1	-1,0	-1,0	0,0	-1,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-50,3	26,3	15,8	-10,5	-10,5	3,3	-7,2
En % du PIB (évolution en points)	-2,3	1,3	0,8	-0,5			

C. Principales révisions intervenues sur le compte provisoire 2016 par rapport à la première estimation des comptes trimestriels pour le 1^{er} trimestre 2017

Tableau C.1 : fiche de PIB en volume, révisions du compte 2016

	Niveaux au SD 2015 Md€ courants	PE du T1 2017 (%) CJO	Prov. 2016 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2016 (%) non CJO
PIB	2 194,1	1,1	1,1	0,0	1,2
Importations	684,1	3,5	4,2	0,7	4,2
Dépenses de consommation des ménages	1 160,5	1,8	2,1	0,3	2,3
Dépenses de consommation des APU	520,9	1,4	1,2	-0,2	1,3
FBCF totale	473,3	2,7	2,7	0,0	2,8
dont ménages	108,1	2,1	2,4	0,3	2,4
dont ENF	265,4	3,9	3,4	-0,6	3,6
dont sociétés financières	18,9	2,7	6,6	3,9	6,6
dont APU	76,2	-0,7	-0,2	0,5	-0,1
Exportations	650,8	1,2	1,8	0,7	1,8
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		1,9	2,0	0,1	2,1
<i>Consommation des ménages</i>		1,0	1,1	0,2	1,2
<i>Consommation des APU</i>		0,3	0,3	0,0	0,3
<i>FBCF totale</i>		0,6	0,6	0,0	0,6
Variations de stocks		-0,1	-0,1	-0,1	-0,2
Commerce extérieur		-0,7	-0,8	0,0	-0,8

Tableau C.2 : fiche de PIB en valeur, révisions du compte 2016

	Niveaux au SD 2015 Md€ courants	PE du T1 2017 (%) CJO	Prov. 2016 (%) CJO	Ecart (pt)	Prov. 2016 (%) non CJO
PIB	2 194,1	1,9	1,5	-0,4	1,6
Importations	684,1	1,1	1,7	0,5	1,7
Dépenses de consommation des ménages	1 160,5	1,9	2,1	0,2	2,2
Dépenses de consommation des APU	520,9	1,4	1,1	-0,2	1,1
FBCF totale	473,3	3,6	3,3	-0,3	3,4
dont ménages	108,1	3,2	3,2	0,1	3,2
dont ENF	265,4	4,8	4,1	-0,7	4,3
dont sociétés financières	18,9	3,1	7,0	3,9	7,1
dont APU	76,2	0,0	-0,2	-0,2	-0,1
Exportations	650,8	0,2	0,2	0,0	0,2
Contributions à l'évolution du PIB :					
Demande intérieure hors stocks		2,1	2,1	0,0	2,2
<i>Consommation des ménages</i>		1,0	1,1	0,1	1,2
<i>Consommation des APU</i>		0,3	0,3	-0,1	0,3
<i>FBCF totale</i>		0,8	0,7	-0,1	0,7
Variations de stocks		0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Commerce extérieur		-0,3	-0,5	-0,2	-0,5

C.1. SOURCES DE RÉVISION DU PIB AU COMPTE PROVISOIRE PAR RAPPORT À LA PREMIÈRE ESTIMATION DU 1^{ER} TRIMESTRE 2017

Les comptes trimestriels publiés lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2017 (publiés le 28 avril 2017) ont fourni une estimation de la croissance de l'activité en 2016. Ils étaient fondés sur des relations d'étalonnages, construites entre des indicateurs conjoncturels annualisés et les comptes annuels correspondant sur longue période (dans leur version publiée le 30 mai 2016) en base 2010.

Chaque année lors de la confection d'un compte provisoire, trois sources habituelles conduisent à des révisions significatives. En premier lieu, les relations d'étalonnages sont ré-estimées en intégrant les deux derniers points annuels : les comptes définitif et semi-définitif de la campagne en cours (soit dans le cas présent les comptes définitif 2014 et semi-définitif 2015). Ceci modifie la dynamique des agrégats macro-économiques sur la fin de période.

Outre ces révisions liées aux ré-estimations des modèles économétriques, le compte provisoire intègre chaque année un calage sur certaines données annuelles : le compte des administrations publiques, celui des sociétés financières, celui des institutions sans buts lucratifs au service des ménages (ISBLSM), ainsi que le compte de l'agriculture.

Enfin, le compte provisoire intègre les résultats d'une concertation avec les comptables annuels. Elle se fait dans un premier temps sur les données de consommation, avec la section consommation de la division Synthèses des biens et services. Elle se fait ensuite sur les équilibres ressources-emplois (ERE) avec les responsables secteurs-produits (RSP). Cette concertation est l'occasion d'intégrer des informations non prises en compte en période courante, en essayant d'anticiper au mieux les méthodes d'évaluation qui sont employées lors d'un compte semi-définitif. Elle permet aussi de veiller, davantage que ce n'est le cas en période courante, à la cohérence d'ensemble des ERE en volume et en prix.

C.1.1. LE PIB EN VOLUME DANS LA MÉCANIQUE DE CONSTRUCTION DU COMPTE

La croissance en volume est inchangée en 2015

La révision est précisément de +0,01 point en données CJO (cf. tableau C.3), l'arrondi demeurant à +1,1 % CJO. L'estimation brute s'établit à +1,2 %.

Pour comparer la nouvelle estimation à celle de la première estimation (PE) du 28 avril 2017, on suit la mécanique de construction du PIB dans les comptes trimestriels, qui mélange trois approches (en première approximation : approche production pour les biens, approche demande pour les services et approche revenus pour l'administration publique). Pour l'année 2016, la composante « biens » révisé à la hausse et les deux autres à la baisse.

Les équilibres ressources-emplois (ERE) de type « biens » (agriculture, industrie manufacturière, transports) sont construits dans l'optique « production » et soldés sur les variations de stocks (ainsi que sur les marges de transport pour le produit « transports »). Ils contribuent à hauteur de +0,16 pt à la révision du PIB.

Pour ces produits, la ré-estimation des modèles d'étalonnage ainsi que la concertation avec les RSP ont conduit à rehausser la production de 0,07 pt (arrondi passant de +0,5 % à +0,6 %). Les consommations intermédiaires dans ces produits sont révisées en nette baisse (-0,48 pt) de sorte que, cumulées, les révisions de la production et des consommations intermédiaires en « biens » contribuent donc à la révision du taux de croissance du PIB à hauteur de +0,21 pt.

A contrario les marges de commerce sur les « biens » sont révisées en baisse et contribuent à hauteur de -0,08 pt à la révision du taux de croissance du PIB : cette révision des marges de commerce est à relier à celle de la consommation en biens (cf. infra). Enfin les révisions des marges de transport et des impôts nets des subventions sur produits contribuent marginalement à la baisse à la révision du taux de croissance du PIB (+0,01 pt au total).

Les ERE de type « services » (services hors administration et transports, mais y compris construction et eau, gaz et électricité) sont construits selon l'approche « demande » et soldés sur la production. Ils contribuent à hauteur de -0,10 point à la révision du PIB. Les révisions portent principalement sur les échanges extérieurs, à un degré moindre sur la consommation et la FBCF.

- Les révisions apportées aux dépenses de consommation des ménages en « services » sont globalement faibles, elles contribuent à hauteur de +0,02 pt la révision du PIB.
- La FBCF, dont la majeure partie correspond à la construction, est révisée en baisse et contribue à la révision du PIB à hauteur de -0,03 pt. La révision est particulièrement importante sur le logement.
- Les révisions des échanges extérieurs de « services » sont également importantes, avec l'intégration de nouvelles informations de la Balance des Paiements. La révision du solde contribue à hauteur de -0,10 pt à celle du PIB.

Enfin, l'**ERE du produit administration**, qui relève de l'approche « revenus » (production estimée par la somme des coûts : rémunérations, consommations intermédiaires et consommation de capital fixe), contribue à hauteur de -0,05 point à la révision de la croissance du PIB.

Tableau C.3 : contributions, dans l'approche construction du PIB, des différentes opérations à l'évolution du PIB en volume (CJO)

	PE du T1 2017 (%)	Prov. 2016 (%)	Révision (%)
PIB	1,10	1,11	0,01
Approche « biens »	0,09	0,25	0,16
Production	0,19	0,20	0,02
Emplois intermédiaires	-0,49	-0,30	0,19
Impôts nets des subventions sur produits	0,08	0,09	0,01
Marges de transport	0,00	0,00	0,00
Marges commerciales	0,32	0,26	-0,06
Approche « services »	0,94	0,84	-0,10
Consommation finale effective des ménages	0,68	0,70	0,02
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,01	0,00
FBCF	0,33	0,30	-0,03
Variations de stocks	-0,04	-0,04	0,00
Solde extérieur	-0,03	-0,14	-0,10
Approche « revenus »	0,07	0,02	-0,05
Consommation collective effective en administration	0,07	0,04	-0,03
Consommation individuelle effective en administration	0,00	-0,03	-0,02

C.1.2. LE DÉFLATEUR DU PIB DANS LA MÉCANIQUE DE CONSTRUCTION DU COMPTE

Le déflateur du PIB est en revanche revu en baisse sensible (- 0,42 pt, à + 0,4 %). La révision provient aussi bien des « biens » (-0,25 pt de contribution), et plus précisément des prix de la production comme des consommations intermédiaires en biens (contributions de -0,13 pt et -0,09 pt respectivement), que des « services » (-0,19 pt). En approche demande, cette révision en baisse des prix de production des biens et en hausse des prix de consommations intermédiaires en biens a pour contrepartie une révision à la baisse du prix aussi bien des stocks que du commerce extérieur (via une révision en baisse plus importante des prix d'exportations que des prix d'importations).

Les « services » expliquent également une partie de la révision du déflateur du PIB, certes plus faible, via principalement la révision en baisse du déflateur de la consommation de services financiers (elle-même liée à la prise en compte des effets de la nouvelle méthode d'estimation des Sifim, et à la prise en compte d'informations indiquant une diminution plus marquée qu'anticipé des rendements des contrats d'assurance-vie) et du déflateur de la FBCF en construction.

Tableau C.4 : contributions, dans l'approche construction du PIB, des différentes opérations à l'évolution du PIB en prix (CJO)

Opération	PE du T1 2017 (%)	Prov. 2016 (%)	Révision (%)
PIB	0,82	0,40	-0,42
Approche « biens »	0,46	0,21	-0,25
Production	-0,61	-0,74	-0,13
Emplois intermédiaires	1,17	1,08	-0,09
Impôts nets des subventions sur produits	0,05	0,02	-0,03
Marges de transport	0,00	0,00	0,00
Marges commerciales	-0,15	-0,15	0,00
Approche « services »	0,36	0,17	-0,19
Consommation finale effective des ménages	0,19	0,07	-0,12
Consommation collective effective (hors administration)	0,01	0,00	-0,01
FBCF	0,18	0,12	-0,05
Variations de stocks	-0,01	0,00	0,00
Solde extérieur	-0,01	-0,02	-0,01
Approche « revenus »	0,00	0,02	0,02
Consommation collective effective en administration	0,00	0,02	0,02
Consommation individuelle effective en administration	0,00	0,00	0,00

C.1.3. LE PIB EN VALEUR DANS LA MÉCANIQUE DE CONSTRUCTION DU COMPTE

La croissance du PIB en valeur révisé de 0,41 pt à la baisse, de +1,9 % à +1,5 %.

C.2. DANS L'APPROCHE DEMANDE : RÉVISIONS EN HAUSSE DE LA DEMANDE INTÉRIEURE, EN BAISSSE DES VARIATIONS DE STOCKS

La contribution de la demande intérieure hors stocks est révisée en hausse (à + 2,0 pt au lieu de + 1,9 pt), tandis que celle des stocks est révisée de -0,1 pt. Celle du commerce extérieur n'est quasiment pas modifiée mais l'arrondi bascule (- 0,8 pt au lieu de -0,7 pt).

C.2.1. DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES RÉVISÉES EN LÉGÈRE HAUSSE

Par rapport à la première estimation du T1 2016, la hausse des dépenses de consommation en volume des ménages en 2015 est légèrement accentuée : + 1,5 % au lieu de + 1,4 %.

Les révisions en 2015 résultent de l'intégration de nouvelles informations, qui ne peuvent pour la plupart pas l'être en période courante.

Les principales révisions concernent (cf. tableau C.5) :

- Les produits agricoles, dont la consommation ressort maintenant en hausse (+ 2,2 % au lieu de - 1,0 %).
- Les produits agro-alimentaires (+ 0,6 % au lieu de + 1,1 %). Pour ces produits comme pour les produits agricoles, les comptes trimestriels sont construits en valeur à partir d'indicateurs de la Banque de France puis déflatés par l'indice des prix à la consommation.
- Les services de transport (+ 3,1 % au lieu de + 1,5 %).
- Les autres services marchands (+ 2,3 % au lieu de + 1,8 %).
- La correction territoriale : la prise en compte des données de la BdP conduit à la fois à abaisser la consommation des non-résidents en France (fréquentation touristique étrangère) et à rehausser la consommation des résidents à l'étranger. Il en résulte une dégradation symétrique du solde extérieur.

Tableau C.5 : Dépense de consommation des ménages par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2017	Prov. 2016 (%)	Contrib écart	SD 2015 (%)	Prov. 2016
	2015	(%)		total	(%)	(%)
	Md€ courants	CJO	CJO		non CJO	non CJO
Produits agricoles	33,6	-1,0	2,2	0,1	-0,4	2,6
Produits agro-alimentaires	175,3	1,1	0,6	-0,1	1,4	1,0
Énergie	94,7	1,8	2,2	0,0	1,7	2,0
Biens fabriqués	242,7	2,4	2,4	0,0	2,8	2,6
Construction	17,9	0,7	0,5	0,0	-0,8	0,5
Commerce	13,0	2,3	3,3	0,0	2,5	3,6
Transport	38,7	1,5	3,1	0,1	0,4	3,1
Services financiers	63,9	1,0	1,4	0,0	1,3	1,4
Services immobiliers	226,1	1,3	1,0	0,0	1,2	1,0
Autres services marchands	193,5	1,8	2,3	0,1	0,6	2,5
Services non marchands	67,2	1,5	0,9	0,0	0,7	1,0
Correction territoriale	-6,0	-45,8	-78,6	0,2	-2,0	-78,6
Total	1 160,5	1,8	2,1	0,3	1,4	2,3

Le déflateur des dépenses de consommation est révisé de -0,1 pt (-0,10 pt précisément) : il s'établissait à 0,0 % lors de la première estimation du 1^{er} trimestre, contre -0,1 % dans le compte provisoire. La révision en baisse est principalement imputable aux services financiers (Sifim et assurance-vie) ainsi qu'aux services de logement. En revanche le déflateur de la dépense de consommation en produits agricoles est revu en nette hausse : il s'établit maintenant à +4,8 % au lieu de +2,7 %.

C.2.1. LES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES APU SONT REVUES EN LÉGÈRE BAISSÉ

La hausse des dépenses de consommation des APU est abaissée de 0,2 pt, à +1,2 % (cf. tableau C.6). La révision concerne aussi bien les dépenses collectives qu'individualisables. Les révisions sont sur ce compte d'ampleur modérée. L'évolution retenue au compte provisoire est conforme au rythme tendanciel de progression de la dépense de consommation des APU.

Tableau C.6 : Dépense de consommation des APU par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2017	Prov. 2016 (%)	Contrib écart	Prov. 2016
	2015	(%)		total	(%)
	Md€ courants	CJO	CJO		non CJO
Produits fabriqués	29,9	4,3	3,6	0,0	3,8
Transports	3,2	2,4	5,5	0,0	5,5
Services immobiliers	15,6	0,1	2,3	0,1	2,3
Autres services marchands	33,1	2,2	1,2	-0,1	1,2
Services non marchands	439,3	1,2	1,0	-0,2	1,0
dont collective	170,7	0,9	0,5	-0,1	0,5
dont individualisable	268,6	1,4	1,3	0,0	1,3
Total	521,8	1,4	1,2	-0,2	1,3

C.2.3. LA DYNAMIQUE DE LA FBCF EST INCHANGÉE

Le dynamisme de l'investissement (+2,7 % en volume) est confirmé.

Par produit, l'investissement dans la construction est revu en baisse, principalement dans les travaux publics. La reprise de l'investissement des ménages en logement est au contraire accentuée. Les investissements en matériels de transport sont en revus en hausse, du fait notamment de livraisons de matériels militaires plus importantes qu'anticipé. L'investissement en services est revu en hausse.

Par secteur institutionnel, la FBCF des APU apparaît maintenant quasi stable (-0,2 % au lieu de -0,7 %) et la reprise de l'investissement des ménages est légèrement amplifiée (+2,4 % au lieu de

+2,1 %). Bien que revue en baisse (+3,4 % au lieu de +3,9 %), la FBCF des ENF demeure dynamique.

Tableau C.7 : FBCF par secteur institutionnel et par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2015 Md€	PE du T1 2017 (%) CJO	Prov. 2016 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2016 (%) non CJO
Entreprises non financières	265,4	3,9	3,4	-0,3	3,6
<i>dont biens fabriqués</i>	90,4	5,3	4,1	-0,2	4,5
<i>dont BTP</i>	66,7	3,6	1,8	-0,2	1,9
<i>dont "services aux entreprises"</i>	108,2	3,0	3,7	0,2	3,9
Ménages	108,1	2,1	2,4	0,1	2,4
<i>dont bâtiment</i>	86,1	1,0	1,3	0,1	1,3
<i>dont services aux entreprises</i>	22,1	6,5	6,9	0,0	7,0
Administrations publiques	76,2	-0,7	-0,2	0,1	-0,1
<i>dont matériels de transports</i>	4,3	13,4	54,8	0,4	55,1
<i>dont BTP</i>	45,7	-3,3	-5,4	-0,2	-5,2
<i>dont services et entreprises</i>	22,1	1,4	0,7	0,0	0,7
Sociétés financières	18,9	2,7	6,6	0,2	6,6
Total	473,2	2,7	2,7	0,0	2,8

L'investissement des sociétés financières est révisé sensiblement à la hausse (+6,6 % au lieu de +2,7 % CJO) avec l'intégration de leur compte provisoire. L'information demeure très parcellaire sur ce secteur institutionnel. L'amplitude de la révision sur l'année 2016 n'a rien d'exceptionnel.

C.2.4. DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS TOUJOURS DYNAMIQUES

Les échanges extérieurs contribuaient négativement à la croissance du PIB dans l'estimation précédente, à hauteur de 0,7 pt ; c'est toujours le cas au compte provisoire (-0,8 pt).

Les exportations en valeur sont globalement peu révisées, leur progression s'établit toujours à +0,2 %. Les révisions à la hausse notamment sur les matériels de transports sont en particulier compensées par la révision en baisse des dépenses de consommation en France des non-résidents.

En revanche, le prix des exportations est revu en nette baisse (-1,7 % au lieu de -1,0 %) : la révision en baisse est notable sur les matériels de transport, mais concerne aussi d'autres types de biens ainsi que les services de transport. Il en résulte une révision en nette hausse du dynamisme des exportations (+1,8 % au lieu de +1,2 %).

Tableau C.8 : Exportations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD 2015 Md€	PE du T1 2017 (%) CJO	Prov. 2016 (%) CJO	Contrib écart total	Prov. 2016 (%) non CJO
Produits agricoles	16,2	-6,4	-6,6	0,0	-6,3
Produits agro-alimentaires	45,1	0,9	1,3	0,0	1,1
Énergie	22,1	-4,0	-9,2	-0,2	-9,2
Biens d'équipement	86,8	-0,2	1,0	0,2	0,8
Matériels de transport	109,6	4,4	7,6	0,5	7,8
Autres biens	186,4	2,5	2,5	0,0	2,6
Commerce	6,6	-0,4	0,2	0,0	0,2
Transport	30,9	0,8	6,1	0,2	6,1
Services financiers	12,9	-9,2	4,3	0,3	4,3
Autres services marchands	92,0	3,2	1,0	-0,3	0,9
Services non marchands	0,7	8,9	25,4	0,0	25,4
Correction territoriale	41,5	-4,2	-6,9	-0,2	-6,9
Total	650,8	1,2	1,8	0,7	1,8

Tableau C.9 : Importations par produits (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2017	Prov. 2016 (%)	Contrib écart total	Prov. 2016
	2015 Md€	(%) CJO	CJO		(%) non CJO
Produits agricoles	13,2	4,4	7,2	0,1	7,5
Produits agro-alimentaires	38,6	1,9	2,3	0,0	2,3
Énergie	58,9	-0,8	-0,5	0,0	-0,2
Biens d'équipement	109,3	3,5	3,9	0,1	4,1
Matériels de transport	81,9	13,5	12,5	-0,1	11,9
Autres biens	207,1	3,0	2,6	-0,1	2,7
Commerce	10,1	-1,3	7,0	0,1	7,0
Transport	42,6	-1,3	6,5	0,5	6,5
Services financiers	6,1	4,3	10,0	0,1	10,0
Autres services marchands	96,2	1,2	2,5	0,2	2,5
Services non marchands	0,8	16,0	-15,7	0,0	-15,7
Correction territoriale	35,5	2,5	5,2	0,1	5,2
Total	684,1	3,5	4,2	0,7	4,2

Les importations sont également revues en hausse (+4,2 % au lieu de +3,5 %). Les révisions sont cette fois plus importantes en valeur qu'en prix. En particulier, en valeur, la dépense de consommation des résidents à l'étranger est revue en nette hausse.

C.2.5. UNE CONTRIBUTION NÉGATIVE DES VARIATIONS DE STOCKS

La première estimation du 1^{er} trimestre 2016 faisait état d'une contribution négative des variations de stocks à la croissance en volume, à hauteur de -0,1 pt. Dans le compte provisoire, le moindre stockage est confirmé, mais la contribution en volume est revue à -0,14 pt au lieu de -0,06 pt. Les révisions sur les variations de stocks découlent des concertations avec les RSP et du calage sur les exogènes

C.2.6. PRODUCTION, VALEUR AJOUTÉE ET PRODUCTIVITÉ APPARENTE DU TRAVAIL

La hausse de la production totale est atténuée

La production totale des branches en volume progresse de +1,0 % en données brutes. En données CJO, l'évolution de la production est révisée en baisse de 0,5 pt.

Par produits les révisions sont concentrées sur les services financiers et les services marchands. Sauf pour les services financiers, les révisions proviennent des nouvelles relations d'étalonnage intégrant les révisions des comptes annuels et de la concertation avec les RSP, dont les ERE sont élaborés à un niveau plus détaillé que dans la mécanique des comptes trimestriels.

La production agricole, victime des intempéries, pèse lourdement sur l'évolution d'ensemble. La production manufacturière ralentit nettement par rapport à 2015.

Tableau C.10 : Production par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2017	Prov. 2016 (%)	Contrib écart total	Prov. 2016 (%)
	2015 Md€	(%) CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	87,7	-5,7	-5,6	0,0	-5,5
Produits agro-alimentaires	160,6	-2,0	-1,1	0,0	-0,9
Énergie	184,3	0,4	0,4	0,0	0,4
Biens d'équipement	80,8	-0,2	1,7	0,0	1,7
Matériels de transport	127,2	5,1	4,0	0,0	4,6
Autres biens	343,2	0,7	0,4	0,0	0,5
Construction	270,5	0,7	0,0	0,0	0,0
Commerce	399,0	2,0	1,5	0,0	1,7
Transports	190,3	2,5	1,7	0,0	
Services financiers	221,7	1,3	-1,6	-0,2	-1,5
Services immobiliers	305,8	1,5	1,3	0,0	1,3
Autres services marchands	893,3	2,7	1,9	-0,2	2,1
Services non marchands	583,7	1,2	1,0	0,0	1,0
Total	3 848,2	1,4	0,9	-0,5	1,0

La croissance de la valeur ajoutée est inchangée, à + 1,0 % CJO

La valeur ajoutée totale accélère légèrement (+1,0 % après -0,8 % en 2015). Elle accélère dans les branches manufacturières tandis qu'elle se contracte fortement dans l'agriculture.

Tableau C.11 : Valeur ajoutée par branches (volumes chaînés)

	Niveaux au SD	PE du T1 2017	Prov. 2016 (%)	Contrib écart total	Prov. 2016 (%)
	2015 Md€	(%) CJO	CJO		non CJO
Produits agricoles	34,6	-11,7	-9,8	0,0	-9,7
Produits agro-alimentaires	46,8	-2,4	-1,9	0,0	-1,7
Énergie	53,0	0,8	0,7	0,0	0,7
Biens d'équipement	29,8	0,2	3,7	0,1	3,6
Matériels de transport	26,7	3,8	6,4	0,0	7,0
Autres biens	121,5	0,7	1,2	0,0	1,3
Construction	107,5	0,1	0,0	0,0	0,1
Commerce	195,6	1,3	1,1	0,0	1,3
Transports	93,8	3,5	2,8	0,0	2,9
Services financiers	88,0	0,4	-1,7	-0,1	-1,6
Services immobiliers	253,1	1,1	0,9	0,0	0,9
Autres services marchands	466,0	2,2	1,9	-0,1	2,1
Services non marchands	446,7	0,8	0,9	0,0	0,9
Total	1 963,2	1,0	1,0	-0,1	1,1

Des gains de productivité plus soutenus

Le tableau C.12 illustre l'évolution de la productivité apparente du travail (estimée ici en rapportant la valeur ajoutée en volume à l'emploi en personnes physiques). Les gains de productivité des sociétés non financières sont révisés en hausse (à + 1,2 % au lieu de + 0,9 %), en accélération par rapport à 2014. Sur les trois dernières années, la productivité apparente du travail des SNF croît à un rythme assez stable de l'ordre de + 1,0 % par an. Ce constat global masque de fortes hétérogénéités sectorielles avec notamment des pertes répétées de productivité dans la construction, dans un contexte conjoncturel très dégradé pour cette branche d'activité. Par contre, les gains de productivité apparente du travail sont très soutenus en 2015 dans les branches industrielles (+ 3,2 %), retrouvant des valeurs proches de leur tendance historique.

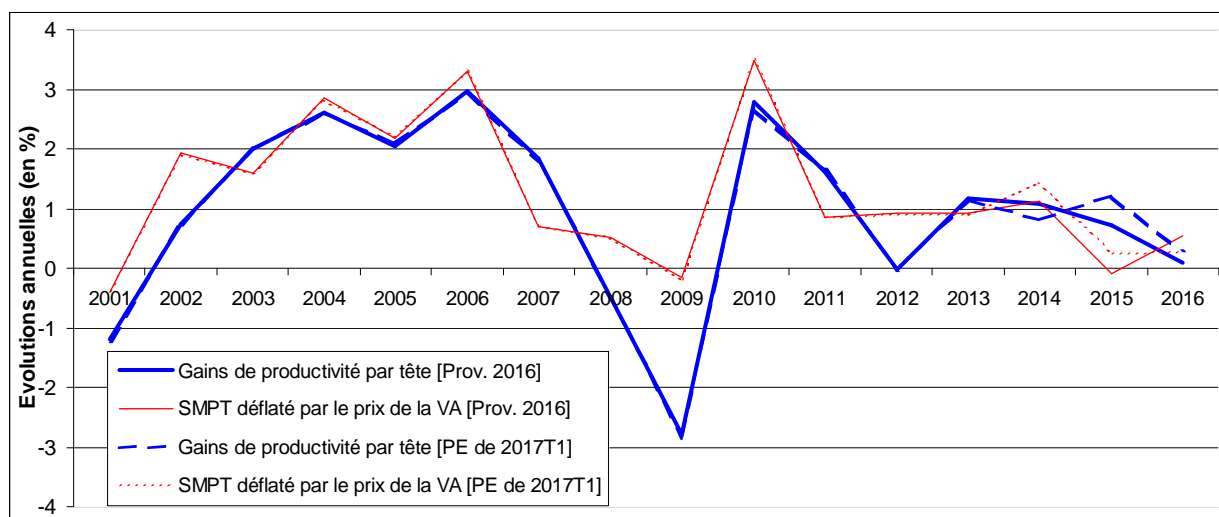
Tableau C.12 : Gains de productivité par tête dans les différentes branches (valeur ajoutée en volumes chaînés rapportée à l'emploi total)

	Moyenne 2001-2013	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
		Prov 2016 (%)				PE de 2017T1 (%)			
Industrie	2,3	1,7	1,3	2,1	2,4	1,6	0,6	3,2	1,4
Construction	-1,8	0,6	-2,0	0,9	1,4	0,6	-1,1	-0,6	1,5
Services marchands	0,6	0,5	0,9	0,4	-0,3	0,5	0,4	0,4	0,1
Sociétés non financières*	1,0	1,2	1,1	0,7	0,1	1,1	0,8	1,2	0,3

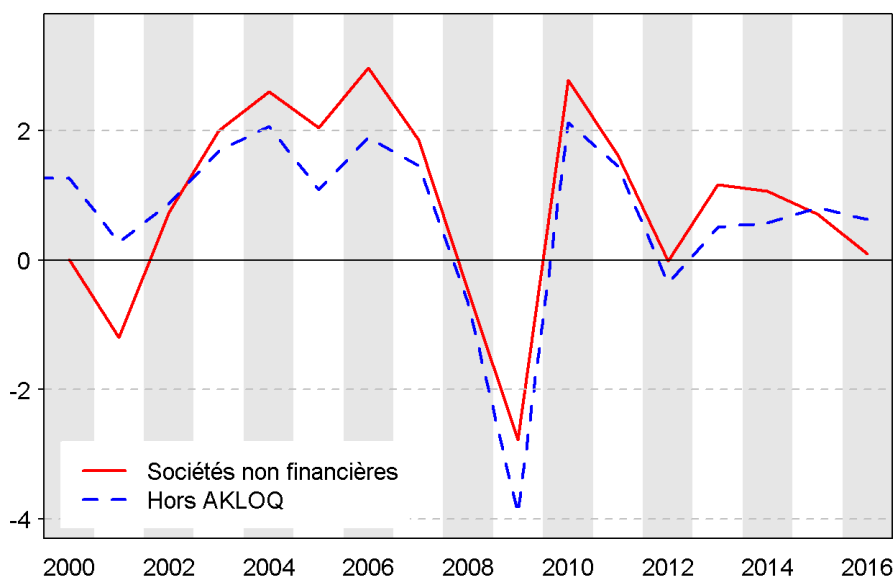
*Pour l'agrégat sociétés non-financières, la valeur ajoutée est calculée en volumes aux prix constants de l'année de base, et non en volumes chaînés.

Sur le champ des SNF, la productivité apparente du travail ralentit fortement (de +0,7 % à +0,1 %). Sur ce même champ, le salaire moyen par tête « réel » (déflaté par le prix de la valeur ajoutée) accélère légèrement (+ 0,5 % après - 0,1 %), et progresse donc cette année nettement plus vite que la productivité (cf. graphique C.1). Toutefois la décélération de l'agriculture doit beaucoup à l'agriculture : hors services non marchands, agriculture et services financiers et immobiliers, la productivité apparente du travail augmente faiblement, à un rythme néanmoins similaire aux trois années précédentes (graphique C.2).

Graphique C.1 - Productivité par tête et SMPT déflaté par le prix de valeur ajoutée, champ des sociétés non financières



Graphique C.2 - Productivité par tête des SNF, ainsi que des branches marchandes hors agriculture, services financiers et immobiliers



C.3. L'ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT ACHAT DES MÉNAGES AINSI QUE CELLE DU TAUX DE MARGE DES SNF SONT REVUES EN LÉGÈRE BAISSÉ

En 2015, la valeur ajoutée (VA) en valeur de l'ensemble des secteurs institutionnels progresse de 1,5%, après +2,0 % en 2015 (cf. tableau C.13). La croissance de la VA est tirée par les sociétés non financières. La VA des sociétés financières est elle en net recul du fait d'évolutions défavorables sur les banques et assurances.

La croissance de la VA passe de +1,8 % (donnée corrigée des jours ouvrables) dans la première estimation du T1 à +1,4 % (CJO) dans le compte provisoire (soit -0,4 point de révision). Le taux de croissance du PIB nominal est ramené de +1,9 % (CJO) dans la première estimation du T1, à +1,5 % (CJO) dans le compte provisoire.

Tableau C.13 : révision de la valeur ajoutée brute des secteurs institutionnels (en valeur)

	2016 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2015SD	2016PROV	2015SD	2016PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Sociétés non financières	1142,9	28,8	24,8	2,6	2,2	2,5	2,1	-0,4	28,1	23,6	-4,5
Sociétés financières	91,4	1,5	-5,5	1,5	-5,7	-2,8	-5,7	-2,9	-2,7	-5,5	-2,9
Administrations publiques	366,1	2,6	2,7	0,7	0,8	1,0	0,7	-0,2	3,5	2,7	-0,8
Ménages	357,0	4,9	6,6	1,4	1,9	1,4	1,8	0,4	4,9	6,3	1,3
dont EI	132,3	0,2	1,7	0,1	1,3	0,0	1,1	1,1	0,0	1,4	1,4
ménages purs	224,8	4,8	4,9	2,2	2,2	2,3	2,2	-0,1	4,9	4,9	-0,1
ISBLSM	34,9	0,5	0,4	1,3	1,2	2,2	1,2	-1,0	0,8	0,4	-0,3
Total des secteurs institutionnels	1992,3	38,3	29,0	2,0	1,5	1,8	1,4	-0,4	34,6	27,4	-7,2
Impôts nets de subventions sur les produits	236,5	8,4	5,6	3,8	2,4	2,9	2,4	-0,5	6,8	5,6	-1,2
Produit intérieur brut	2228,9	46,6	34,6	2,2	1,6	1,9	1,5	-0,4	41,5	33,0	-8,4

C.3.1. LE TAUX DE MARGE DES SNF EST STABLE, LEUR TAUX D'AUTOFINANCEMENT DE REDRESSE

Sur le champ des sociétés non financières (SNF), la valeur ajoutée croît de +2,2 %. Son taux d'évolution 2015 est néanmoins revu de 0,4 point à la baisse par rapport à la première estimation du T1.

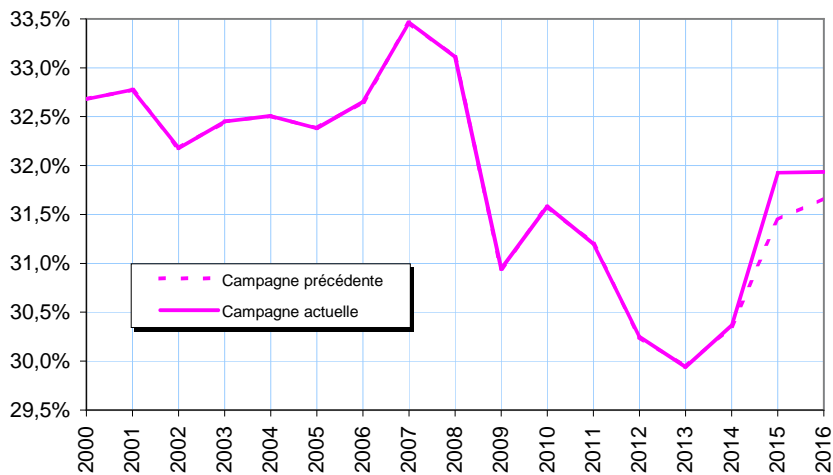
En 2016, les salaires et traitements bruts versés par les SNF sont toutefois plus dynamiques qu'en 2015 (+2,5 % après +1,7 %) et augmentent plus vite que la valeur ajoutée. L'évolution de la masse salariale se fonde sur ce qu'indique l'assiette CSG de l'Acoss, une fois ramenée au champ des sociétés financières, de sorte que soit conservée l'évolution du SMPT de l'Acoss.

Les impôts nets de subventions stagnent par ailleurs (-0,1 %) après deux années de hausse liées à la montée en charge du CICE : l'EBE des SNF progresse donc à un rythme identique à la VA, de sorte que le taux de marge n'évolue pas par rapport à 2015 (graphique C.3).

Tableau C.14 : compte des sociétés non financières

	2016 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2015SD	2016PROV	2015SD	2016PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	1 142,9	28,8	24,8	2,6	2,2	2,5	2,1	-0,4	28,1	23,6	-4,5
Rémunération des salariés	749,8	9,6	16,8	1,3	2,3	2,5	2,3	-0,2	18,1	16,8	-1,3
<i>dont salaires et traitements bruts</i>	<i>567,1</i>	<i>9,1</i>	<i>14,1</i>	<i>1,7</i>	<i>2,5</i>	<i>2,6</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>14,6</i>	<i>14,1</i>	<i>-0,5</i>
Impôts nets sur la production	28,1	-7,0	0,0	-20,0	-0,1	-4,7	0,0	4,6	-1,4	0,0	1,4
Excédent brut d'exploitation	365,0	26,2	8,0	7,9	2,2	3,2	1,9	-1,3	11,3	6,8	-4,6
Revenus nets de la propriété versés	75,9	2,3	-2,1	3,0	-2,7	-2,9	0,2	-1,9	-2,1	-0,2	
Revenus de la propriété versés	264,7	-3,9	1,1	-1,4	0,4	0,3	0,4	0,1	0,8	1,1	0,3
Intérêts versés	52,3	-9,3	-4,4	-14,1	-7,7	-8,8	-7,7	1,0	-4,4	-4,4	0,0
Dividendes versés	205,8	3,6	6,0	1,9	3,0	2,4	3,0	0,6	5,0	6,0	1,0
Revenus de la propriété reçus	188,8	-6,2	3,2	-3,2	1,7	1,3	1,7	0,4	2,7	3,2	0,5
Intérêts reçus	25,2	-11,5	0,9	-32,1	3,5	-5,9	3,5	9,4	-1,9	0,9	2,7
Dividendes reçus	155,5	3,8	3,5	2,5	2,3	2,8	2,3	-0,5	4,5	3,5	-1,0
Impôts sur le revenu et le patrimoine	39,8	-2,0	1,7	-4,9	4,4	-11,8	4,4	16,2	-4,6	1,7	6,3
Transferts courants versés (nets des reçus)	23,6	-0,4	-1,3	-1,5	-5,1	2,2	-5,1	-7,3	0,6	-1,3	-1,8
Épargne brute	225,9	26,3	9,7	13,9	4,5	7,9	3,9	-4,0	17,2	8,5	-8,8
Formation brute de capital fixe	266,8	7,4	11,1	3,0	4,4	4,9	4,1	-0,8	12,5	10,6	-1,9
Variations de stocks (Md€)	23,2	7,4	-2,0						1,2	-1,3	-2,5
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	19,8	-1,0	1,4						-2,3	-3,5	-1,2
Capacité/besoin de financement (Md€)	-44,9	10,8	1,4						0,7	0,0	-0,7

Graphique C.3 : le taux de marge des SNF

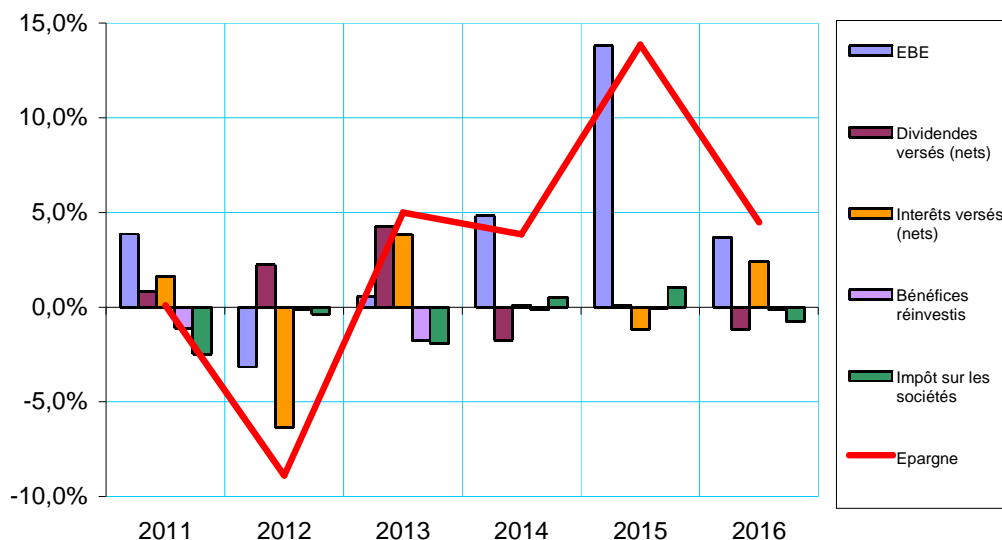


Parallèlement, le solde des revenus de la propriété s'améliore du fait de la poursuite de la baisse des taux d'intérêt : les intérêts reçus nets des versés augmentent ainsi de 5,2 Md€. Les sociétés non financières versent également plus de dividendes en 2016 qu'en 2015, et en reçoivent également davantage. Au total, le solde des revenus de la propriété s'améliore en 2016 de 2,1 Md€ (après une légère dégradation de 2,3 Md€ en 2015).

Lors d'un compte provisoire, les informations disponibles sur les revenus de la propriété se limitent à celles de la balances des paiements, fragiles, et celles portant sur les institutions financières. Les revenus de la propriété des SNF sont obtenus par solde en recherchant une cohérence temporelle et inter-secteurs institutionnels (notamment en termes de rendements financiers associés à chaque actif). La prise en compte de ces informations conduisent à améliorer très légèrement le solde des revenus de la propriété des SNF par rapport aux premiers résultats du T1 (de 0,7 Md€ en données CJO). La révision porte essentiellement sur les intérêts reçus (revus à la hausse de 2,7 Md€) et les dividendes reçus (abaissés de 1 Md€).

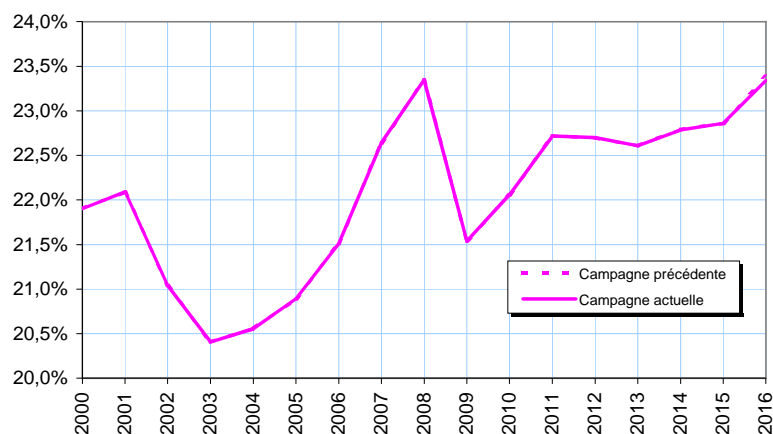
L'impôt sur les sociétés augmente en 2016 (+4,4%) du fait de la croissance de la VA. Dans ce contexte, l'épargne s'améliore encore en 2016 (+4,5 % après +13,9 % en 2015). En 2016, l'épargne des SNF est portée par l'excédent brut d'exploitation et le solde des intérêts, les SNF bénéficiant de la baisse des taux d'intérêt (cf. graphique C.4).

Graphique C.4 : Contributions à l'évolution de l'épargne des SNF



Parallèlement, l'investissement s'accélère en 2016 (+4,4 % après +3,0 % en données brutes), un peu moins que dans les premiers résultats du T1 (soit une révision de -0,8 point en données CJO). Le taux d'investissement continue de croître (+0,5 point), pour atteindre 23,3 % (graphique C.5). Quant aux variations de stocks des sociétés non financières, elles sont négatives en 2016 contrairement à l'année précédente (-2,0 Md€ après +7,4 Md€).

Graphique C.5 : le taux d'investissement des SNF



L'épargne augmentant en 2016 presque comme l'investissement, le taux d'autofinancement est stable (+0,1 point en 2016 après +8,1 points), pour atteindre 84,7 %.

Tableau C.15 : principaux ratios du compte des sociétés non financières

	2015 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2014SD	2015PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux de marge des SNF : EBE / VA	31,4	0,4	1,1	1,6	1,0	-0,5
Taux d'investissement : FBCF / VA	22,9	0,2	0,1	-0,1	0,1	0,2
Taux d'autofinancement : Epargne / FBCF	86,3	0,8	10,3	10,3	9,9	-0,4

C.3.2. LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS PÂTISSENT DES RENÉGOCIATIONS MASSIVES D'EMPRUNTS, LES ASSUREURS DE LA BAISSÉ DES RENDEMENTS DE L'ASSURANCE VIE

En 2015, la VA des sociétés financières (SF) est en nette baisse (-5,7 %, cf. tableau C.16) après avoir augmentée en 2014.

Tableau C.16 : compte des sociétés financières

	2016 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2015SD	2016PROV	2015SD	2016PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Valeur ajoutée	91,4	1,5	-5,5	1,5	-5,7	-2,8	-5,7	-2,9	-2,7	-5,5	-2,9
Institutions financières	66,0	-1,5	-2,6	-2,2	-3,7						
Assurances	12,6	1,5	-3,1	10,5	-19,8						
Auxiliaires financiers	12,9	1,5	0,2	13,0	1,3						
Rémunération des salariés	53,3	1,1	0,7	2,2	1,2	1,9	1,2	-0,6	1,0	0,7	-0,3
Revenus de la propriété versés	210,3	-5,4	-10,2	-2,4	-4,6	-4,9	-4,6	0,3	-10,3	-10,2	0,1
Intérêts versés	104,7	-10,6	-8,1	-8,6	-7,2	-8,6	-7,2	1,4	-9,3	-8,1	1,1
Dividendes versés	33,4	5,7	3,2	23,2	10,5	4,4	10,5	6,0	1,2	3,2	1,9
Rev. de la prop. attribués aux assurés	71,6	-0,9	-5,1	-1,1	-6,6	-3,0	-6,6	-3,6	-2,2	-5,1	-2,8
Revenus de la propriété reçus	218,4	-2,4	-9,3	-1,0	-4,1	-6,5	-4,1	2,4	-13,4	-9,3	4,1
Intérêts reçus	144,3	-11,5	-12,6	-6,8	-8,0	-9,7	-8,0	1,7	-13,6	-12,6	1,0
Dividendes reçus	55,4	7,9	4,8	18,5	9,6	1,2	9,6	8,4	0,5	4,8	4,3
Impôts sur le revenu et le patrimoine	15,9	1,0	-0,4	6,7	-2,7	22,2	-2,7	-24,9	3,5	-0,4	-4,0
Primes nettes d'assurance dommage	88,3	0,8	3,3	1,0	3,8	2,4	3,8	1,5	2,0	3,3	1,2
Indemnités d'assurance dommage	91,6	-4,6	5,6	-5,0	6,5	3,2	6,5	3,4	2,8	5,6	2,8
Prestations sociales versées	33,0	0,1	0,5	0,2	1,6	2,6	1,6	-0,9	0,8	0,5	-0,3
Epargne brute	19,4	7,6	-7,7	39,3	-28,3	-62,5	-28,5	34,0	-9,2	-7,7	1,5
Formation brute de capital fixe	20,2	1,1	1,3	6,0	7,1	3,3	7,0	3,7	0,6	1,3	0,7
Transferts en capital reçus (nets des versés) (Md€)	2,8	-1,4	2,4						0,0	0,0	0,0
Capacité de financement (Md€)	1,8	5,2	-6,6						-9,8	-6,7	3,1

Le repli de la valeur ajoutée concerne aussi bien les banques que les assurances.

Du côté des banques, le taux de référence utilisé pour le calcul des Sifim continue de se replier. Toutes choses égales par ailleurs cela tend à accroître la marge d'intermédiation sur les crédits. Toutefois, la baisse continue des taux d'intérêt ces dernières années et l'anticipation d'une prochaine remontée des taux ont incité les emprunteurs à renégocier massivement les taux de leurs crédits. De ce fait, le taux apparent des crédits sur les dépôts se replie plus rapidement encore que le taux de référence. Il en résulte une nette contraction de la marge globale d'intermédiation qui explique l'essentiel de la baisse de la valeur ajoutée des institutions financières.

Du côté des assureurs, c'est essentiellement le repli des rendements des contrats d'assurance vie qui pèse sur la production de services d'assurance et explique la baisse de leur VA.

C.3.3. LE POUVOIR D'ACHAT DU RDB DES MÉNAGES SE REDRESSE

En 2016, le revenu disponible brut des ménages accélère (+1,7 % après +1,1 %, cf. tableau C.17). Cette progression de 1,7 % se décompose comme suit (cf. graphique C.6) :

- Les revenus nets d'activité y contribuent pour +1,2 point. Les salaires nets accélèrent (+1,9 % après +1,4 %), en lien avec ceux versés par les sociétés non financières. Le revenu mixte net des entrepreneurs individuels est également dynamique (+2,7 % après +2,5 %). Les cotisations salariales croissent plus vite qu'en 2015 mais moins vite que les salaires (+2,2 % après +1,7 %) du fait de la mise en œuvre de nouveaux allègements de cotisations sociales.
- Les revenus du patrimoine ne contribuent pas à l'évolution du RDB. D'un côté la baisse des taux d'intérêts améliore le solde via les intérêts versés et la consommation intermédiaire de SIFIM par les ménages produisant un service de logement, de l'autre la dégradation des rendements de l'assurance vie dégrade le solde des revenus de la propriété.
- Les impôts courants y contribuent pour -0,2 point. En particulier, l'impôt sur le revenu progresse de +1,2 %, contre +1,7 % en 2015 du fait de l'aménagement de la décote qui atténue l'évolution spontanée de l'IR.
- Les prestations en espèces accélèrent (+ 1,8 % après +1,5 %) et contribuent ainsi toujours à la hausse du RDB pour +0,6 point. Si le repli des prestations familiales se poursuit en lien avec la modulation des allocations familiales en fonction des ressources mise en œuvre à l'été 2015, les prestations d'assurance chômage sont dynamiques malgré l'amélioration du marché du travail.

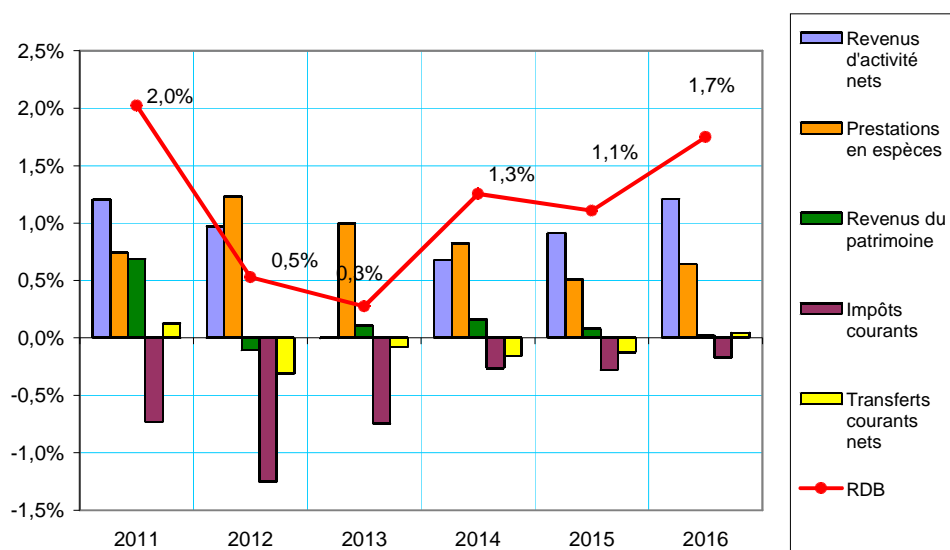
Tableau C.17 : compte des ménages

Tableau 6: compte des ménages (en valeurs, Mds€)

	2016 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2015SD	2016PROV	2015SD	2016PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Revenus d'activité nets (1)	829,7	11,9	15,8	1,5	1,9	1,8	1,9	0,1	15,0	15,6	0,6
Revenu mixte	91,6	2,2	2,4	2,5	2,7	-0,4	2,4	2,8	-0,4	2,1	2,5
Salaires reçus	738,1	9,7	13,4	1,4	1,9	2,1	1,9	-0,3	15,3	13,4	-1,9
Revenus du patrimoine (2)	283,8	1,1	0,3	0,4	0,1	2,2	0,1	-2,1	6,2	0,3	-5,9
EBE des ménages purs	179,8	3,8	3,7	2,2	2,1	2,3	2,1	-0,3	4,0	3,7	-0,4
Revenus de la propriété reçus	119,7	-2,2	-4,7	-1,8	-3,8	0,1	-3,8	-3,8	0,1	-4,7	-4,7
Revenus de la propriété versés	15,7	0,5	-1,3	3,1	-7,4	-15,6	-7,4	8,2	-2,1	-1,3	0,8
Cotisations sociales des salariés et non salariés	154,4	2,4	3,4	1,6	2,2	2,4	2,2	-0,2	3,6	3,4	-0,3
Cotisations sociales APU	124,9	2,1	2,8	1,7	2,3	2,3	2,3	0,0	2,8	2,8	0,0
Cotisations sociales hors APU	29,5	0,4	0,5	1,5	1,1	2,7	1,1	-1,7	0,8	0,3	-0,5
Prestations sociales en espèces reçues (3)	484,6	6,9	8,6	1,5	1,8	1,6	1,8	0,2	7,9	8,6	0,8
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (4)	218,7	3,7	2,3	1,7	1,1	1,5	1,1	-0,4	3,2	2,3	-0,9
Impôts sur le revenu	194,6	3,2	2,4	1,7	1,2	1,6	1,2	-0,4	3,1	2,4	-0,8
Transfert courants reçus nets (Md€) (5)	-2,5	-1,3	1,2					0,0	0,0	1,2	1,2
Revenu disponible brut	1 377,0	14,8	23,7	1,1	1,7	1,9	1,7	-0,2	25,9	23,3	-2,5
Dépense de consommation finale	1 186,1	19,1	25,5	1,7	2,2	1,9	2,1	0,2	21,6	23,9	2,3
Transferts sociaux en nature reçus	390,4	6,3	5,2	1,7	1,4	1,7	1,3	-0,4	6,5	5,1	-1,4
Transferts sociaux en nature marchands	133,4	2,2	3,1	1,8	2,3						
Transferts sociaux en nature non-marchands	257,0	4,0	2,2	1,6	0,8						
Consommation finale effective	1 576,5	25,3	30,7	1,7	2,0	1,8	1,9	0,1	28,1	29,0	0,9
Epargne brute	190,9	-4,2	-1,9	-2,2	-1,0	2,2	-0,3	-2,4	4,2	-0,5	-4,8
Formation brute de capital fixe	121,6	-1,0	3,7	-0,8	3,1	3,1	3,1	0,0	3,6	3,6	0,0
EI	10,0	0,5	0,2	5,9	1,7	2,2	1,5	-0,7	0,2	0,1	-0,1
ménages purs	111,6	-1,6	3,5	-1,4	3,2	3,2	3,2	0,0	3,4	3,5	0,0
Capacité de financement (en Md€)	63,7	-5,3	-3,8						0,1	-2,4	-2,5

RDB = (1) + (2) + (3) - (4) + (5)

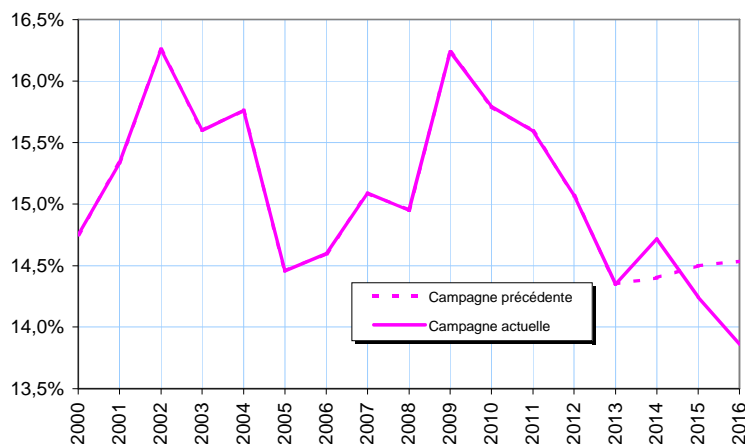
Graphique C.6 : Contributions à l'évolution du RDB des ménages



Par rapport aux premiers résultats du T1, l'évolution du RDB est revue de 0,2 point à la baisse. La révision s'explique entièrement par les revenus de la propriété attribués aux assurés, en lien avec la baisse de rendements de l'assurance vie, ainsi que par la baisse de l'EBE des ménages purs.

Alors que le RDB augmente de 1,7 %, les dépenses de consommation des ménages s'accroissent de 2,2 %. Il en résulte une poursuite de la baisse du taux d'épargne de 0,4 point, après -0,5 en 2015. Les premiers résultats du T1 montraient à l'inverse une stabilité du taux d'épargne. Le taux d'épargne atteint ainsi 13,9 %.

Graphique C.7 : le taux d'épargne des ménages



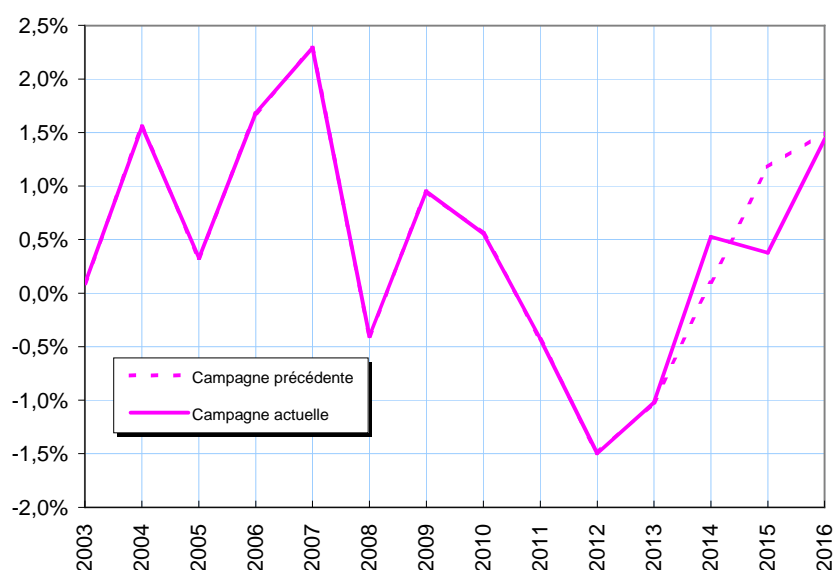
Les transferts sociaux en nature, bien qu'en décélération, continuent d'augmenter en 2016 (+ 1,4 % après + 1,7 % en 2015). Cette hausse est bien plus marquée sur la partie marchande (+ 2,3 % après + 1,8 %), en lien notamment avec les remboursements de médicaments, que sur les dépenses non marchandes comme les services de santé ou d'éducation (+ 0,8 % après + 1,6 %). La FBCF des ménages repart à la hausse après une légère baisse en 2015(+3,1 % après -0,8 %). Au total, le taux d'épargne financière baisse comme le taux d'épargne (-0,4 point) pour atteindre 4,6 %.

Tableau C.18 : principaux ratios du compte des ménages

	2016 PROV en niveau	évolutions en points		évol. des CT (CJO) en points		
		2015SSD	2016PROV	RD-T4	PROV	révision
Taux d'épargne (En %)	13,9	-0,5	-0,4	0,0	-0,3	-0,3
Taux d'épargne financière (En %)	4,6	-0,5	-0,4	-0,1	-0,3	-0,2
Pouvoir d'achat du RDB (en évol)	1,8	0,8	1,8	1,9	1,8	-0,1
Pouvoir d'achat du RDB par UC (en évol)	1,4	0,4	1,4	1,5	1,4	-0,1

Par ailleurs, le déflateur de la consommation des ménages est en très faible baisse (-0,1%), de sorte que le pouvoir d'achat du RDB progresse plus vite que le RDB, de +1,8 %. Par unité de consommation, le rebond est également important puisqu'il atteint +1,4 % en 2016, après une hausse modérée les deux années précédentes (+0,5 % en 2014 et +0,4 % en 2015).

Graphique C.8 : évolution du pouvoir d'achat du RDB des ménages



C.3.4 LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EST INCHANGÉ PAR RAPPORT À LA NOTIFICATION DE MARS, COMME LE RATIO DÉFICIT SUR PIB (-3,4 % DU PIB)

Exprimé en points de PIB, le déficit atteint 3,4 %, ce qui constitue une amélioration de 0,2 point par rapport à l'année 2015. La dette exprimée en points de PIB est revue à la hausse de 0,3 point, à 96,3 % en lien avec la révision à la baisse du PIB en valeur.

Du fait de la modification du PIB, le taux de prélèvements obligatoires en points de PIB est légèrement revu (il atteint 44,4 %, alors qu'il était à 44,3 % lors de notification), de même que les taux de recettes et de dépenses (revus de +0,2 point), qui s'établissent respectivement à 52,8 % et 56,2 %.

Tableau C.19 : ratios et soldes des administrations publiques

Montants (en Md€)	EDP	Mai	Révision
Déficit	-75 893	-75 896	-3
PIB	2 237 470	2 228 885	-8 584
Ratios FIPU (en %)			
Déficit	-3,4	-3,4	0,0
PO	44,3	44,4	0,1
Dette brute	96,0	96,3	0,3
Dette nette	87,5	87,8	0,3
Recettes publiques	52,8	53,0	0,2
Dépenses publiques	56,2	56,4	0,2

C.3.5. LE BESOIN DE FINANCEMENT DE LA NATION S'ACCROÎT

Par rapport à 2015, le solde des échanges extérieurs se dégrade (-10,3 Md€, à -43,4 Md€). Il est légèrement dégradé par rapport aux premiers résultats du T1 du fait de la prise en compte d'informations plus récentes en provenance des douanes et de la BdP. (-2,3 Md€ en données CJO, cf. tableau C.20), du fait d'une révision à la hausse des importations (+2,5 Md€).

Le solde des opérations de répartition est lui meilleur en 2016 qu'en 2015, de 4,5 Md€, et atteint -12,7 Md€, du fait d'une légère amélioration du solde des revenus de la propriété (+1,4 Md€, principalement en lien avec la baisse des taux d'intérêts) et, surtout, d'une amélioration des transferts en capital nets reçus par le territoire national (+2,9 Md€). Celle-ci s'explique par deux choses :

- Les frégates Mistral qui n'ont pas été vendus à la Russie en 2015 l'ont été à l'Égypte en 2016. La première opération entraîne un transfert versé de Coface vers le reste du monde, l'autre à l'inverse implique un transfert vers Coface. L'impact sur l'évolution des transferts en capital est de +1,8 Md€ pour ces opérations.

- Le refus d'apurement communautaire baisse en 2016, passant de +1,2 Md€ à 0,3 Md€ (impact de 0,9 Md€ sur l'évolution).

Par rapport aux premiers résultats du T1, le solde des opérations de répartition est revu à la hausse (+3,5 Md€) principalement du fait d'une révision des transferts en capital (+2,1 Md€). Au total, le besoin de financement de la nation atteint -51,1 Md€ en données brutes (soit -2,5 % de PIB, après -2,3 % en 2015). Par rapport aux premiers résultats du T1, il continue de se dégrader légèrement.

Tableau C.20 : quelques éléments issus du compte du reste du monde (vision secteur résident)

	2016 PROV en niveau	évolutions en Mds€		évolutions en %		évol. des CT (CJO) en %			évol. des CT (CJO) en Mds€		
		2015SD	2016PROV	2015SD	2016PROV	RD-T4	PROV	révision	RD-T4	PROV	révision
Solde des échanges extérieurs (Md€)	-43,4	9,3	-10,3								
Exportations	652,2	30,2	1,1	4,9	0,2	0,1	0,2	0,0	0,9	1,0	0,2
Exportations de biens (FAB)	467,1	20,5	0,7	4,6	0,2	-0,2	0,2	0,3	-0,7	0,7	1,4
Importations	695,6	20,9	11,4	3,2	1,7	1,3	1,7	0,4	8,8	11,3	2,5
Importations de biens (FAB)	495,8	7,4	3,0	1,5	0,6	0,9	0,5	-0,3	4,3	2,6	-1,7
Solde des opérations de répartition (Md€)	-12,7	6,5	4,5						1,0	4,5	3,5
Rémunérations des salariés (Md€)	19,3	1,7	0,9						1,1	0,9	-0,2
Subventions nettes d'impôts (Md€)	6,3	0,1	-0,1						0,2	-0,1	-0,3
Revenus de la propriété (Md€)	9,8	0,6	1,4						3,3	1,4	-1,9
Cotisations et prestations sociales (Md€)	-11,3	-0,5	0,1						-0,6	0,1	0,6
Impôts et autres transferts courants (Md€)	-38,6	4,6	0,7						-2,8	-0,7	2,1
Transferts en capital (Md€)	1,7	-0,1	2,9						0,0	-0,1	-0,1
Capacité (+) / Besoin (-) de financement (Md€)	-56,1	15,8	-5,8						-6,9	-5,7	1,2
<i>En % du PIB (évolution en points)</i>	<i>-2,5</i>			0,8	-0,2	-0,3	-0,2	0,1			0,0

Graphique C.9 : Évolution du besoin de financement de la nation (% du PIB)

